

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1922.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS

POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Symptôme de retour à la vie normale, les Chambres, avant même l'ouverture de la session de 1922-1923, ont été saisies des projets de budgets pour le prochain exercice. Répondant au vœu du Gouvernement, la Commission des Finances a voulu concourir, pour sa part, à l'adoption du budget des Voies et Moyens avant le 1^{er} janvier 1923.

Pour atteindre ce résultat, il sera indispensable d'abréger les considérations générales sur la situation financière. Aussi bien, quelques mois seulement nous séparent de la dernière discussion sur cet objet, et l'occasion ne manquera pas d'y revenir. Toutefois, l'Exposé Général dont le Gouvernement a accompagné les projets de lois budgétaires sera brièvement commenté ci-après.

Suivant l'usage introduit l'an dernier, les budgets ont été adressés, partie à la Chambre, partie au Sénat :

A la Chambre, ceux des Voies et Moyens, de la Dette Publique, des Distributions, de l'Intérieur, des Sciences et des Arts, de l'Agriculture, des Travaux Publics, de l'Industrie et du Travail, de la Défense Nationale, de la Gendarmerie, des Finances, des Affaires Économiques, des Non-Valeurs et Rem-

(1) Budget, n° 4¹.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* :

1^o MM. Mechelynec, président, Hallet, Houtart, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, Cousot, De Bruyne (Augustin), Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2^o Six membres nommés par les Sections : MM. Lamborelle, de Montpellier, Houtart, de Liedekerke, Poncelet et Cousot.

boursements, du Ravitaillement (en liquidation) et des Recettes et Dépenses extraordinaires ;

Au Sénat, ceux de la Justice, des Affaires Etrangères, des Colonies, des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, ainsi que des Dépenses recouvrables en vertu des Traités de Paix

Quant à ce dernier, la Commission des Finances estime qu'il aurait dû être transmis directement à la Chambre. Par la hauteur de ses chiffres tant en dépenses qu'en recettes, par les questions épineuses qu'il soulève, ce budget exerce sur l'équilibre général et sur toute notre situation financière une influence prépondérante. On ne peut l'ignorer sans s'interdire tout jugement d'ensemble. Il convient donc qu'il soit adressé à l'assemblée qui, la première, doit émettre un vote essentiel, savoir, le vote qui autorise la perception des recettes du nouvel exercice. Au demeurant, la plupart des membres estiment que la Chambre devrait être saisie directement de tous les budgets, sans exception aucune.

Quelque bonne volonté que chacun y apporte, la plupart des budgets ne pourront être votés qu'au cours même de l'exercice, c'est-à-dire dans les premiers mois de 1923. Le travail parlementaire ne pourrait être réglé conformément aux principes, que si le début de l'année financière était reporté au 1^{er} avril. M. le Ministre des Finances a déclaré qu'il ne perd pas de vue cette réforme, sur laquelle la Commission insista en examinant les budgets de 1922.

Les propositions budgétaires forment quatre groupes distincts :

1^o Les *dépenses ordinaires*, qui doivent être couvertes par le produit des impôts et les diverses recettes annuelles.

2^o Les *frais des régies*, qui doivent être équilibrés par leurs recettes.

3^o Les *dépenses extraordinaires*, qu'il est permis de couvrir par l'emprunt, parce que — en théorie, sinon toujours en pratique, — elles accroissent l'outillage du pays et développent la richesse.

4^o Les *dépenses recouvrables*, ainsi nommées parce que le Traité de Versailles impose à l'Allemagne l'obligation de les rembourser.

I. — DÉPENSES ORDINAIRES.

Celles-ci comprennent d'abord les frais de tous les grands services de l'État. Les chiffres proposés pour ces dépenses attestent qu'une volonté ferme s'applique à les compresser ; les voici, comparés à ceux des exercices antérieurs :

	Chiffres votés p —	1921.	Pour 19 2.	Proposés pour 1923.
			(En milliers de francs).	
Dotations	11.074		11.837	11.539
Justice	102.594		113 789	108 024
Affaires Étrangères . .	18.545		26.469	24.404
Intérieur et Hygiène . .	54.656		47.540	45.842
Sciences et Arts. . . .	261 578		289.186	287 454
Agriculture	23.005		27.581	25.640

Travaux Publics. . . .	91.626	92.844	84.082
Industrie et Travail. . .	150.737	158.507	158.453
Colonies	4.275	4.451	4.336
Défense Nationale . . .	525.092	484.029	480.452
Gendarmerie.	53.053	51.007	50.994
Finances	112.644	129.122	125.495
Affaires Économiques . .	3.630	2.091	1.646
Totaux. . . .	1.394.329	1.437.755	1.406.000

La seule comparaison de ces chiffres montre que le flot montant des dépenses est endigué.

Il faut ajouter que le budget ordinaire a, depuis deux ans, absorbé un grand nombre de charges qui, dans les premiers exercices d'après-guerre, s'abritaient sous les amples ombrages du budget extraordinaire; il faut aussi tenir compte du fait que le Ministre des Finances, voulant mettre un terme à la pratique décevante des crédits supplémentaires et enlever tout prétexte aux dépassements de crédits, a mis ses propositions à la hauteur des besoins réels dûment constatés.

Mais a-t-on réalisé les économies possibles? « Chaque département, dit l'Exposé général, a passé ses prévisions de dépenses au crible. Les projets transmis au Ministre des Finances en juillet, août et septembre, ont fait l'objet d'importantes demandes de réductions accompagnées de suggestions précises. » Rappelons que, l'an dernier, le Ministre constatait qu'il avait dû réduire de 300 millions les propositions des diverses administrations; d'où l'on pouvait conclure que celles-ci n'avaient ni la notion ni le souci de la situation financière. M. Theunis ajoute : « Nous espérons que les Chambres saurons découvrir, dans les budgets d'administration, de nouvelles sources d'économies. » C'est à quoi s'appliqueront les rapporteurs des différents budgets. Mais il ne faut pas dissimuler que peu d'entre nous possèdent une connaissance assez approfondie des rouages administratifs pour tracer un plan de réformes économiques. Une commission extra-parlementaire fut constituée par arrêté royal du 10 mars 1922 pour ce travail indispensable; il sera intéressant de connaître les résultats de ses études. Un rapport a été demandé, qui vous fixera sur ce point. (Annexe II.)

Lorsque nous avons formé le total des frais de tous les Départements ministériels, — celui des Chemins de fer excepté — nous sommes encore loin de connaître le montant des dépenses ordinaires. Le trait distinctif des budgets d'après-guerre est qu'ils sont grevés des charges d'une dette énorme et sans cesse accrue. Le chiffre de ces charges, au budget ordinaire de 1923, s'élève à 1,189 millions.

Il serait vain de comparer ce chiffre avec ceux des années antérieures, parce que les crédits inscrits à l'ordinaire pour la dette publique ne comprennent qu'une partie des charges de celle-ci. C'est l'ensemble qui importe. Disons seulement que, grâce aux remises importantes effectuées par l'Allemagne durant l'exercice 1922, grâce aussi à la diminution de l'intérêt alloué aux Bons du Trésor, le progrès des charges de dettes s'est fort sensiblement ralenti.

Ajouté aux 1,406 millions de dépenses prévues pour les différents ministères,

le montant des crédits inscrits au titre de la Dette publique sur le budget ordinaire donne un total de 2,593 millions.

Un dernier compartiment du service ordinaire est formé par le budget des « Non-valeurs et Remboursements », lequel passe tout à coup de 28 millions, chiffre de l'an dernier, à 549 millions. Ne nous en effrayons pas; ce n'est qu'affaire de comptabilité. Autrefois, des recettes considérables prélevées sur les impôts perçus par l'État et sur le produit des postes étaient attribuées directement aux provinces et communes. Par une nouvelle méthode, suite la réorganisation du Fonds des Communes, ces recettes apparaîtront au Budget des Voies et Moyens; mais en retour, le budget des Non-Valeurs et Remboursements est grevé d'une somme égale aux prélèvements des provinces et communes. Les autres dépenses de ce dernier budget ne dépassent pas 31 millions.

En y comprenant ces prélèvements, l'ensemble des dépenses ordinaires de l'État s'élèverait à 2,943 millions. D'une indication fournie par l'Exposé général du budget de 1922, on peut déduire que les dépenses militaires seront réduites de 70 millions environ au budget de 1924, c'est-à-dire lorsque l'appel ne portera plus que sur une classe de milice. Mais, d'autre part, s'il convient de maintenir le caractère précaire et variable des indemnités de vie chère, est-il rationnel de continuer de les inscrire au budget extraordinaire, qui est couvert par l'emprunt? La Commission pense, avec M. le Ministre des Finances, qu'il conviendrait dans les prochains budgets, de joindre ces indemnités aux dépenses exceptionnelles du budget ordinaire. Leur total pour tous les ministères, régies exceptées, est de 58 millions.

En face du chiffre des dépenses ordinaires, dressons sommairement le compte des recettes de même nature.

Le produit des contributions directes, y compris les parts des provinces et des communes, est prévu pour	723 millions.
Douanes et accises	644 »
Enregistrement, successions, timbre, taxe de transmission, etc.	644 »
Produit total des impôts.	2,011 millions.

Ces prévisions sont en majoration de plus de 200 millions sur celles du budget de l'an dernier, bien que, d'un exercice à l'autre, les impôts n'aient guère été modifiés quant à leurs bases et à leurs taux. Au surplus, elles sont de beaucoup inférieures aux probabilités que l'on peut tirer de l'observation des faits.

Nous fournirons ci-après (Annexe IV) quelques données statistiques touchant l'impôt sur le revenu. Le fait capital, concernant cette importante ressource, est que le travail de taxation n'est encore qu'à ses débuts. Pour peu que le pays développe les diverses branches de son activité, et moyen-

nant une politique fiscale qui évite le double écueil d'une tolérance et d'une inquisition excessives, on verra le produit de l'impôt sur le revenu augmenter rapidement.

Le produit des douanes, qui est évalué 384 millions, dépassera 400 millions pour l'exercice 1922. De plus, la revision du tarif qui sera prochainement soumise aux Chambres est de nature à produire une majoration du rendement.

Le chiffre de 256 millions pour les accises pourrait être majoré de 20 millions, en tenant compte du rendement perçu en ces derniers temps. Quelques mesures spéciales augmenteraient encore ce produit sans difficulté sérieuse.

Le montant des droits d'enregistrement subit actuellement l'influence défavorable de la loi sur les loyers; il est susceptible d'une large progression.

Le produit des droits de succession n'est nullement en harmonie avec le taux élevé de ces droits. Les organes de perception doivent être améliorés, et le produit se développera dans une forte proportion.

L'impôt du timbre va recevoir l'appoint considérable de la taxe de luxe.

La taxe de transmission est comptée pour 250 millions. Or, on a obtenu près de 30 millions pour certains mois de 1922, bien que l'organisation de la perception et du contrôle soit encore à ses débuts.

On le voit, l'Administration des Finances s'est tenue, dans les prévisions de recettes, fort en-dessous des probabilités. On peut se demander si cette habitude d'avant-guerre est encore de mise dans les circonstances actuelles. Puisque, de toute manière, le budget soldera en déficit, peu importerait quelques mécomptes imprévus dans les recettes, mécomptes qui seraient, d'ailleurs, compensés par des plus-values. Il faut serrer d'aussi près que possible les réalités, de telle sorte que le Parlement se rende un compte exact de la puissance de l'instrument fiscal.

La meilleure progression des recettes est celle qui se réalise sans majoration des taux d'impôts; car elle offre non seulement un avantage au Trésor, mais un excellent symptôme de l'économie générale et, quant au système fiscal, le meilleur des certificats. Lorsque cette progression est constatée, mieux vaut souvent ne pas la compromettre par une surélévation des tarifs d'impôts. En effet, il n'y a pas exacte corrélation, loin de là, entre le taux des impôts et leur rendement. L'art de la politique fiscale, dans les circonstances présentes où l'effort doit atteindre son maximum, consiste à fixer le point que l'impôt ne pourrait dépasser sans compromettre les sources de la richesse. Que la matière imposable se développe, cela importe plus encore que le rendement actuel des impôts.

Les péages sont inscrits pour 3,5 millions.

Les capitaux et revenus, pour 104,3 millions.

Les remboursements pour 89 millions.

Les recettes exceptionnelles pour 7,7 millions.

On arrive ainsi à un total de 2,213 millions, sans les recettes dites *Compensatoires*.

Ces dernières doivent être commentées; elles consistent en trois articles.

a) Prélèvement sur le budget des régies de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées à l'ordinaire : 164 millions.

Tout en admettant cette prévision de recette, il importe de remarquer que les budgets des régies, pris dans leur ensemble, laissent un déficit final de 50 millions, sans compter les indemnités de vie et ère. Ce déficit doit être pris en considération lorsqu'il s'agit d'établir le solde du budget ordinaire de l'Etat. Mais il sera prochainement éliminé, croit-on, grâce aux progrès réalisés dans la gestion et le rendement des régies.

b) Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation : 102 millions.

Créance privilégiée sur les réparations.

c) Prélèvement sur les recettes de réparation: 457 millions. Cette dernière inscription doit être considérée à deux points de vue.

En droit :

Elle est justifiée, parce que l'Etat belge a fait l'avance de neuf milliards environ pour la réparation de dommages de guerre que le Traité de Versailles met à la charge de l'Allemagne. Ces neuf milliards sont compris dans le montant de la Dette publique portée au budget ordinaire pour intérêts et amortissement.

En fait :

Elle était parfaitement admissible au budget de 1922, c'est-à-dire lorsque le budget des dépenses recouvrables laissait un excédent. Mais actuellement, l'excédent ayant fait place au déficit dans le budget des dépenses recouvrables, il est dangereux d'établir l'équilibre du budget ordinaire à l'aide, non d'une recette réelle, mais d'un postulat de recette. D'autant plus que l'avenir, avec quelque optimisme qu'on l'envisage, ne remédiera point à cette situation. Si l'inscription de cet article est nécessaire pour établir le compte débiteur de l'Allemagne, elle ne nous dispense pas de créer d'autres ressources.

Par conséquent, tout en comprenant la juste et haute signification de cette « recette compensatoire », la Commission des Finances signale à la Chambre la nécessité d'assurer, au plus tôt, l'équilibre du budget ordinaire par des recettes autochtones.

Ce résultat semble pouvoir être obtenu prochainement :

1° par une plus juste adaptation des prévisions budgétaires aux probabilités réelles; 2° par les progrès qui doivent être réalisés dans la perception des impôts; 3° par le développement de la richesse; 4° par l'appoint de quelques mesures fiscales.

L'ensemble des recettes ordinaires est donc fixé à 2,940 millions contre 2,943 millions de dépenses de même nature.

II. — RÉGIES.

La balance des dépenses et des recettes d'exploitation des régies se présente comme suit :

	Dépenses. (Millions.)	Recettes. (Millions.)	Excédent. (Millions.)	Déficit. (Millions.)
Chemins de fer	1,120.1	1,124.8	4	—
Marine	53.8	19.5	—	34
Postes	133.1	116.4	—	16
Télégraphes et téléphones .	85.1	80	—	3
Total.	1,390	1,341	—	49

Dans ces chiffres ne sont pas comprises, comme on sait, les indemnités de vie chère, lesquelles s'élèvent en totalité à 72 millions.

Parmi les dépenses du Chemin de fer, signalons quelques variations importantes :

Des augmentations, à concurrence de plusieurs millions, résultent de inscription de fonds de remploi (transfert du budget par ordre); on ne peut que les approuver; d'ailleurs, elles ne modifient pas l'équilibre.

Deux crédits (art. 15 et 19) ont été majorés de 22 et de 14 millions par suite d'un transfert du budget des dépenses recouvrables.

Des réductions de 25 millions sont motivées par la baisse des prix des matières premières, notamment du charbon. Mais cette baisse est-elle durable?

Les prévisions de recettes des chemins de fer ont été majorées de 123 millions par rapport au budget de 1922; celles de la Marine de 2.4 millions; celles des Postes de 53 millions, parce qu'elles ne supportent plus de prélèvement au profit du Fonds communal; celles des Télégraphes et Téléphones de 18 millions.

Les dépenses de ces trois dernières ne sont pas sensiblement modifiées.

Il est prévu, pour l'ensemble des régies, 293 millions de dépenses extraordinaires, dont 72 millions pour les indemnités de vie chère. Les charges de dettes qui en résulteront auront pour contre-partie une majoration de la recette compensatoire inscrite au budget des Voies et Moyens.

III. — DÉPENSES ET RECETTES EXTRAORDINAIRES.

La Commission, d'accord avec M. le Ministre des Finances, a constaté qu'un certain nombre de crédits compris parmi les dépenses extraordinaires seraient mieux placés dans les budgets ordinaires, chapitre des dépenses exceptionnelles. Ces dépenses sont relativement peu importantes, sauf le groupe des indemnités de vie chère qui forme une somme de 58 millions.

Nous ne suivrons pas le classement des dépenses extraordinaires par départements ministériels, mais nous bornerons à noter les crédits élevés qui contribuent à gonfler démesurément ce budget et constitueraient

un grave péril par l'accroissement rapide de la dette publique qu'ils entraînent, si l'on ne pouvait prévoir leur réduction plus ou moins prochaine.

Travaux Publics : 171 millions.

Ce chiffre pourrait passer pour raisonnable, si le budget de 1923 ne soulevait pas une grave question de Trésorerie, qui sera formulée plus loin. Cela étant, il appelle des réserves; et peut-être faudra-t-il allonger la période d'exécution des travaux projetés.

Fonds de crise : 10 millions.

Défense Nationale : 142 millions.

Chaque fois que la Commission du Budget doit se prononcer sur les propositions du Ministère de la Défense Nationale, elle se trouve partagée entre le souci d'économie et la crainte de compromettre l'organisation de la défense du pays. Elle s'interdit donc tout jugement *a priori*, se réservant d'examiner en détail les dépenses prévues.

Avance à la Colonie : 15 millions.

Habitations à bon marché : 110 millions.

Sur cette somme, 100 millions produiront intérêt à 2 p. c.

Fonds des Combattants : 75 millions.

Le total des dépenses extraordinaires est fixé à 623 millions; les recettes corrélatives ne s'élèvent qu'à 4 millions.

IV. — DÉPENSES RECOUVRABLES EN EXÉCUTION DES TRAITÉS DE PAIX.

Comme il a été dit lors de la discussion du budget de 1922, les dépenses recouvrables évoluent vers un état final dans lequel elles se rangeront sous trois rubriques : service des emprunts, intérêts de titres d'indemnités, pensions.

Le projet qui nous est soumis pour 1923 traduit cette évolution. Seuls, trois départements s'y inscrivent encore pour des sommes importantes qui doivent servir à la reconstruction du domaine public :

Agriculture	26 millions
Travaux publics . . .	41 »
Chemins de fer . . .	123 »

Nous ne reverrons sans doute plus de tels chiffres.

Les crédits inscrits pour le Ministère de la Défense Nationale comportent des pensions, qui s'y trouvent provisoirement, et la contre-partie des frais de l'armée d'occupation. Il n'y a donc pas lieu d'en tenir compte.

L'intérêt essentiel du budget des dépenses recouvrables se concentre sur le chapitre de la Dette publique et celui du Ministère des Affaires économiques.

L'ensemble des crédits inscrits sur ce budget au titre de la Dette publique forme un total de 1,061 millions. Mais il comprend la somme de 437 millions que nous avons vu porter comme recette compensatoire au budget des Voies et Moyens et qui représente la part du budget des dépenses recouvrables

sans les charges de la Dette publique inscrites au budget ordinaire. C'est la différence, soit 544 millions, qu'il faut retenir ici.

Cette dernière somme se décompose comme suit :

	Millions.
Service des emprunts émis par la Fédération des Coopératives :	—
47 + 57 millions	104
Intérêts des Bons interprovinciaux	106.6
Intérêts des titres d'indemnité	250

Il est à noter que ce crédit comprend les intérêts arriérés, qui sont payés au fur et à mesure de l'émission des titres. L'intérêt annuel dû sur le capital des titres émis à la date du 20 novembre dernier (1) serait, à 5 p. c., de 132 millions.

Annuités au Crédit Communal	19
Pensions et allocations annuelles	70.5
Total	544.1

Il faudrait ajouter à ce chiffre la partie permanente des allocations diverses qui sont inscrites comme dépenses recouvrables au Ministère de la Défense Nationale pour un total de 108 millions.

Ainsi, le budget des dépenses recouvrables doit supporter dès à présent comme charges annuelles permanentes :

pour service de dettes	345 millions
pour pensions, environ	150 »

soit approximativement un demi milliard.

Si, comme on le prévoit vaguement, les réparations exigent encore un capital de 10 à 12 milliards, il faudrait, pour en servir les intérêts à 5 p. c. et assurer en 40 ans l'amortissement, des annuités de 600 à 720 millions qui, ajoutées à la somme relevée ci-dessus, constitueraient une charge annuelle d'un milliard, sans les pensions.

L'ensemble de ces annuités correspond à un capital de 18 à 20 milliards, valeur actuelle.

Les futurs versements de l'Allemagne doivent équivaloir au moins à ce capital ; ils doivent couvrir aussi les frais de l'armée d'occupation et le service des pensions ; faute de quoi, non seulement toutes les charges de dettes déjà inscrites au budget ordinaire nous resteraient pour compte — ce qui n'est que trop certain dès aujourd'hui —, mais il faudrait en transférer plus encore du budget des dépenses recouvrables au service ordinaire.

Or, quelle est la valeur actuelle de notre créance sur l'Allemagne ?

Elle comprend le solde de la Priorité, soit 500 millions de marks-or ou 1,500 millions de francs belges, somme inscrite comme recette de réparation dans le budget de 1923.

Elle comprend encore deux milliards de marks-or immédiatement productifs d'intérêt, du moins en principe et aux termes de l'état de paiements.

(1) Ce capital s'élève à 2,643,429,700 francs.

Enfin, une solde de six milliards qui ne doit porter intérêt que lorsque la capacité de paiement de l'Allemagne sera reconnue suffisante.

Done, abstraction faite de la Priorité, liquidée aux trois quarts, la créance belge serait d'un montant nominal de 24 milliards de nos francs environ.

Mais on sait qu'une somme non productive d'intérêts, qui doit être touchée dans un délai de quinze ans, ne vaut actuellement que la moitié de sa valeur nominale, en adoptant le taux de 5 p. c. comme loyer normal des capitaux; si le délai est de trente ans, il faut la réduire au quart.

Ainsi notre créance, dans le cas même où elle finirait par être soldée.

A supposer que l'ensemble des sommes dues acquière valeur actuelle dans un délai moyen de quinze ans, — n'est-ce pas trop d'optimisme? — nos vingt-quatre milliards en vaudraient actuellement douze.

C'est ce dernier chiffre, qu'il faut mettre en face du capital de 18 à 20 milliards d'emprunts et de titres d'indemnité que nous avons relevé ci-dessus.

En d'autres termes, pour équilibrer une annuité de plus d'un milliard à payer sur notre budget des réparations, nous ne pouvons pas compter sur une annuité moyenne supérieure à l'intérêt et à l'amortissement de ce capital, soit 600 à 700 millions.

Sans prétendre tirer de ce calcul des conclusions précises et immédiates, il suffit pour faire comprendre que le budget des dépenses recouvrables ne pourrait, en aucun cas, laisser un excédent disponible au bénéfice du budget ordinaire.

Pour terminer cette revue rapide des dépenses recouvrables, pointons le chiffre de 1,644 millions pour le Ministère des Affaires Économiques.

On compte dépenser 472 millions pour les Régions dévastées et allouer 1,123 millions d'indemnités pour dommages de guerre. Le surplus sera consacré aux traitements des fonctionnaires et employés occupés de la réparation des dommages de guerre et à divers frais.

Les recettes de réparation dont l'encaissement est prévu dans le projet de budget de 1923 s'élèvent à 1,659 millions, dont 1.245 en numéraire.

Ceci nous enlève une considération importante touchant l'équilibre général du budget et la Trésorerie.

Le total des dépenses prévues est de 8,537 millions. Sans doute, ce chiffre ne correspond-il pas strictement à l'addition des dépenses réelles que l'exercice 1923 devra supporter; il dépasse celles-ci de plusieurs centaines de millions, parce que la méthode adoptée pour la rédaction des budgets entraîne l'inscription en double d'articles très importants. Mais il en est de même du côté des recettes; dès lors, si les deux colonnes se trouvent artificiellement allongées, le solde déficitaire du budget général n'en est point affecté.

Les recettes sont fixées à 5,42 millions, laissant une insuffisance de 2,593 millions.

C'est ce dernier chiffre qu'il faudrait demander à l'emprunt pour réaliser les propositions de dépenses. A première vue, il ne paraît pas excessif. Une

fois les esprits revenus de la panique où les a jetés la récente tension des changes, on peut espérer qu'un emprunt destiné aux régions dévastées aurait le même succès que les précédents. Pour le surplus, à défaut de l'émission de titres de dette consolidée, qui requerrait des circonstances spécialement favorables, les bons à court terme donneraient à la Trésorerie des ressources provisoires.

Malheureusement, le solde déficitaire qui résulte de la comparaison des chiffres du budget pourrait s'accroître dans une énorme proportion. Il approcherait de 4 milliards si l'Allemagne manquait à verser les 1.600 millions dont les propositions budgétaires escomptent le paiement. Or, bien que l'hypothèse d'une carence totale ne soit pas vraisemblable, peut-on croire que les paiements de l'Allemagne atteindront 1,600 millions au cours de l'exercice 1923, et même la moitié de ce chiffre, s'il ne se produit pas un fait nouveau, notamment si l'on ne réalise pas le projet d'emprunt pour les réparations?

La Belgique ne pourrait émettre en une année trois à quatre milliards de titres de la dette publique, sans compromettre son crédit, sans aggraver les conditions de ses emprunts. Il serait donc opportun de prendre en considération l'hypothèse d'une carence au moins partielle de l'Allemagne en 1923 et de déterminer les dépenses qui devraient être réduites dans la mesure du manque à recevoir. Ce sont, évidemment, les budgets des dépenses extraordinaires et des dépenses recouvrables qui devront subir ces réductions éventuelles.

Le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens contient des dispositions que votre Commission des Finances a examinées.

L'article premier du projet prescrit de rattacher aux comptes des Budgets de la Dette publique des exercices 1915 à 1918 les dépenses dérivant des contributions de guerre acquittées par les provinces belges. C'est une mesure d'exécution de la loi du 14 novembre 1919, qui a mis à la charge de l'État la dette contractée pour ces contributions.

Par voie d'amendement, le Gouvernement propose d'introduire une disposition (article 1bis), par laquelle les exploitations agricoles annexées aux établissements de Saint-Hubert, de Ruysselede-Beernem, de Moll et de Merxplas seront constituées en établissements autonomes, régis par des règles de comptabilité et de contrôle fixées conformément aux meilleures méthodes suivies dans les exploitations privées, au lieu d'être soumis aux prescriptions de la loi sur la comptabilité de l'État. Des fonds de roulement fixés pour chacune de ces exploitations seront mis à leur disposition.

Cette innovation n'est pas sans précédent. La ferme annexée à l'Institut agricole de Gembloux fut placée sous un régime analogue par l'article 5 de la loi du 15 novembre 1919 sur l'enseignement supérieur agricole, article qui reproduit l'article 7 de la loi du 4 avril 1890 et l'article 7 de la loi du 18 juillet 1860.

Cette initiative du Gouvernement peut donner de bons résultats, pourvu que la direction soit capable et le contrôle sérieusement organisé.

Par un autre amendement (Section III, article 1^{er}), le Gouvernement propose de maintenir en vigueur les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 3 de la loi du 4 mars 1919, aux termes desquelles « l'émission publique, la vente par souscription publique et l'admission à la cote d'une valeur étrangère sont subordonnées à l'autorisation du Ministre des Finances ».

La prorogation de ces dispositions, déjà votée à deux reprises par les Chambres, s'impose encore incontestablement dans les circonstances actuelles.

Les articles 2 et 3 contiennent les dispositions essentielles que comporte le vote du Budget des Voies et Moyens touchant la perception des recettes de l'Etat.

Quant à l'article 4, qui confère au Gouvernement la faculté de contracter des emprunts, la Commission des Finances vous propose de le disjoindre, pour en faire l'objet d'une loi spéciale qui serait votée lorsque les besoins éventuels de la Trésorerie seront plus exactement connus. Cette proposition est motivée par les considérations énoncées plus haut.

La mise en œuvre de l'instrument fiscal que le Parlement a constitué au lendemain de la guerre doit être observée attentivement. C'est, en effet, du rendement des impôts, combiné avec une prudente économie et avec les réparations dues par l'Allemagne, que dépend la solution des difficultés financières qui assombrissent notre horizon.

Les impôts sont divisés en trois grandes catégories : contributions directes, douanes et accises, enregistrement et timbre. Pour chacun de ces groupes, on trouvera, aux annexes III, IV, V et VI, des notes sur les conditions de la perception, ainsi que des données statistiques.

Quant aux *capitaux et revenus* et aux *remboursements*, les évaluations sont suffisamment justifiées dans la colonne d'observations jointe au projet de budget.

La majoration de 5 à 15 millions portée à l'article 47 : « Produit du placement des fonds disponibles du Trésor » est motivée par les considérations suivantes .

« L'encaisse du Trésor, à raison du développement des dépenses publiques, doit être tenue constamment à un niveau très élevé. L'on s'efforce d'en employer une partie en placements à court terme. Le produit de 1922 sera de beaucoup supérieur aux 3 millions de l'évaluation budgétaire : il atteindra près de 15 millions.

» C'est ainsi que l'on a été amené à relever la prévision, sans qu'il soit possible de déterminer rien de certain à cet égard. »

En conclusion et sous les réserves indiquées ci-dessus, la Commission des Finances vous propose, Messieurs, d'approuver le budget des Voies et Moyens qui vous est soumis.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE I.

NOTE DU DÉPARTEMENT DES FINANCES
SUR LA COMPTABILITÉ DES DÉPENSES ENGAGÉES.

Par la loi du 20 juillet 1921, complétée par celle du 10 juin 1922, il a été institué une comptabilité des dépenses engagées.

Auparavant, l'organisation de cette comptabilité avait été laissée à l'initiative des départements ministériels. Dans la plupart d'entre eux, elle était inexistante ; dans d'autres, elle n'était que rudimentaire et guère appliquée.

Le nouveau régime est venu combler sous ce rapport une réelle lacune.

Son but essentiel a été de rendre impossible désormais les dépassements de crédits ou, tout au moins, de ne les rendre possibles qu'au vu et au su du Gouvernement, après autorisation préalable donnée sur justifications précises.

Il est permis d'affirmer, dès à présent, que ce résultat est pleinement atteint.

I. — *Les dépassements de crédit ne se produisent plus.*

Pour que l'on fasse une dépense au-delà du crédit, que ce soit en suite d'une délibération du Conseil des Ministres ou d'un ordre formel du Ministre, il faut que le Ministre intéressé examine l'utilité de ce dépassement, et cela suffit pour que la gestion d'un crédit se fasse avec plus d'économie et de connaissance de cause.

Jusqu'ici les services faisaient des contrats sans annoter la *dépense*, dont le chiffre n'était connu fin de l'exercice que par le montant des *paiements* effectués, augmenté des pièces non payées à ladite clôture.

Alors que la loi de comptabilité prescrit aux ministres de ne faire aucune *dépense* au-delà des crédits, on a toujours, jusqu'ici, appliqué cette prescription aux *paiements*, faisant ainsi une confusion regrettable entre *dépenses* et *paiements*.

Dans cet ordre d'idées on aperçoit comment le visa préalable à l'engagement, est plus efficace que le visa préalable au paiement. Quand l'État a été valablement engagé, il doit payer. C'est ainsi que la Législature a toujours dû entériner par son vote tous les dépassements de crédits, l'État ne pouvant renier sa signature.

II. — *La situation des crédits est connue au jour le jour.*

On a pu constater dans le passé qu'un département, deux mois après la clôture de l'année budgétaire, rectifie ses engagements sur un seul article d'une somme de 26 millions : il s'agissait de travaux adjugés à bordereaux de prix et dont le service comptable n'avait pas tenu attachement au moment de l'approbation du contrat, c'est-à-dire au moment où le crédit budgétaire était réellement engagé.

D'autre part, pour prendre un cas concret, en décembre 1922, lors de la

discussion du projet de budget de 1923 on connaîtra avec une approximation suffisante le chiffre des dépenses de l'exercice qui précède immédiatement. Ce qui n'avait pas lieu antérieurement à l'établissement de la comptabilité des dépenses engagées.

Au début de l'année courante, M. le Ministre des Finances a promis de fournir à la Commission du Sénat et de la Chambre, la situation définitive des recettes et des dépenses des exercices 1919-1920 (Dép. Trésorerie, 7^e Div., 1^{er} Bureau, n° 6 du 18 janv. 1922).

Actuellement (fin 1922), cela n'a pu encore être fait.

Dans l'avenir cela n'arrivera plus, les écritures des exercices qui tombent sous le contrôle des comptables des dépenses engagées sont tenues à jour.

III. — *Imputations fin d'exercice.*

Pour épuiser les crédits disponibles à la fin de l'année, les Départements antidaient souvent des contrats faits en janvier et février de l'année suivante en mettant à l'approbation la date du 31 décembre précédent.

Actuellement, cet abus ne sera plus guère possible. Ce résultat est obtenu sans devoir changer la législation de 1846, il a suffi de conserver aux pièces la concordance avec la réalité des faits.

Il est à remarquer — ce qui a passé inaperçu jusqu'ici — que si les exercices ne se clôturent généralement pas en fait au 31 octobre de la seconde année, la faute en est en ordre principal aux imputations de contrats faites après que l'année budgétaire est expirée.

Précisons : l'année budgétaire est la période destinée à l'engagement de la dépense et à l'exécution des travaux prévus aux contrats.

Le prolongement de l'année budgétaire que constitue la fiction légale de l'exercice financier n'est fait que pour les opérations de liquidation et d'ordonnancement (par. 3 de l'art. 2 de la loi de comptabilité). Il en résulte que les marchés antidatés reçoivent leur exécution au moment où légalement elle devrait être finie. Leur exécution a lieu uniquement dans la deuxième partie de l'exercice. A la clôture de ce dernier, ces marchés ne sont pour la plupart, pas terminés, et en tout cas pas liquidés et payés. Les comptables des dépenses engagés ont pu convaincre les administrations de ne plus agir de la sorte et d'employer plutôt la méthode inverse. C'est ainsi qu'à ce jour de nombreux marchés pour lesquels aucune fourniture ne sera faite avant le 1^{er} janvier prochain, sont visés comme imputables sur les crédits de l'année prochaine. Ces marchés seront certainement liquidés à la clôture de l'exercice 1923 puisqu'on dispose pour leur exécution, liquidation et paiement d'un an de plus qu'en les imputant sur 1922.

IV. — *Prestations-imputations doubles.*

Quand une administration achetait pour le compte d'une autre, il se faisait que la dépense était jusqu'ici imputée deux fois; l'une sur le budget de la première administration, pour payer le fournisseur; l'autre sur le budget de la deuxième administration pour rembourser la première.

Actuellement dans la plupart des cas, l'imputation se fait directement sur le budget qui, en définitive, doit supporter la dépense.

V. — *Imputation des marchés pour compte.*

Dans cet ordre d'idées, l'intervention des comptables a amené une modification encore dans le cas suivant.

Quant un adjudicataire est défaillant, l'administration usant de son droit contracte un marché pour compte du défaillant.

Sous l'empire de l'idée que les crédits sont mis à la disposition des Ministres, alors que la loi de 1846 dit seulement que le budget fixe le chiffre des dépenses présumées, sous l'empire aussi de l'ancien régime du budget extraordinaire, on imputait jusqu'ici les marchés pour compte sur l'exercice du premier marché, sans s'inquiéter du fait que souvent cet exercice n'avait pu profiter d'aucune fourniture.

Et l'on retombait encore ainsi dans le défaut précédent.

Des comptables ont signalé cet inconvénient, et depuis lors, d'accord avec la Cour des Comptes, les départements imputent les marchés pour compte comme des marchés indépendants.

VI. — *Rapidité des liquidations.*

Les comptables sont parvenus à accélérer les liquidations des dépenses.

Outre qu'ils ont obtenu que l'on ne crée plus le même jour de nombreuses ordonnances au profit d'un même intéressé, depuis qu'ils fonctionnent le nombre d'observations de la Cour — toutes préalables au paiement — est tombé pratiquement à presque zéro.

Cette question a une influence quant à la débiton des intérêts de retard, trop fréquents dans certains départements.

VII. — *Suppression des fonds de emploi.*

Depuis longtemps le service du budget réclamait la suppression des fonds de emploi dont l'existence était de nature à fausser, voire, dans certains cas, à rendre impossible le contrôle budgétaire. Satisfaction lui a enfin été donnée et les constatations faites par les comptables des dépenses engagées ont montré combien cette décision était nécessaire.

Si l'on remarque que certaines administrations disposaient de réserves qui, sur un seul article montent, au 31 décembre 1922, à plus de 42 millions, on voit que ces ressources qu'elles utilisent quand elles veulent, leur permettent de produire à volonté un budget ordinaire en équilibre, en déficit ou en boni.

On peut ajouter que la possibilité pour ces administrations de liquider sur ces fonds des créances des cinq dernières années, sans distinction d'exercices, les avaient amenées à ne pas veiller à la rapidité des liquidations : fait qui n'était pas de nature à permettre aux administrations publiques de soutenir la comparaison sur ce point avec les administrations privées.

VIII. — *Ouvertures de crédits non imputées dès l'origine sur des articles bien déterminés.*

On n'a pu obtenir de supprimer cette cause de trouble dans la comptabilité que devant l'obligation légale de connaître la situation réelle de chaque article, imposée par la loi du 20 juillet 1921.

IX. — *Recettes des domaines passant à des fonds pour ordre et dépensées par certains départements au lieu d'aller au budget des Voies et Moyens.*

Cette question est actuellement solutionnée.

ANNEXE II.

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION TECHNIQUE
POUR L'ÉTUDE DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'ÉTAT.

La Commission technique a été instituée par l'arrêté royal du 10 mars 1922. Cet arrêté lui a assigné pour mission d'étudier le fonctionnement des services administratifs de l'État et de proposer des réformes dans un but d'amélioration de rendement, d'économie ou de simplification.

Le Gouvernement a jugé utile de faire appel, pour la composition de cette Commission, à un certain nombre de personnes appartenant à l'industrie, au commerce ou à la finance, de façon à introduire dans les milieux administratifs certains perfectionnements ou certaines méthodes qui avaient fait leur preuve dans le domaine des entreprises privées.

Il en résulta que certains membres de la Commission étaient fort peu familiarisés avec le fonctionnement des services publics. Aussi, dès son installation, le 3 mai 1922, la Commission jugea nécessaire, avant de présenter au Gouvernement un projet de réformes sur l'une ou l'autre question rentrant dans ses attributions, de se livrer à une étude préalable et consciencieuse des services administratifs de l'État.

Elle y procédait de deux manières : d'abord par l'interrogatoire de certains fonctionnaires supérieurs de l'administration centrale, ensuite par des questionnaires détaillés envoyés à tous les départements ministériels. Ces questionnaires et ces interrogatoires avaient surtout pour objet le personnel administratif, l'organisation du contrôle et la comptabilité.

C'est surtout pendant les mois de mai, juin et juillet que la Commission procéda à l'audition des fonctionnaires qui pouvaient lui fournir des renseignements précis sur le fonctionnement des administrations.

Les questionnaires furent rédigés et envoyés à tous les départements ministériels, vers le milieu du mois de juillet, de façon à permettre à ces administrations de réunir, pendant la période des vacances, tous les renseignements demandés par la Commission et de mettre celle-ci en état dès le

mois d'octobre d'entamer son programme d'examen des réformes administratives.

Les constatations ainsi faites par la Commission et les projets de réforme qu'elle propose, dès à présent, sur la question du personnel administratif, le contrôle des administrations et la comptabilité, sont consignés dans des rapports dont le Conseil des Ministres sera prochainement saisi, conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 10 mars 1922.

Pour faciliter l'examen de ces trois points, la Commission technique s'était divisée en trois sous-commissions dont les travaux sont virtuellement terminés.

L'activité de la Commission n'a pas été limitée à ces réformes d'ordre général. Dans l'immense champ d'action que lui a assigné l'arrêté royal du 10 mars 1922, elle s'est arrêtée provisoirement aux questions ci-après qui sont mises à l'étude et qui toutes visent à obtenir la simplification des services et, par voie de conséquence, la réalisation d'économies. La Commission proposera prochainement sur ces diverses questions, des réformes susceptibles de donner des résultats immédiats :

1) Centralisation au Ministère des Finances de toutes les pensions civiles et militaires et des différentes caisses de veuves et orphelins.

2) Centralisation des divers services de statistique répartis dans divers Départements.

3) Unification des services de la milice aujourd'hui divisés entre les Ministères de l'Intérieur et de la Défense Nationale.

4) Unification du recrutement et des examens du personnel inférieur des divers Départements.

5) Centralisation au Ministère des Finances des divers services de comptabilité générale.

6) Unification des services d'électricité aujourd'hui répartis dans quatre départements.

7) Réorganisation des divers services de bâtiments et de construction, faits aujourd'hui dans trois départements.

8) Unification des services du casernement de la gendarmerie et de l'armée.

9) Unification des cahiers de charges des entreprises.

10) Suppression des commissariats d'arrondissement.

11) Réorganisation industrielle de l'Imprimerie du *Moniteur Belge*.

12) Réforme des services judiciaires.

13) Diminution du nombre des fonctionnaires.

Utilisant les renseignements fournis en réponse aux questionnaires élaborés par la Commission, celle-ci a commencé son travail d'étude de chaque département en particulier. Actuellement, conformément à l'article 3 de l'arrêté royal, la Commission a constitué deux sous-sections qui ont entrepris l'étude des différents services des Départements de l'Industrie et du Travail et des Travaux publics. Elle se rend compte de l'utilité des différents services, de leur organisation, de la coordination de leurs efforts, pour présenter sur ce point également des suggestions précises au Gouvernement. Les autres départements feront ensuite l'objet du même examen.

ANNEXE III.

(Cette annexe sera imprimée séparément.)

ANNEXE IV.

ACCISES

Tableau du rendement

NATURE DES PRODUITS	Montant des recettes en 1921	Montant des évaluations en 1922.	Montant des recettes des cinq premiers mois de 1922	Evaluations budgétaires propo- sées pour 1923.	Recettes au 31 octobre 1922.	Recettes présumées pour 1923.
1	2	3	4	5	6	7
Vins étrangers	40,027,390	30,000,000	20,416,404	45,000,000	36,523,944	45,000,000
Vins mousseux	61,947	40,000	38,648	80,000	80,018	100,000
Vins de fruits secs	"	"	"	"	"	"
Boissons obtenues par la fermentation de jus de fruits frais.	84,852	70,000	51,296	100,000	132,813	160,000
<i>Eaux-de-vie :</i>						
a) Droits d'accise	83,398,991	80,000,000	42,679,633	90,000,000	84,944,259	100,000,000
b) Taxe spéciale	"	"	2,539,896	6,000,000	5,148,261	6,000,000
Bières	24,797,448	20,000,000	10,989,860	25,000,000	23,442,719	28,000,000
Vinaigres de bières	"	"	"	"	"	"
Vinaigres, autres que de bières	30,815	40,000	9,988	30,000	21,908	30,000
Acide acétique	134,001	100,000	48,733	100,000	109,515	130,000
Sucres et sirops de raffinage	25,712,317	25,000,000	13,297,839	28,000,000	25,603,844	30,000,000
Glucoses et autres sucres non cristallisables	1,352,359	1,000,000	534,801	1,200,000	1,164,973	1,300,000
Margarine	999,575	1,000,000	416,453	1,000,000	834,093	1,000,000
<i>Tabacs :</i>						
a) Droits d'accise sur les tabacs étrangers	12,592,317	12,000,000	5,569,609	12,000,000	12,011,043	14,000,000
b) Droits d'accise sur les tabacs indigènes	4,073,209	7,000,000	588,780	3,000,000	1,447,789	4,000,000
c) Droit proportionnel de consommation	47,043,521	60,000,000	18,085,711	45,000,000	38,120,004	47,000,000
Totaux	240,308,942	236,250,000	115,287,651	256,510,000	229,585,183	276,720,000

REMARQUES. — Le chiffre des évaluations budgétaires pour 1923 (col. 5) a été établi au mois de juin 1922, en se basant sur les recettes des cinq premiers mois de 1922. En tablant sur les recettes réalisées au 31 octobre 1922 (col. 6), il est permis d'escompter, pour 1923, une recette totale de 276,720,000 francs.

La diminution de recettes prévue pour le tabac est imputable aux causes suivantes :

1. *Tabac indigène.* — La culture du tabac indigène a diminué considérablement, le prix de ces tabacs étant supérieur au prix des tabacs étrangers. Or, le tabac indigène ne convenant pas pour la fabrication de la cigarette — qui a de plus en plus la préférence des fumeurs — la consommation de ce tabac diminue. Au point de vue de l'accise, il n'en résulte aucune diminution des recettes, le taux du droit étant le même (80 francs par 100 kilogr.) pour les deux espèces de tabac. Le tabac étranger non écôté paye en outre 60 francs par 100 kilogrammes de droit d'entrée.
2. *Droits proportionnels de consommation.* — Une diminution du prix des tabacs étrangers étant survenue en 1922, le produit de ces droits — qui constituent un impôt *ad valorem*. — se réduit parallèlement.

ANNEXE V. — Tableau du produit des droits d'enregistrement, de timbre, etc.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Recouvrements d'octobre.						+	—
	1912.	1913.	1919.	1920.	1921.	1922.		
Enregistrement et transcription.	3,619,470	3,640,720	14,899,000	15,524,670	17,074,850	18,048,090	973,240	»
Greffe	94,790	95,590	102,000	103,970	144,460	209,510	65,080	»
Hypothèque. Droit d'inscription,	38,720	48,150	98,000	189,000	279,140	289,140	10,000	»
Successions	1,762,915	2,839,240	4,155,000	3,575,960	7,634,575	8,521,840	887,265	»
Timbre.	977,605	1,223,470	1,440,000	3,991,590	4,225,565	6,482,320	2,256,755	»
Naturalisations.	»	8,250	»	»	»	»	»	»
Amendes {	impôts	32,290	40,380	71,500	177,130	182,220	210,960	28,740
	condamnations	98,580	109,040	37,500	199,825	356,160	575,170	219,010
						34,337,060	4,440,090	
Taxe de transmission.	»	»	»	»	»	27,338,680	27,338,680	»
Taxe sur associations sans but lucratif, . . .	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux. . .	6,624,370	8,004,840	20,803,000	23,762,145	29,896,970	61,675,740	31,778,770	»

ANNEXE V. — *Tableau du produit des droits d'enregistrement, de timbre, etc. (Suite.)*

DESIGNATION DES PRODUITS.	Recouvrements des dix premiers mois.						+	—	
	1912	1913	1919	1920	1921	1922			
Enregistrement et transcriptions	36,903,690	35,493,550	99,726,000	169,816,090	151,166,540	185,056,910	33,890,370		
Grefle	1,003,110	983,560	879,500	1,148,810	1,235,910	2,411,560	1,175,650		
Hypothèque. Droit d'inscription	435,300	436,150	534,000	1,932,020	2,256,440	2,705,240	448,800		
Successions.	22,141,915	19,126,890	31,680,500	38,806,410	51,804,420	64,035,540	12,231,120		
Timbre.	10,156,755	10,261,400	13,946,000	38,847,880	43,902,100	62,111,340	18,209,240		
Naturalisations.	13,000	31,750	»	»	250	»	»	250	
Amendes	impôts	324,160	321,900	401,500	1,088,230	1,970,930	2,121,985	151,053	
	condamnations	900,830	998,860	425,500	1,560,910	3,280,870	4,708,890	1,428,020	
						323,151,465	67,534,255	250	net + 67,534,005
Taxe de transmission						228,161,975	228,161,975		
Taxe sur associations sans but lucratif . . .						21,740	21,740		
Totaux	71,878,760	67,654,060	147,593,000	253,200,350	255,617,460	551,335,180	295,717,970	250	net + 295,717,720

(21)

[N° 45.]

ANNEXE V. — Tableau du produit des droits d'enregistrement, de timbre, etc. (suite).

DESIGNATION DES PRODUITS.	Recouvrements des années.					Prévisions actuelles d'après recettes 1922 à fin d'octobre.	Évaluations budgétaires	+	—
	1912.	1913.	1919.	1920.	1921.				
Enregistrements et transcriptions	44,256,590	43,113,600	128,134,500	204,430,400	182,525,600	222,068,290	211,000,000	11,068,290	»
Greffe	1,211,760	1,890,700	1,098,300	1,408,100	1,693,280	2,893,870	2,800,000	93,870	»
Hypothèque. Droit d'inscription.	512,540	541,600	790,200	2,337,900	2,645,610	3,246,300	2,000,000	1,246,300	»
Successions	27,426,400	24,700,000	43,145,200	46,611,700	64,560,160	76,842,650	120,000,000	»	43,157,350
Timbre	11,943,470	14,000,000	18,471,600	47,792,000	52,274,800	74,533,610	60,000,000	14,533,610	»
Naturalisations	13,000	32,500	»	»	750	»	10,000	»	10,000
Amendes { impôts	394,775	404,500	584,500	1,325,000	2,344,690	2,546,380	2,000,000	546,380	»
	condamnations	1,097,925	1,233,300	568,500	2,057,700	3,839,380	5,650,660	7,500,000	1,849,340
					309,884,270	387,781,760	405,310,000	27,488,450	45,016,690
Taxe de transmission	»	»	»	2 mois →	41,564,670	273,794,370	200,000,000	73,794,370	»
Taxe sur associations sans but lucratif	»	»	»	»	»	26,090	»	26,090	»
Totaux.	86,856,460	85,916,200	192,792,800	305,963,200	351,448,940	661,602,220	605,310,000	101,308,910	45,016,690
									Net : +56,292,220

ANNEXE VI.

NOTE SUR LA PERCEPTION DES IMPOTS PAR L'ADMINISTRATION
DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

Remarque préliminaire : Une partie des produits figurant sous les rubriques : Droits de succession, droits de timbre et amendes en matière fiscale est normalement recouvrée dans le courant de la seconde année de l'exercice.

Il faut donc ajouter aux recettes de l'exercice courant (1922) l'estimation des recouvrements à opérer en 1923.

Pour rester dans les bornes d'une prudente modération, nous avons pris pour base les recouvrements de l'exercice 1921, effectués en 1922. (Total au 31 octobre 1922 = 5,704,730 francs.)

Le total des impôts recouverts par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines s'élevait au 31 octobre, soit pour les dix premiers mois de 1921, à 551,335,180 francs, total marquant une augmentation de 295,717,720 francs (soit 113 p. c.) sur le résultat de la période correspondante de 1921; la recette est de huit fois celle d'avant-guerre (au 31 octobre 1913 = 67,654,060 francs).

Abstraction faite du produit de la taxe de transmission (228,161,975 fr.), la plus-value est encore très frappante : 67,534,005 francs, soit 26 p. c. du total des recettes figurant au 31 octobre 1921 sous les anciennes rubriques.

La prévision pour l'année 1922, établie au moyen d'une simple règle de trois, est actuellement de $\frac{551,335,180 \text{ francs} \times 12 \text{ mois}}{10 \text{ mois}} = \text{fr. } 661,602,220$

Il a été inscrit au budget des voies et moyens pour l'exercice 1922, une somme de 605,310,000

En plus fr. 56,292,220
soit, 9.5 p. c. d'augmentation.

En dehors de cette prévision arithmétique, il est à observer :

1° Qu'aucune circonstance particulière n'indique une diminution probable pour les mois de novembre et de décembre; au contraire, divers faits — que nous citerons ci-après — permettent d'escompter un résultat encore meilleur;

2° Spécialement, en ce qui concerne les droits de succession, que les articles 19 à 22 de la loi du 28 août 1921 (*Moniteur* du 30 septembre 1922, n° 273), majorant cet impôt et supprimant certaines immunités, ne sont applicables qu'aux successions ouvertes depuis le 10 octobre 1921. Comme les droits deviennent exigibles dix mois seulement après le décès, la mise en vigueur du nouveau régime n'a influencé les recettes qu'à partir du 10 août 1922.

Cet effet a été très remarquable :

Les recouvrements des mois d'août, septembre et octobre 1922 s'élèvent ensemble à 24.564.550 francs.

D'après cette base, nous pouvons escompter une recette annuelle de $\frac{24.564.550 \text{ frs.} \times 12 \text{ mois}}{3 \text{ mois}} = 98.258.200 \text{ francs}$, soit, en chiffres ronds,

100.000.000 francs, ce qui équivaut à une augmentation de plus de 35.000.000 francs (ou près de 50 p. c.) sur les recettes de 1921 ;

3° que la loi du 16 juillet 1922 (*Moniteur* du 22 août 1922, n°s 233-234) dont les dispositions ont institué des moyens de contrôle et de coercition pour la taxe de luxe établie par la loi du 28 août 1921, n'est entrée en vigueur que le 1^{er} septembre 1922.

Le produit de cet impôt, qui alimente la rubrique « Timbre » est particulièrement élevé depuis le mois de septembre 1922 (3.431.198 francs pour les mois de septembre et d'octobre 1922.)

La plus-value générale constatée au 31 octobre 1922 tient à des causes multiples :

Parmi celles qui ont eu une heureuse influence sur le rendement de l'ensemble des impôts il faut citer la réorganisation du service des recettes :

a) L'allocation des primes d'encouragement a amené dans les bureaux la collaboration de nombreux stagiaires ;

b) Dans le principal dessein de pourvoir à l'apurement de l'arriéré existant dans la manutention et le contrôle des valeurs, l'administration s'est efforcée d'augmenter le cadre des surnuméraires et des commis aux écritures ; elle a constitué dans les centres importants des collèges d'experts chargés de dépister la fraude en matière de mutations immobilières ;

c) Les bureaux les plus surchargés ont été divisés ;

d) Citons encore la mesure prise en exécution de l'article 4 de la loi du 28 août 1921 (A. R. du 30 octobre 1921, *Moniteur* du 20 novembre 1921) consistant à fermer la plupart des bureaux au public à partir de 13 heures, de façon à procurer aux comptables la tranquillité nécessaire à l'exécution de leur tâche ;

e) Signalons, enfin, les simplifications apportées dans la partie d'ordre des bureaux par les articles 1 à 5 de la loi du 28 août 1921.

Il convient de rendre ici hommage au dévouement, à l'activité et à la haute conscience professionnelle de l'ensemble du personnel dans l'exécution de ses multiples tâches : les chiffres des rentrées soulignent assez l'effort gigantesque accompli.

Les considérations qui précèdent ont surtout leur valeur en ce qui concerne les droits d'enregistrement et de succession. Depuis un certain temps, les valeurs immobilières tendent à se stabiliser au triple de ce qu'elles étaient avant-guerre. Les droits d'enregistrement n'ont pas suivi la même progression, car les lois sur les loyers continuent à peser lourdement sur le marché immobilier. Un contrôle actif et continu pourra concourir au maintien, et même à l'amélioration des recettes.

Au 31 octobre 1922, les droits d'enregistrement et de transcription recouvré s'élevaient à 183,036.910 francs contre 131.166.340 francs en 1921, soit une plus-value de 53,870,570 francs ou 22.40 p. c. Les prévisions budgétaires seront largement dépassées. (Excédent : 11,000.000 francs environ, soit plus de 5 p. c.)

Les droits de *greffe* (2,411,360 francs au 31 octobre 1922) en augmentation de 93.10 p. c. sur les produits des dix premiers mois de 1921, accusent un résultat normal. Au doublement des tarifs (art. 9 de la loi du 28 août 1921) correspond une recette double de celle des années antérieures. Le chiffre de 2,800,000 francs porté au budget sera certainement atteint. (Excédent probable : 3.35 p. c.)

Le produit des droits d'*hypothèque* (inscription) : 2,703,240 francs au 31 octobre 1922, contre 2,236,240 francs en 1921, soit 19 p. c. d'augmentation, permet d'escompter, pour l'année 1921 une recette de . fr. 3,246,300

Prévu au budget	2,000,000
Augmentation probable	1,246,300

ou 62.50 p. c.

Les prévisions budgétaires ont été trop modérées.

Le droit de <i>succession</i> accuse pour le mois d'octobre 1922,	
seul, une recette de	fr. 8.521,840
Tandis qu'en octobre 1921, il avait rapporté	7,654,373

Ce qui marque pour le mois une augmentation de	887,263
--	---------

ou 11.70 p. c.

Le progrès est encore plus sensible si l'on compare le résultat des dix premiers mois :

1922 =	64,033,540
1921 =	31,804,420

Augmentation : 12,231,120 ou 23 80 p. c.

Ce résultat annonce pour l'année au moins 76,842,630 francs de recettes (voir observation ci-avant).

Une prévision — il est vrai, trop optimiste, — figure au budget de 1922. Ce chiffre devra être réduit pour 1923. La prévision qui s'indique d'après les observations ci-dessus relatives aux résultats des mois d'août, de septembre et d'octobre 1922, est de 100,000,000. Moins de surcharge dans les bureaux, la disparition de l'arrière, et, partant un contrôle plus sérieux auront certes pour effet d'augmenter le rendement de cet impôt. Nous ne sommes pas éloignés de croire que le chiffre de 120,000,000 pourrait être atteint dans l'avenir.

La rubrique *Timbre* est en posture plus avantageuse :

a) 6,482,320 francs de recettes en octobre 1922, contre 4,225.563 francs en octobre 1921, soit une plus-value de 2,256,753 francs ou 53.50 p. c.

b) 62.111.540 francs pour les dix premiers mois de 1922 contre 43,902,160 francs pour la période correspondante de 1921, soit une augmentation de 18,209,240 francs ou 41.70 p. c.

La prévision de 60.000,000 de francs inscrite au budget de 1922 est donc déjà dépassée. (Excédent, 2.111,340 francs.) Au 31 décembre, nous aurons vraisemblablement une quinzaine de millions, soit environ 25 p. c. de plus-value.

Successivement, sont venus alimenter la rubrique d'un supplément de ressources, les arrêtés royaux mettant en vigueur, respectivement le 1^{er} mars, le 13 avril et le 13 mai 1922, les dispositions de la loi du 28 août 1921 portant augmentation des droits de timbre sur les opérations de bourse et les affiches et instaurant la « taxe de luxe ».

L'effet de ces dispositions avait été prévu lors de l'élaboration des propositions budgétaires. Le résultat partiel (6 1/2 à 10 mois) a vraisemblablement dépassé les prévisions.

Ensuite ont paru deux lois qui ont fait tomber dans les caisses de l'Etat une aubaine appréciable.

a) La loi du 30 juillet 1922 sur le permis de port d'armes de de chasse et les permis de tenderie qui, au 30 septembre 1922, avait procuré au Trésor une recette de fr.	4,423,820
Au 31 décembre 1921, les droits établis sur les permis de port d'armes de chasse avaient rapporté fr.	2,336,300
D'où bénéfice de fr.	<u>2,067,520</u>

b) La loi du 16 juillet 1922, obligatoire le 1^{er} septembre 1922 armant l'Administration en vue de la perception effective de la taxe de luxe.

Le contrôle a été immédiatement organisé.

A remarquer, d'un autre côté que la recette « Passeports » est en baisse par rapport aux années 1919 et 1920.

L'activité et la sévérité dans la répression de la fraude s'avèrent dans le résultat figurant sous la rubrique *amendes en matière d'impôts*.

Au 31 octobre 1922, il avait été recouvré fr. 2,121,985

A la même date, en 1913, le total était de 321,900

Ces chiffres se passent de commentaires.

La prévision budgétaire (2,000,000) sera dépassée d'au moins 25 p. c.

Un déchet de 25 p. c. environ (soit 1,800,000 fr.) sur les prévisions inscrites au budget s'annonce quant aux recouvrements des *amendes en matière de condamnations*.

L'augmentation de vingt décimes produit vraisemblablement un effet préventif ou incite les condamnés à subir l'emprisonnement subsidiaire, d'où diminution dans le nombre des condamnations et dans celui des recettes.

Néanmoins, au 31 octobre 1922, il avait été perçu 4,708,890 francs contre 3,280,870 au 31 octobre 1921, — avant la guerre, on ne recevait pas un million pour toute l'année.

Le gros appoint est fourni par la *taxe de transmission* dont le produit, au 31 octobre 1922, était de 228,161,973 francs, alors qu'on n'avait escompté, pour l'année entière, qu'une recette de 200,000,000. — Une plus-value de 75 à 74 millions est à espérer.

Cet impôt paraît être entré dans les mœurs du public. Le contrôle s'organise progressivement.

Au total, les résultats sont très satisfaisants.

ANNEXE VII.

NOTE SUR LES PAIEMENTS REÇUS DE L'ALLEMAGNE
AU TITRE DES RÉPARATIONS.

Voici le total des paiements allemands reçus par la Belgique au 31 octobre 1922 :

Versements en espèces et valeurs.	Mk.-or.	961,587,000
Livraisons en nature (y compris les livraisons d'armistice et à l'exclusion des restitutions)		656,366,000
Total : Mk.-or.		1,617,953,000

Voici, d'autre part, les sommes portées au crédit de la Belgique à la même date :

Avances sur charbons, intérêts compris.	Mk.-or.	30,520,000
Frais des armées d'occupation		229,148,000
Total : Mk.-or.		259,668,000

Nous avons donc reçu à la fin d'octobre, à valoir sur notre priorité, 1,358,285.000 marks-or.

Pour être complet, ajoutons que, le 15 novembre, nous avons reçu des traites avalisées par la Reichsbank et atteignant en totalité 60 millions de marks-or, et que les Allemands doivent nous en remettre pour la même somme le 15 décembre.



(28)

(Annexe au n° 45)

ANNEXE III.

NOTE

exposant la situation des travaux et les résultats acquis, au 31 octobre 1922, en matière d'impôts ordinaires ou spéciaux et de taxes assimilées aux contributions directes.

I. — IMPOTS SUR LES REVENUS.

Les travaux relatifs aux impôts des exercices 1920 à 1922, ayant pour ainsi dire été menés de pair, il semble utile, pour permettre d'apprécier sainement les résultats acquis, de considérer successivement les rendements obtenus, par nature d'impôt, pour chacun desdits exercices.

A. — EXERCICE 1920.*Contribution foncière.*

Sous l'ancien régime fiscal, la contribution foncière atteignait au profit de l'Etat, un peu plus de 30 millions.

Au 3 octobre dernier, il avait été rendu exécutoire, pour l'exercice 1920, pour 108 1/2 millions de rôles, soit pour l'Etat 54 1/4 millions, ce qui représente 180 p. c. du rendement d'avant-guerre. Encore faut-il considérer que le revenu cadastral ayant servi aux impositions de 1920 a été fixé forfaitairement en faisant application de coefficients, comme le prévoit l'article 84 de la loi du 29 octobre 1919; or, ces coefficients, fixés par l'arrêté royal du 19 novembre 1920, en exécution de l'article 84 précité, amènent fréquemment l'établissement de l'impôt sur un revenu inférieur à la réalité.

Comparé aux prévisions budgétaires, le rendement acquis à l'heure actuelle est déficitaire de 5 5/4 millions, ce qui s'explique en grande partie par le retard qu'a subi la restauration des régions dévastées et des villes sinistrées ainsi que par la crise de la bêche.

Les recouvrements opérés sont de 105 millions, soit 98 p. c. du montant des rôles. La situation peut donc, à ce point de vue, être considérée comme satisfaisante.

Taxe mobilière.

Les évaluations du budget des voies et moyens pour 1920 étaient, quant à cet impôt, de 92 millions au profit de l'Etat.

Le rendement total actuel est de 121 millions dont 30 millions environ

reviennent aux provinces et aux communes (taxe sur revenus d'actions, au taux plein), de telle sorte que la part de l'État atteint la prévision.

C'est là un résultat encourageant qui permet — à juste titre, on le verra plus loin — de bien augurer de l'avenir.

La plus grande partie de l'impôt étant perçue par voie de retenue, les sommes restant à recouvrer ne sont que de 120.000 francs.

Taxe professionnelle.

Les retenues à la source se sont jusqu'ici élevées pour 1920 à 43 1/2 millions de francs et le montant des rôles est de 92 millions, ce qui donne au total 137 1/2 millions, soit pour l'État 70 millions approximativement.

Le déchet par rapport aux prévisions est de 30 millions ou 41 1/2 p. c.

Ce résultat pourrait, à première vue, paraître peu satisfaisant, mais il s'explique par diverses circonstances succinctement rappelées ci-après :

Les prévisions ont été établies sous le régime de la loi du 29 octobre 1919 ; or, celle du 2 août 1920 a modifié, de façon essentielle, les prescriptions de la première législation en ce qui concerne la taxe professionnelle. Elle a, en effet, accordé l'exonération presque totale de l'impôt afférent aux revenus considérés comme indispensables à l'existence, ce qui a eu pour conséquence de ramener au minimum forfaitaire de 12 francs, la taxe des redevables qui, sans cette circonstance, auraient payé au moins 30 francs d'impôts et dont le nombre est d'autant plus grand que les minimums établis par la loi du 3 août 1920 ont été sérieusement relevés par l'arrêté royal du 11 octobre suivant.

D'autre part, l'exonération accordée dans certaines conditions aux anciens combattants, aux veuves ou aux ascendants d'anciens combattants dont le revenu global n'excède pas 9.000 francs, a eu aussi pour résultat de réduire le produit de l'impôt dans une proportion d'autant plus grande que l'année 1914-1918 avait été, tout au moins dans ses classes les plus anciennes, recrutée sous un régime militaire qui amenait l'incorporation d'une forte majorité de miliciens de condition modeste.

Enfin, le vote tardif de la loi du 3 août 1920, n'avait pas permis de retenir l'impôt à la source sur les traitements, salaires, pensions, etc., dès le début de l'année et les circonstances économiques ont porté le Gouvernement à faire surseoir à la récupération des taxes arriérées dues par les salariés se trouvant dans une situation momentanément difficile, de telle sorte qu'aujourd'hui, il reste encore des sommes importantes à percevoir de ce chef.

Les recouvrements effectués s'élèvent à 128 millions, soit 93 p. c. des droits constatés.

Supertaxe.

Ici non plus, les évaluations budgétaires ne sont pas encore atteintes, le montant des rôles étant de 101 1/2 millions et la prévision de 150 millions.

A quelles circonstances ce déchet est-il dû ? Il ne serait pas téméraire de l'attribuer pour la plus grande partie à la dissimulation de certains revenus, notamment ceux de capitaux mobiliers. Mais il est incontestable qu'il est à imputer aussi à

L'abaissement des taxes applicables aux premières tranches de revenus taxables et à la suppression de la limite à partir de laquelle la réduction de 3 p. c. par personne à la charge du redevable n'était pas consentie (loi du 3 août 1920). L'insuffisance précédemment signalée du revenu foncier peut également être retenue comme cause du déficit, ainsi que le fait qu'il reste encore à régler quelques cotisations à charge de contribuables importants dont les déclarations exigent un examen long et minutieux, nécessitant de multiples demandes de renseignements.

Les rôles sont apurés pour plus des neuf dixièmes (92 millions).

Dans l'ensemble, on constate pour les impôts autres que la contribution foncière, que sur 2,264,000 déclarations examinées, 1,420,000 ou 62 p. c. n'ont pas donné lieu à imposition.

Quant aux réclamations, leur nombre est infime : il atteint 1 1/2 p. c. des cotisations en ce qui concerne la taxe professionnelle et 0.8 p. c. pour la supertaxe ; les dégrèvements consentis s'élèvent respectivement, pour chacun de ces impôts à 1 p. c. et 0.8 p. c. du montant des rôles.

B. — EXERCICE 1921.

Contributions foncières.

Le retard qu'a subi le recensement des haux n'a pas permis de prendre partout le revenu cadastral *réel* pour base de l'impôt foncier de 1921. Force a été de continuer à percevoir ce dernier, sur la base forfaitaire de 1920, sous réserve de régularisation ultérieure, dès que les opérations du recensement seront terminées. C'est ce qui explique qu'les rôles rendus exécutoires atteignent à peine 110 millions de francs, soit 55 millions pour l'État, alors que la prévision est de 75 millions.

Mais la situation ira s'améliorant chaque jour et le rendement escompté sera vraisemblablement atteint. Le montant des recouvrements effectués est de plus de 100 millions, soit 90 p. c. du montant des rôles.

Taxe mobilière.

Comme le faisait prévoir le rendement obtenu en 1920, les perceptions effectuées en matière de taxe mobilière sont des plus satisfaisantes.

Bien que les prévisions budgétaires (100 millions au profit de l'État) soient supérieures à celles de 1920, les droits constatés sont de 145 millions soit pour l'État 115 millions environ, ou une plus-value de 15 p. c. Cet accroissement ne fera que s'accroître, car il reste à régulariser à charge d'industriels, de commerçants, etc., un grand nombre de cotisations réglées d'office, conformément aux prescriptions de l'article 9 de la loi du 20 août 1921 et dont le montant figure intégralement dans la taxe professionnelle, alors qu'une partie appréciable doit revenir à la taxe mobilière sur les revenus de capitaux investis.

Taxe professionnelle.

Il serait difficile de se faire une idée précise de ce que sera le rendement exact de cet impôt pour l'exercice 1921. On constate cependant que les perceptions à la source qui, pour 1920, ne furent que de 46 millions environ sont montées à près de 68 millions malgré que la crise économique se soit déjà fait sentir au cours du deuxième semestre, provoquant du chômage et diminuant ainsi le montant des dites perceptions, et sans que cependant le taux moyen d'imposition des salaires se soit élevé.

En ce qui concerne les taxes à percevoir autrement que par retenue, les résultats accusés par les statistiques mensuelles (90 millions dont 30 pour l'État) sont tout provisoires. Ainsi qu'il est rappelé ci-dessus, la plupart des cotisations comprises dans les rôles, ne sont que la reproduction des impositions de 1920, et elles doivent être régularisées.

On peut donc espérer que le déficit par rapport aux évaluations budgétaires sera fortement réduit, s'il ne disparaît pas complètement (1).

Supertaxe.

Pas plus qu'en matière de taxe professionnelle, il n'est possible de dire, au vu des faits actuellement connus, ce que sera le rendement de la supertaxe pour 1921.

Nombreuses sont, en effet, les cotisations qui, établies d'office d'après les revenus déclarés en 1920, donneront lieu à revision, dans le sens d'une majoration, si l'on considère que, de façon générale, les revenus de 1920 ont été supérieurs à ceux de 1919.

Le montant des rôles mis en recouvrement au 30 novembre (110 1/2 millions), supérieur au rendement constaté pour 1920 (101 1/2 millions) permet de croire qu'en fin de compte la prévision budgétaire — 110 millions — sera à peu près réalisée, surtout qu'on relève une diminution sensible du nombre de déclarations ne donnant pas lieu à imposition.

Tandis que pour 1920, la proportion de celles-ci était de 62 p. c. des déclarations examinées, pour 1921, elle n'est plus que de 30 p. c., ce qui implique une augmentation à due-concurrence du nombre des redevables de l'impôt.

Impôt sur le mobilier.

Les travaux d'imposition sont menés de pair avec la régularisation des cotisations de 1921; mais il est, dès à présent, certain que la prévision budgétaire ne sera pas atteinte.

L'importance des abattements à la base a, en effet, pour conséquence de réduire sensiblement le nombre de redevables surtout à la campagne et le forfait admis pour les mobiliers importants (imposition en fonction du revenu cadastral) influence très défavorablement le rendement de l'impôt.

(1) Il a été rendu exécutoire, en novembre, pour près de 8 millions de rôles.

Jusqu'à ce jour 744,000 francs de droits, seulement, y compris les additions, ont été constatés, mais il n'y a qu'un petit nombre de cotisations établies, de telle sorte que les résultats acquis à ce jour ne peuvent être pris comme base pour évaluer, même approximativement, le rendement total de cet impôt, perçu d'ailleurs pour la première fois.

C. — EXERCICE DE 1922.

Sauf en ce qui concerne les perceptions à la source, il est impossible de chiffrer avec une suffisante approximation ce que produira le nouveau régime fiscal pour l'année en cours. On a toutefois la conviction qu'aucune déception n'est à craindre, sauf en ce qui concerne l'impôt sur le mobilier.

Les améliorations apportées à l'organisation administrative, la familiarisation chaque jour plus complète du personnel avec la loi nouvelle de même que la localisation des contribuables et une utilisation plus judicieuse des moyens de contrôle dont disposent ces fonctionnaires, auront pour conséquence certaine d'enrayer la fraude et partant d'améliorer grandement le rendement de l'impôt. Au 30 novembre écoulé, le montant des rôles rendus exécutoires s'élevaient respectivement :

A 71.630,000 francs en ce qui concerne la contribution foncière ;

A 3,133.000 francs pour la taxe mobilière, soit un total de droits constatés de plus de 62 millions, si l'on tient compte des perceptions à la source ;

A 20,427,000 francs, quant à la taxe professionnelle plus 43,416,000 fr. perçus à la source, d'où un total de près de 64 millions ;

Enfin, à 50,480,000 francs en matière de supertaxe.

II. — IMPOTS SPÉCIAUX.

A. IMPÔT SPÉCIAL SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE.

Le rendement prévu pour cet impôt atteignait au total 400 millions.

Au 31 octobre, le montant des rôles était de 830 millions, soit 415 millions pour l'État.

Bien que fort avancés, les travaux relatifs à l'impôt spécial ne sont pas encore terminés. Il reste à examiner dans les grands centres quelques milliers de déclarations qui donneront certainement lieu à des impositions très élevées.

On se rendra compte des difficultés qu'a rencontré l'établissement de l'impôt spécial en considérant que plus de 60 p. c. des déclarations ont été modifiées ; que d'autre part, l'impôt atteint en grand nombre des trafiquants qui ont eu recours à tous les moyens pour essayer de cacher leurs profits.

Des 51,000 cotisations établies, 47,319 sont acquittées à concurrence de 398 1/2 millions, ce qui représente à peu près la moitié du montant des rôles. Cette situation paraîtra peut-être peu satisfaisante mais, il convient de ne pas perdre de vue qu'il est survenu au recouvrement de près de 40 millions d'impôts correspondant à des pertes encore incertaines résultant surtout de dommages de guerre et au sujet desquels les juridictions compétentes n'ont pas

encore statué. En outre, on estime à plus de 210 millions le montant des cotisations dont le recouvrement est présumé impraticable soit que les intéressés aient mis en sûreté à l'étranger — où l'action du fisc ne peut s'exercer — la presque totalité de leurs biens saisissables, soit que par suite de dépenses inconsidérées ou de spéculations malheureuses, ils aient dissipé tous leurs profits de la guerre.

A l'égard des premiers, l'Administration réclame l'application des sanctions spéciales prévues à l'article II. 3, de la loi du 2 juillet 1920; un récent jugement du tribunal de Liège vient de condamner par défaut un profiteur fugitif à cinq ans d'emprisonnement et à dix ans d'interdiction. Ce sera sans doute un exemple salutaire pour les redevables qui auraient l'intention de se dérober au paiement de l'impôt par des moyens frauduleux.

En résumé, il y a lieu de considérer les rôles comme apurés à concurrence de 650 millions ($598 \frac{1}{2} + 40 + 210$), auxquels doit s'ajouter la valeur de garanties détachées et non réalisées soit près de 57 millions, de telle sorte qu'il reste effectivement à recouvrir environ 125 millions ou 15 p. c.

Le nombre des réclamations introduites est de 125.000 soit 23 p. c.. Cette forte proportion s'explique par l'importance des intérêts en jeu, ce qui engage les redevables à courir la chance d'une réduction d'impôt en provoquant un examen nouveau de leur cas par un fonctionnaire étranger à l'organisme taxateur.

Jusqu'à ce jour, le total de dégrèvements comporte 11 p. c. du montant des rôles.

Ici encore cette proportion serait de nature à étonner s'il s'agissait d'un impôt ordinaire perçu dans des conditions normales. Mais l'impôt spécial a dû souvent être réglé dans des circonstances toutes particulières, et on doit le reconnaître, des cotisations furent parfois établies, au début de l'application de la loi surtout, sur des bases plutôt fragiles. Des commissions de taxation se sont de bonne foi laisser influencer, dans la fièvre vengeresse bien légitime du moment, par les « on dit » de l'opinion publique et ont perdu de vue que l'impôt qu'elles avaient à établir ne comporte aucun caractère punitif.

Bon nombre des cotisations ainsi fixées ont été révisées et des dégrèvements parfois considérables ont été consentis.

L'Administration s'étant rendu compte de ces méthodes défectueuses de taxation a précisé que la notoriété publique, pour être invoquée, doit s'appuyer sur des éléments précis.

D'ici quelques mois, le travail de cotisation à l'impôt spécial sera complètement terminé.

B. — IMPÔT SPÉCIAL SUR LES BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS.

Cette taxe ne sera perçue que pour les exercices 1920 et 1921, sur les bénéfices exceptionnels réalisés en 1919 et 1920.

Pour la première année, 8,450 déclarations ont été souscrites, dont 2,900

restent à examiner ; 1.308 cotisations ont été réglées pour un total de plus de 31 millions de francs, sur lesquels 28 millions ou 90 p. c. sont payés.

Il serait difficile de donner une indication précise de ce que sera finalement le rendement de cet impôt pour 1920 ; on ne peut que constater qu'il reste à établir un grand nombre d'impositions visant spécialement des sociétés par actions ayant réalisé de gros profits. On compte moins de 10 p. c. de réclama-tions et les droits remboursés sont inférieurs à 1/2 million, ce qui représente 1.6 p. c. du montant des rôles.

Quant à l'impôt à percevoir pour 1921 sur les bénéfices exceptionnels de 1920, il s'établit de pair avec les impôts ordinaires du même exercice.

Des 940 déclarations souscrites, 525 sont examinées ; 311 cotisations sont comprises aux rôles pour un montant total de près de 53 millions de francs sur lesquels 20 1/2 millions ont été perçus.

III. — TAXES SPÉCIALES, ASSIMILÉES AUX IMPOTS DIRECTS

Le rendement de ces derniers impôts pour 1922 donne pleine satisfaction. Pour chacun d'eux les évaluations budgétaires seront atteintes sinon dépassées.

Ainsi, *la taxe sur les spectacles* a déjà produit 14 1/2 millions sur 15 millions prévus et il reste à percevoir les droits afférents aux recettes de 2 1/2 mois.

De même, *la taxe sur les automobiles* a donné 4 millions au lieu de 2 1/2 millions escomptés, soit une plus-value de 1 1/2 million.

Enfin, *la taxe sur les jeux et paris* accuse, elle aussi, une plus-value : son rendement est, en effet, de 6.9 millions, alors que la prévision n'est que de 5 millions.

Quant à *la taxe d'ouverture des débits de boissons* qui allait autrefois pour 95 p. c. au fonds spécial des communes et qui, par la loi du 19 juillet 1922, est maintenant attribuée intégralement à l'État, elle fournit une recette de 4.8 millions chiffre sensiblement égal au rendement primitivement prévu (5 millions).

* * *

De cet exposé, il résulte que le nouveau régime fiscal procurera au Trésor, quand il sera bien assis, les ressources qu'on en attend. Certes, il serait puéril de prétendre que le plein rendement des impôts nouveaux sera atteint avant deux ou trois ans ; il faudra que l'éducation des fonctionnaires et du public soit faite, que le système nouveau soit entré dans les mœurs. Néanmoins, quand on examine objectivement les résultats obtenus, quand on considère les circonstances troublées qui ont accompagné la mise en marche de la législation actuelle, on peut être satisfait de l'étape franchie.

De 87 millions de francs qu'il était en 1914, le rendement prévu des impôts directs ordinaires passe pour 1922 à 485 millions environ, soit une augmentation de plus de 450 p. c., et l'on ne pourrait cependant raisonnablement prétendre que les charges actuelles sont excessives.

Il va de soi qu'il ne s'agit ici que de la part de l'État; augmenté des parts ou des additionnels au profit des provinces et des communes, le total des sommes dont le recouvrement incombe à l'Administration des contributions s'élèvera pour 1922 à environ 800 millions.

*
* * *

Cette note serait incomplète s'il n'y était pas fait mention de l'effort considérable accompli par l'Administration des Contributions en ce qui concerne le recouvrement des impôts arriérés de la période de guerre. Après l'armistice, il restait à percevoir plus de 500 millions sur les produits des exercices 1913 à 1918; aujourd'hui, les non perçus n'atteignent plus que 28 millions, pour cette même période, soit 6 p. c. des restants dus.

Ce résultat remarquable a été acquis sans heurt, sans froissement et sans que, de façon générale, il ait fallu recourir à des poursuites onéreuses pour les redevables; c'est surtout par la persuasion que ceux-ci ont été amenés à se libérer, les fonctionnaires compétents n'ayant négligé aucune occasion d'agir à titre officieux auprès des intéressés en multipliant les visites à domicile.

IMPOTS SPECIAUX. — *Bijzondere belastingen.*

Situation au } 31 octobre 1922.
Toestand op }

[illegible]

Impôts spéciaux - Bijzondere belastingen.

Situation des travaux au
Toestand der werkzaamheden op 31 octobre 1922

IMPOT SPECIAL SUR LES BENEFICES EXCEPTIONNELS — EXERCICE 1919 <i>Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten</i> — <i>Dienstaar</i> 1919														Poursuites effectuées pour le recouvrement a) de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre b) de l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.			
PROVINCES. — PROVINCIEËN.		Nombre de déclarations — <i>Getal aangiften</i>			Cotisations évalables à titre conservatoire ou comprises dans les rôles rendus exécutoires <i>Aanslagen ten bewaarden titel geweestig of opgenomen in inwonderbaar verklaarde kolkies</i>		Cotisations payées — <i>Betaaldé aanslagen.</i>		Réclamations — <i>Beswaarschriften</i>		<i>Uitvoeringen ingespannen ter inning</i> a) der bijzondere belasting op de oorlogswinsten b) der bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten						
											Nombre de — <i>Getal der</i>		Produit net des ventes 1 ^{re} mobiliér. 2 ^{de} immobiliér.		Valeur approxi- mative des garanties non encore réalisées — l'enderen- de waarde brengr. der niet nog niet gemaakte waarschorten		

Impôts sur les Revenus. — Belastingen op de Inkomsten.

(Exercice 1920) — Situation au 31 Octobre 1922.
(Dienstjaar 1920) — Toestand op 31 October 1922.

Provinces — Provinciën	CONTRIBUTIION FONCIÈRE — GRONDBELASTING			Perceptions d'impôts retenus à la source. — Inningen van belastingen bij de bron afgehouden.		TAXE MOBILIÈRE — BELASTING OP DE ROERENDE ZAKEN.				TAXE PROFESSIONNELLE. — BEDRIJFSBELASTING.				SUPERTAXE — SUPERTAXE				IMPOT SUR LE MOBILIER. — BELASTING OP HET MOBILIAIR.																	
	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)		Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 3 et 2. Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid kolom 3 en 2.	Taxe mobilière (reg. n° 324). — Belasting op de roerende zaken (reg. n° 324).	Taxe professionnelle (reg. n° 326). — Bedrijfsbelasting (reg. n° 326).	Nombre de cotisations comprises aux rôles. der aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs). — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 8 par col. 7). Middencijfer per aanslag (kol. 8 door kol. 7).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 9 et 8. Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 9 en 8	Nombre des cotisations comprises aux rôles. Aantal aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 13 par col. 12). Middencijfer per aanslag (kol. 13 door kol. 12).	Rapport p.c. entre les sommes indiquées col. 14 et 13. Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 14 en 13.	Nombre des cotisations comprises aux rôles. Aantal aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 18 par col. 17). Middencijfer per aanslag (kol. 18 door kol. 17).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 19 et 18. Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 19 en 18	Nombre de cotisations comprises aux rôles. Aantal aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 23 par col. 22). Middencijfer per aanslag (kol. 23 door kol. 22).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 24 et 23. Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 24 en 23														
	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.																				des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.
	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.																				der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24												
ANVERS	14,250,977	13,735,259	96	10,255,970	5,673,638		128,171	33,072	312	25	75,789	17,882,529	46,038,326	236	90	52,146	24,348,154	22,097,579	460	90	"	"	"	"											
Antwerpen						731	359,631	219,975	37,609	61	125,299	33,952,092	21,087,370	3,233	88	401,570	40,757,854	36,692,058	4,777	90	"	"	"	"											
Brabant	32,089,274	29,733,620	93	40,567,990	16,619,121																"	"	"	"											
Flandre occidentale	8,623,004	7,823,033	91	2,018,459	1,458,183	462	20,620	16,879	45	81	64,488	6,187,070	6,077,082	96	99	31,214	3,566,235	3,941,593	412	95	"	"	"	"											
West-Vlaanderen																					"	"	"	"											
Flandre orientale	10,512,046	10,192,600	96	5,820,316	2,196,656	31	3,661	2,617	118	71	105,813	9,294,071	8,403,094	88	90	51,540	6,712,368	6,107,245	100	91	"	"	"	"											
Vlaanderen																					"	"	"	"											
Hainaut	15,788,031	15,244,302	96	23,011,707	10,712,347	90	310,126	310,598	3,312	98	94,320	14,351,014	12,317,020	152	85	68,056	10,425,028	9,308,742	459	90	"	"	"	"											
Henegouws																					"	"	"	"											
Liege	13,877,151	13,809,207	97	18,652,191	5,067,432	170	501,030	508,947	2,815	100	69,276	10,760,010	9,950,290	155	92	46,320	10,049,275	9,090,738	517	98	"	"	"	"											
Luik						"	"	107	"	"											"	"	"	"											
Limbourg	3,079,008	3,021,120	98	658,857	505,558	"	"			"	38,068	2,409,437	2,216,075	58	91	18,361	1,002,005	959,949	58	89	"	"	"	"											
Luxembourg						8	30,486	12,269	2,661	60	30,994	1,963,147	1,908,851	58	96	21,355	824,051	801,679	38	97	"	"	"	"											
Namur	4,078,914	3,967,038	97	100,945	277,135																"	"	"	"											
Namen	6,086,991	5,820,802	96	4,474,170	2,180,039	87	107,648	39,964	1,237	37	41,164	4,847,754	4,615,154	117	95	39,101	3,712,421	3,411,459	416	92	"	"	"	"											
Totaux au mois courant Totaal in de maand Totaal in de maand	108,387,196	103,007,111	95	119,556,095	45,576,010	1,989	1,470,373	1,139,513	48,209	533	649,011	91,669,121	82,531,580	141	820	422,672	101,388,191	92,301,642	240	827	"	"	"	"											
Mois précédent Vorige maand	"	"	"	119,053,669	45,370,881	1,078	1,435,505	1,078,101	"	"	643,926	99,027,352	80,407,844	"	"	420,858	100,950,681	90,991,687	"	"	"	"	"	"											
Différence Verschil	"	"	"	502,426	205,129	21	21,868	61,412	"	"	3,685	1,641,769	2,128,566	"	"	1,814	447,500	1,209,055	"	"	"	"	"	"											

(Exercice 1921). — Situation au 31 octobre 1922
(Dienstjaar 1921). — Toestand op 31 October 1922

Voir la suite de l'exercice 1920 au verso.
Zie vervolg van het dienstjaar 1920 op de keerszijde.

Antwerpen	14,582,111	13,068,50	"	24,652,899	8,470,149	8,600	489,154	205,869	"	"	71,062	11,677,352	9,336,553	"	"	50,582	19,785,058	18,605,416	"	"	976	107,220	96,307	"	"
Brabant	32,803,125	28,803,554	"	67,523,475	25,754,060	5,016	661,956	94,828	"	"	108,039	30,307,087	13,697,826	"	"	87,871	87,315,090	27,616,126	"	"	2,951	307,636	73,215	"	"
Flandre occidentale	9,046,828	8,047,921	"	2,789,319	2,479,425	825	70,421	56,512	"	"	58,988	5,400,775	4,728,847	"	"	27,838	2,918,714	2,205,401	"	"	164	6,034	3,573	"	"
Flandre orientale	10,800,355	9,821,168	"	5,090,338	3,254,083	10,507	622,631	268,067	"	"	104,492	9,850,300	7,740,048	"	"	53,772	7,860,533	6,392,749	"	"	1,764	76,165	25,437	"	"
Hainaut	15,815,786	14,038,709	"	18,742,095	14,032,399	5,039	647,828	225,173	"	"	95,737	31,228,086	16,810,592	"	"	71,751	12,290,924	7,595,004	"	"	1,710	82,711	22,369	"	"
Liège	13,925,344	12,924,983	"	17,071,459	9,069,285	9,210	604,363	207,975	"	"	68,108	11,885,988	9,651,213	"	"	49,574	10,112,814	7,589,034	"	"	2,469	144,146	35,761	"	"
Limbourg	3,100,692	2,947,075	"	628,955	702,347	421	17,405	485	"	"	26,377	2,165,000	1,895,971	"	"	17,991	997,122	861,923	"	"	10	664	623	"	"
Luxembourg	4,124,807	3,831,905	"	204,036	144,145	650	30,314	2,803	"	"	25,932	1,487,047	1,328,593	"	"	17,564	677,932	593,746	"	"	150	2,115	349	"	"
Namur	6,425,440	5,883,267	"	4,269,419	2,647,757	632	124,627	71,674	"	"	38,117	6,403,107	5,470,218	"	"	29,480	4,184,322	3,319,958	"	"	237	16,978	7,344	"	"
Namen																									
Totaux au mois courant Totaal in de maand	109,883,532	100,131,732	91	141,668,025	67,814,047	41,588	2,328,056	1,133,386	77	34	606,837	90,302,150	70,601,961	149	78	406,420	96,294,409	68,849,357	238	71	10,440	744,569	229,878	71	80
Mois précédent				140,181,717	67,366,973	22,518	2,976,787	547,625			606,469	87,656,822	67,899,033			407,871	95,290,229	68,321,264							
Différence				1,486,308	207,074	9,075	261,269	585,761			368	2,864,818	2,762,928			— 951	1,004,180	8,528,003							
Verschl.																									

(Exercice 1922). — Situation au 31 octobre 1922
(Dienstjaar 1922). — Toestand op 31 October 1922

Voir la suite de l'exercice 1921 au verso.
Zie vervolg van het dienstjaar 1921 op de keerszijde.

ANVERS	818,875	22,805	11	8,311,405	5,077,066	2,174	288,107	87,854	11	3,678	1,495,188	660,385	11	2,417	5,750,167	1,742,816	878	105,907	25,077	11	11
Antwerpen	4,117,677	46,512	11	32,988,310	16,268,483	1,806	579,068	35,969	11	4,217	2,119,780	719,324	11	5,691	11,139,094	7,159,776	2,812	307,373	75,255	11	11
Brabant	3,147,277	102,706	11	1,786,778	1,694,823	591	41,060	18,984	11	1,682	349,927	362,918	11	577	445,322	473,621	102	7,018	2,991	11	11
Flandre occidentale	891,610	142,278	11	2,405,549	2,423,112	4,236	489,303	190,240	11	8,220	1,406,632	595,394	11	5,438	2,980,141	1,458,804	1,722	87,397	44,436	11	11
East-Vlaanderen	2,011,221	57,469	11	4,276,520	3,368,841	4,729	774,024	287,720	11	12,082	3,640,331	1,720,827	11	14,850	5,117,535	1,949,430	1,683	93,235	26,400	11	11
Hainaut	1,132,164	301,083	11	5,165,610	6,254,691	6,739	513,531	120,527	11	12,701	2,034,775	667,084	11	0,827	3,440,222	1,217,564	2,369	160,121	58,588	11	11
Limbourg	767,074	75,882	11	283,748	685,859	96	7,260	3,593	11	26	48,351	2,099	11	29	12,914	3,476	12	348	141	11	11
Luxembourg	1,070,051	18,108	11	157,601	326,909	37	14,636	3,430	11	407	126,906	12,888	11	729	103,596	57,581	115	2,526	349	11	11
Namur	9,712,874	978,285	11	1,533,969	1,241,349	338	148,681	17,727	11	605	755,628	216,012	11	574	1,196,067	412,004	226	17,048	2,467	11	11
Namen																					
Totaux au mois courant Totaal in de maand Totaal in de maand	17,964,249	1,429,128	7	56,909,598	42,116,179	30,778	2,857,586	755,919	187	43,920	19,064,061	4,881,561	266	40	29,568	80,184,869	13,876,063	76	45	10,021	780,193
Mois précédent	18,001,810	25,011,917	18,041	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998	2,367,028	466,998
Différence	7,047,561	5,592,789	2,765	570,568	269,924	2,765	570,568	269,924	2,765	570,568	269,924	2,765	570,568	269,924	2,765	570,568	269,924	2,765	570,568	269,924	2,765

Voir la suite de l'exercice 1922 au verso.
Zie vervolg van het dienstjaar 1922 op de keerszijde.

Exercice { 1920 { situation au } 31 octob. 1922.
Dienstjaar { toestand op }

PROVINCES	NOMBRE DE DECLARATIONS GETAL AANGIFTEN					Rapport p. c. entre le nombre des déclarations. Verhouding t. h. tusschen het aantal aangiften				DECLARATIONS EN MATIÈRE DE a) taxe mobilière; b) taxe professionnelle; c) super taxe. — BEZWAANSCHRIFTEN IN ZAKEN a) belasting op roerende zaken; b) bedrijfsbelasting; c) supertaxe.					
	distribuées.	rentrées.	examinées.	modifiées.	n'y ayant pas donné lieu à imposition. hebbende niet handeldijft (of aanslag gegeven.	rentrées et le nombre de déclarations distribuées (col. 28 par col. 28).	examinées et le nombre de déclarations rentrées (col. 29 par col. 29).	modifiées et le nombre de déclarations examinées (col. 31 par col. 30).	n'y ayant pas donné lieu à imposition et le nombre de déclarations reçues (col. 32 par col. 29).	NOMBRE Groot.			MONTANT DES REDUCTIONS Bedrag der verminderingen		
										a	b	c	a	b	c
27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
Anvers	200,698	274,418	266,891	57,298	159,167	98	96	21	58	73	1,363	441	38,036	327,453	147,338
Antwerpen	554,406	642,389	524,398	165,992	345,691	97	96	31	63	86	2,040	1,083	197,732	272,467	337,325
Brabant	203,790	269,451	262,835	69,628	127,477	100	100	34	63	10	969	307	10,466	89,465	31,019
Flandre occidentale	307,001	305,538	290,780	80,925	177,214	99	98	36	58	39	1,069	168	10,936	83,746	179,227
Flandre orientale	427,139	400,104	397,773	120,449	298,738	91	90	30	67	24	1,387	314	4,307	122,049	32,230
Est-Flandre	309,560	307,457	301,946	70,516	212,032	99	98	23	60	73	1,127	191	2,985	61,742	47,690
Liège	75,054	75,054	74,847	28,069	81,180	100	99	30	41	1	485	384	5	9,489	2,817
Limbourg	67,872	67,763	67,468	26,567	25,730	100	99	39	38	17	616	67	5,372	13,966	5,717
Luxembourg	132,135	131,601	130,779	52,821	71,858	99	99	40	55	3	762	350	5	79,997	20,812
Namur															
Niemen															
Mois courant	2,357,359	2,307,465	2,266,968	681,805	1,420,212	97	98	30	61	236	9,718	3,115	361,834	910,354	803,735
Mois précédent	2,345,501	2,389,576	"	680,580	1,407,735	"	"	"	"	316	8,841	2,834	350,538	861,851	824,437
Différences	12,858	17,885	"	1,285	12,477	"	"	"	"	8	877	281	11,306	48,503	

Exercice } situation au } 31 octob. 1922.
Dienstjaar } 1921 } toestand op }

[illegible]

Exercice } **1922** { **situation au** } **31 octob. 1922.**
Dienstjaar } { **toestand op** }

[illegible]

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12^d DECEMBER 1922.

BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN ⁽¹⁾

VOOR HET DIENSTJAAR 1923 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

't Is een teeken van terugkeer tot het normale leven, dat bij de Kamers, zelfs vóór dat het zittingsjaar 1922-1923 geopend werd, de begrootingsontwerpen voor het volgend dienstjaar werden aanhangig gemaakt. Gevolg gevend aan den wensch der Regeering, heeft de Commissie voor de Financiën zich, harerzijds, willen beijveren om, vóór 1 Januari 1923 de goedkeuring der begrooting van 's Lands Middelen mogelijk te maken.

Om daartoe te geraken, zal het onontbeerlijk zijn de algemeene beschouwingen over den financiëleen toestand te verkorten. Ook is het slechts enkele maanden geleden dat de jongste behandeling van deze quæstie plaats greep, en de gelegenheid om daarop terug te komen zal voorzeker niet ontbreken. Toch zal de Memorie van Toelichting, welke de Regeering bij de begrootingsontwerpen heeft gevoegd, hierna kortbondig worden behandeld.

*
* *

(1) Begrooting, n^r 4-1.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter; Hallet, Houtart, ondervoorzitters; Carlier, David, secretarissen; Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Lamborelle, de Montpellier, Houtart, de Liedekerke, Poncelet en Cousot.

Volgens het gebruik, dat verleden jaar werd ingevoerd, werden de begrotingen gedeeltelijk bij de Kamer en gedeeltelijk bij den Senaat ingediend.

Bij de Kamer : die van 's Lands Middelen, van Openbare Schuld, van Dotatiën, van Binnenlandsche Zaken, van Wetenschappen en Kunsten, van Landbouw, van Openbare Werken, van Nijverheid en Arbeid, van 's Landsverdediging, van de Gendarmerie, van de Financiën, van Economische Zaken, van Onwaarden en Terugbetalingen, van Bevoorrading (in likwidatie) en van de Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven.

Bij den Senaat : die van Justitie, van Buitenlandsche Zaken, van Koloniën, van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, alsmede der Uitgaven terughervorderbaar krachtens de Vredesverdragen.

Wat deze laatste betreft, is de Commissie voor de Financiën van gevoelen dat zij rechtstreeks aan de Kamer had moeten overgemaakt worden. Door haar hoog bedrag, zoowel in uitgaven als in ontvangsten, door de netelige vraagpunten welke zij opwerpt, oefent deze begrooting op het algemeen evenwicht en op geheel onzen financieelen toestand een overwegenden invloed uit. Wie daarvan onbewust is, kan geen oordeel vellen over het geheel. Daarom is het noodig dat zij ingediend wordt bij die vergadering, welke de eerste eene hoofdzakelijke stemming moet uitbrengen, namelijk de stemming welke machtiging verleent om de ontvangsten van het nieuwe dienstjaar te heffen. Overigens, de meeste leden zijn van gevoelen dat de Kamer rechtstreeks zou moeten kennis krijgen van al de begrotingen, zonder de minste uitzondering.

Hoe bereidwillig zich iedereen ook toone, toch zullen de meeste begrotingen enkel in den zloop elf van het dienstjaar kunnen goedgekeurd worden, te weten, binnen de eerste maanden van 1923. De Kamerwerkzaamheden zouden overeenkomstig dit beginsel niet kunnen geregeld worden, dan dien bijal het financieel jaar op 1 April aanving. De Minister van Financiën heeft verklaard dat hij deze hervorming, waarop de Commissie voor de begrotingen van 1922 heeft aangedrongen, niet uit het oog verliest.

* * *

De begrootingsontwerpen kunnen in vier groepen worden ingedeeld :

1° De *gewone uitgaven*, welke moeten gedekt worden door de opbrengst van de belastingen en door de onderscheidene jaarlijksche ontvangsten;

2° De *onkosten der Staatsbedrijven*, welke door hunne ontvangsten moeten in evenwicht worden gebracht;

3° De *buitengewone uitgaven*, welke mogen gedekt worden door de leening, omdat zij — in theorie, zoo niet altijd in de practijk — 's lands toerusting vergrooten en den rijkdom doen aangroeien;

4° De *invorderbare uitgaven*, zoo genoemd, omdat het Verdrag van Versailles aan Duitschland de verplichting oplegt ze terug te betalen.

I. — GEWONE UITGAVEN.

Deze omvatten vooreerst de kosten van al de groote Staatsdiensten. De voor deze uitgaven voorgestelde bedragen getuigen dat een vaste wil er zich op toelegt dezelve in te krimpen; hier volgen ze, vergeleken met die der vorige dienstjaren :

	Bedragen goedgekeurd		voorgesteld
	voor 1921	voor 1922	voor 1923
	(In duizendtallen van franken)		
Dotatiën	11.074	11.837	11.539
Justitie	102.594	113.289	108.024
Buitenlandsche Zaken . . .	18.545	26.469	24.404
Binnenlandsche Zaken en			
Volksgezondheid.	34.636	47.340	43.842
Wetenschappen en Kunsten .	261.578	289.186	287.434
Landbouw	23.003	27.581	25.640
Openbare Werken	91.626	92.844	84.032
Nijverheid en Arbeid	150.737	153.507	158.453
Koloniën	4.273	4.451	4.336
Landsverdediging	525.092	484.029	480.452
Gendarmerie	53.033	51.007	50.994
Financiën.	112.644	129.122	123.493
Economische Zaken	3.630	2.097	1.646
Totalen.	1.394.329	1.437.755	1.406.000

Door het vergelijken van deze cijfers blijkt genoegzaam dat de klimming der uitgaven een eind heeft genomen.

Daarbij moet gevoegd worden, dat de gewone begrooting, sinds twee jaar, een groot aantal lasten heeft opgeslorpt welke, in de eerste dienstjaren na den oorlog, op de buitengewone begrooting waren gebracht geworden. Nog dient rekening te worden gehouden met het feit, dat de Minister van Financiën, die paal en perk heeft willen stellen aan de bedrieglijke praktijk der bijcredieten en al de voorwendsels tot het overschrijden van credieten heeft willen uit den weg ruimen, zijne voorstellen aan de behoorlijk vastgestelde en wezenlijke benodigdheden heeft aangepast.

Doch, werden al de mogelijke bezuinigingen bewerkstelligd? « Ieder departement », zoo zegt de Memorie van Toelichting, « heeft zijne voorziene uitgaven met zorg geschift. »

In de ontwerpen aan den Minister van Financiën overgemaakt in Juli, Augustus en September, werden beduidende verminderingen aangevraagd, welke nauwkeurig waren toegelicht. Herinneren wij er aan dat verleden jaar de Minister verklaarde dat hij de voorstellen van de verschillende besturen met 300 millioen had moeten verminderen; waaruit men kon besluiten dat deze besturen van den financiëleen toestand niets begrepen of er niets voor gevoelden. De heer Theunis voegt er bij : « Wij hopen dat

de Kamers in de bestaursbegrootingen nieuwe middelen tot bezuiniging zullen ontdekken. » De verslaggevers van de verschillende begrootingen zullen zich daar op toelagen. Maar wij kunnen ons niet ontdruken dat weinigen van ons eene toereikende kennis bezitten van den gang der administratie, om een plan van economische hervorming op te maken. Voor dit onmisbaar werk werd bij Koninklijk besluit van 10 Maart 1922 eene extra-parlementaire commissie aangesteld; met belangstelling wachten wij op de uitslagen van haar onderzoek. Er werd een verslag gevraagd dat U daaromtrent zal inlichten. (Bijlage II.)

Wanneer wij de som van de uitgaven van al de Ministerieele Departementen — buiten dit van de Spoorwegen — zullen hebben opgemaakt, zijn wij er nog verre af het bedrag te kennen van de gewone uitgaven. De kenmerkende trek van de na-oorlogsche begrootingen is dat zij de lasten te dragen hebben van eene aanzienlijke en immer aangegroeide schuld. Het bedrag van deze lasten, op de gewone begrooting van 1923, bereikt de som van 1,189 millioen.

Het dient tot niets dit cijfer te vergelijken met die van de vorige jaren, omdat de credieten uitgetrokken op de gewone begrooting voor de Openbare Schuld, slechts een gedeelte der lasten daarvan bevatten. Alleen de geheele som is van belang. Wijzen wij er enkel op dat, dank zij de beduidende stortingen door Duitschland gedaan gedurende het dienstjaar 1922, en dank zij eveneens de vermindering van den interest toegekend aan de Schatkistbons, het stijgen van de schuldenlasten op zeer voelbare wijze verminderd is.

Gevoegd bij de 1,406 millioen uitgaven voorzien voor de verschillende Ministeries, beloopt het bedrag der credieten, uitgetrokken onder den titel van de Openbare Schuld op de gewone begrooting, tot de gezamenlijke som van 2,595 millioen.

Eene laatste afdeeling van den gewonen dienst wordt gevormd door de begrooting van de « Onwaarden en Terugbetalingen », die op eens van 28 millioen, cijfer van verleden jaar, stijgt tot 349 millioen. Schrikken wij niet, 't is enkel eene kwestie van comptabiliteit. Vroeger werden aanzienlijke ontvangsten voorafgenomen op de door den Staat geïnde belastingen en op de opbrengst van de posterijen, rechtstreeks toegekend aan de provinciën en de gemeenten.

Door eene nieuwe regeling, als gevolg van de herinrichting van het Fonds der Gemeenten, komen deze ontvangsten op de begrooting van 's Lands Middelen; daarentegen komt op de begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen een last gelijk aan de voorafnemingen van de Provinciën en de Gemeenten. De andere uitgaven van deze laatste begrooting overschrijden niet de som van 31 millioen.

Deze voorafnemingen erbij geteld zou het totaal der gewone uitgaven van den Staat 2,948 millioen bedragen. Uit eene aanwijzing in de Algemeene Toelichting der begrooting van 1922 kan men afleiden dat de militaire uitgaven ongeveer met 70 millioen zullen verminderd worden op de begrooting van 1924, wanneer nog slechts ééne militieklass zal binnengeroepen

worden. Maar is het anderzijds redelijk de duurtetoeslagen, zoo het al betaamt hun tijdelijk en wisselvallig karakter te behouden, te blijven boeken op de buitengewone begrooting die gedekt wordt door de leening? Met den Minister van Financiën denkt de Commissie dat het beter zou zijn in de volgende begrootingen deze vergoedingen te voegen bij de uitzonderlijke uitgaven van de gewone begrooting. Zij bedragen gezamenlijk 58 millioen, voor al de departementen, zonder de Staatsbedrijven.

Tegenover het bedrag der gewone uitgaven, zullen wij op beknopte wijze de rekening stellen der Ontvangsten van den zelfden aard, mits daarop terug te komen in het gedeelte van dit verslag, inzonderheid gewijd aan het onderzoek der begrooting van 's Lands middelen.

De opbrengst van de rechtstreeksche belastingen, daarbij begrepen de aandeelen van de Provinciën en de Gemeenten, wordt voorzien voor	723 millioen
Douanen en accijnzen	644 »
Registratie, successie, zegel, overdrachtsbelasting, enz.	644 »
Totale opbrengst der belastingen	2,011 millioen

Deze voorziene credieten zijn in vermeerdering met meer dan 200 millioen op die der jongste begrooting, hoewel de belastingen, van het eene dienstjaar tot het andere, geenszins in hunne grondslagen en in hunne bedragen werden gewijzigd. Daarenboven, zijn zij veel lager dan de ramingen welke men uit het nagaan der feiten vermag af te leiden.

Hierna zullen wij (Bijlage II) eenige statistische gegevens voorbrengen betreffende de inkomstenbelasting. De hoofdzak, aangaande dit belangrijk inkomen, is dat het taxatiewerk nauwelijks aangevangen is. Als het land slechts de onderscheidene takken van zijne bedrijvigheid ontwikkelt en mits het eene fiskale politiek voert welke de dubbele hinderpaal van verdraagzaamheid, eenerzijds, en kleingeestig onderzoek, anderzijds, vermijdt, zal men de opbrengst van de inkomstenbelasting spoedig zien toenemen.

De opbrengst der douanen, welke op 384 millioen wordt geraamd, zal, voor het dienstjaar 1922, 400 millioen te boven gaan. Daarenboven, de herziening van het tarief die, eerlang aan de Kamers zal onderworpen worden, is van aard om de opbrengst nog te vermeerderen.

Het cijfer van 256 millioen voor de accijnzen zou met 20 millioen kunnen vermeerderd worden, rekening houdende met hetgeen in dezen laatsten tijd werd geïnd. Dank zij eenige bijzondere maatregelen, zou deze opbrengst nog zonder ernstig bezwaar kunnen verhoogd worden.

Het beloop der registratierechten ondergaat thans den ongunstigen invloed der huishuurwet; het kan ruimschoots worden versterkt.

De opbrengst van de successierechten is geenszins in verhouding met het hooge beloop dezer rechten. De inningsdiensten moeten verbeterd worden, en dan zal de opbrengst in ruime verhouding toenemen.

De opbrengst van de zegelrechten zal met den aanzienlijken toeslag der weeldebelasting worden versterkt.

De overdrachtsbelasting wordt gerekend op 230 miljoen. Welnu, men heeft ongeveer 30 miljoen bekomen voor sommige maanden van 1922, alhoewel de regeling van de heffing en van de contrôle nog maar een aanvang heeft genomen.

Zooals men ziet, bleef het Bestuur der Financiën, voor wat zijne ramingen der ontvangsten betreft, verre beneden de waarschijnlijkheid. Men mag zich afvragen of deze vóóroorlogsche gewoonte nog van pas komt in de huidige omstandigheden. Aangezien de begrooting, alleszins, met een tekort zal sluiten, kunnen enkele onvoorziene misrekeningen in de ontvangsten, misrekeningen welke overigens door meerderwaarden zouden vergoed worden, van weinig tel zijn. Men moet de werkelijkheden zoo dicht mogelijk benaderen, zoodat het Parlement zich juist kunne rekenschap geven van de macht van het fiskale werktuig.

De beste toeneming der ontvangsten is deze welke verkregen wordt zonder verhooging van het cijfer der belastingen; immers, zij biedt niet enkel een voordeel aan de Schatkist, maar is tevens een uitmuntend kenteeken van de algemeene bezuiniging en, betreffende het fiscaal stelsel, het beste der getuigschriften. Wanneer deze toeneming wordt vastgesteld, is het vaak beter dezelve niet in gevaar te brengen door eene overdrijving der belastingstarieven. Inderdaad, er bestaat geen juist verband, verre van daar, tusschen het cijfer der belastingen en dezer opbrengst.

In de huidige omstandigheden, waarin er moet getracht worden het maximum der belastingsopbrengst te bekomen, bestaat de kunst der fiskale politiek er in, het punt te bepalen waarop de belasting meer aan de bronnen van den rijkdom zal putten dan zij aan de Schatkist kan opleveren. Het komt er nog meer op aan de belastbare stof te doen toenemen, dan op wat de belastingen thans opbrengen.

*
* * *

De tolgelden zijn vermeld voor 3.5 miljoen.

De kapitalen en inkomsten, voor 104.3 miljoen.

De terugbetalingen, voor 89 miljoen.

De uitzonderlijke ontvangsten voor 7.7 miljoen.

Alzoo komt men tot een geheel bedrag van 2,215 miljoen, zonder de zoogenaamde *vergelgingsontvangsten*

*
* * *

Over deze laatste moeten wij eenigen uitleg verschaffen; zij bestaan uit drie artikelen :

a) Voorafneming op de begrooting der Staatsbedrijven van het haar toekomend deel in de op de gewone begrooting overgebrachte lasten der Openbare Schuld : 164 miljoen.

Zonder de raming van deze ontvangst te willen betwisten, moet er toch

worden aangemerkt dat de begrootingen der Staatsbedrijven, in hun geheel genomen een eindtekort van 30 miljoen laten, ongerekend de vergoedingen wegens levensduurte. Dit tekort moet in aanmerking komen wanneer het geldt het saldo van de gewone Staatsrekening vast te stellen. Doch men denkt dat het eerlang zal uitgeschakeld worden, dank zij de verbeteringen welke in het beheer en in de opbrengst der Staatsbedrijven werden verwezenlijkt.

b) Terugbetaling door Duitschland van de kosten der bezettingstroepen : 102 miljoen.

Bevoorrechte schuldvordering op de herstellingen.

c) Voorafnemings op de ontvangsten van herstel : 457 miljoen.

Deze laatste inschrijving moet uit twee oogpunten worden beschruid :

In rechten :

Is zij gerechtvaardigd, omdat de Belgische Staat ongeveer negen milliard heeft voorgeschoten voor het herstel der oorlogsschade die door het Verdrag van Versailles ten laste wordt gelegd van Duitschland. Deze negen milliard zijn begrepen in het bedrag der Openbare Schuld welke, voor interesten en aflossing op de gewone begrooting is overgebracht.

In feite :

Was zij volkomen aan te nemen op de begrooting van 1922, namelijk, toen de begrooting der invorderbare uitgaven een overschot liet. Doch thans, nu het overschot plaats heeft gemaakt voor het tekort in de begrooting der invorderbare uitgaven, is het gevaarlijk het evenwicht der gewone begrooting te bewerkstelligen met behulp, niet van een wezenlijke ontvangst, maar van een postulaat van ontvangst. Des te meer, daar de toekomst, hoe optimistisch men haar ook beschouwt, dien toestand niet zal verhelpen. Zoo de inschrijving van dit artikel in de begrooting van 's Lands Middelen kan aangenomen worden, ja zelfs noodzakelijk kan zijn, ten einde de debet-rekening van Duitschland vast te stellen, ontslaat zij ons daarom niet van nieuwe inkomsten te heffen. Dienvolgens, met het begrip der juiste en verheven beteekenis van deze « vergoedende ontvangst », vestigt de Commissie voor de Financiën de aandacht der Kamer op de noodzakelijkheid van zoodra mogelijk het evenwicht der gewone begrooting door oorspronkelijke ontvangsten te verzekeren. Tot dien uitslag schijnt men eerlang te kunnen geraken :

1° door een juistere aanpassing van de voorziene begrooting-credieten aan de wezenlijke mogelijkheden ; 2° door eene betere inning der belastingen ; 3° door de uitbreiding van den rijkdom ; 4° door hetgeen eenige fiskale maatregelen zullen bijbrengen.

Het geheel bedrag der gewone ontvangsten is dus bepaald op 2.940 miljoen, tegen 2.945 miljoen uitgaven van denzelfden aard.

II. — STAATSBEDRIJVEN.

Het bilan der uitgaven en ontvangsten van de Staatsbedrijven komt voor als volgt :

	Uitgaven (millioenen)	Ontvangsten (millioenen)	Overschot (millioenen)	Tekort (millioenen)
Spoorwegen.	1,120.4	1,124.4	4	—
Zeewezen	53.8	19.5	—	34
Posterijen	133.1	116.4	—	16
Telegraaf en telefoon	83.1	80.—	—	3
Totaal.	1,390.—	1,341.—	—	49

In deze cijfers zijn, zooals men weet, niet begrepen de vergoedingen voor levensduurte, welke gezamenlijk 42 millioen bedragen.

Onder de uitgaven voor de Spoorwegen, willen wij eenige belangrijke afwijkingen aantonen :

Verhoogingen, ten beloope van verscheidene millioenen, vloeien voort uit de inschrijving van het wederbeleggingsfonds (overdracht van de begrooting voor order); men moet dezelve goedkeuren; overigens, zij brengen geene wijziging aan het evenwicht toe.

Twee credieten (ar^o. 15 en 19) werden vermeerderd met 22 en met 14 millioen ten gevolge eener overdracht van de begrooting der invorderbare uitgaven.

Verminderingen van 25 millioen worden gebillijkt door de daling van de prijzen der grondstoffen, namelijk van de steenkolen. Doch zal deze daling blijven duren?

De voorziene ontvangsten der spoorwegen werden vermeerderd met 123 millioen in vergelijking met de begrooting van 1922; die van het zee-wezen met 2.4 millioen; die der posterijen met 53 millioen, omdat zij geene voorafnemingen meer dulden ten voordeele van het Gemeentefonds; die der telegraafen en telefonen met 18 millioen.

De uitgaven van deze laatste drie werden niet merkelyk gewijzigd.

Voor de Staatsbedrijven gezamenlijk, worden er 293 millioen buitengewone uitgaven voorzien, waarvan 72 millioen voor de vergoedingen wegens levensduurte. De lasten van schulden die daaruit moeten voortvloeien zullen als tegenwicht eene vermeerdering hebben van de vergoedende ontvangst welke op de begrooting van 's Lands middelen is gebracht.

III. — BUITENGEWONE UITGAVEN EN ONTVANGSTEN.

In overeenkomst met den Minister van Financiën, heeft de Commissie vastgesteld dat een zeker aantal credieten, onder de buitengewone uitgaven begrepen, beter op hunne plaats zouden zijn in de gewone begrootingen, hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven. Deze uitgaven zijn betrekkelijk weinig belangrijk, behalve de groep der vergoedingen wegens levensduurte, die eene som van 58 millioen uitmaakt.

Wij zullen de indeeling der buitengewone uitgaven per ministerieel departement niet volgen, doch er ons toe bepalen de hooge credieten te vermelden, welke er toe bijdragen om deze begrooting op overdreven wijze te

doen zwellen, en die een groot gevaar zouden uitmaken door den snellen aangroei der Openbare Schuld welke zij ten gevolge hebben, bijaldien men hunne min of meer nabij zijnde vermindering niet kon voorzien.

Openbare Werken : 171 millioen.

Dit cijffer zou kunnen voor redelijk gelden, indien de begrooting van 1923 niet eene gewichtige quaestie van Thesaurie opwierp, welke verder zal behandeld worden. Dit gegeven zijnde, moet er voorbehoud worden gemaakt; en wellicht zal men den uitvoeringstermijn der ontworpen werken moeten verlengen.

Crisisfonds : 10 millioen.

Landsverdediging : 142 millioen.

Iedermaal dat de Commissie der Begrooting moet beslissen over de voorstellen van het Ministerie van Landsverdediging, vindt zij zich verdeeld tusschen het verlangen naar bezuiniging en de vrees om de inrichting van 's Lands verdediging in gevaar te brengen. Zij wil dus *a priori* geen uitspraak doen en voorbehoudt zich het recht de voorziene uitgaven in bijzonderheden te onderzoeken.

Voorschot aan de Kolonie : 13 millioen.

Goedkooppe woningen : 110 millioen.

Op deze som zullen 100 millioen interest tegen 2 t. h. opbrengen.

Fonds der Oudstrijders : 75 millioen.

Het totaal van de buitengewone uitgaven wordt bepaald op 623 millioen; de daarmee samengaannde ontvangsten bedragen slechts 4 millioen.

IV. — UITGAVEN INVORDERBAAR KRACHTENS DE VREDESVERDRAGEN.

Zooals bij de bespreking van de begrooting van 1922 werd gezegd, gaan de invorderbare uitgaven stil aan naar een eindtoestand waarin zij zich onder drie rubrieken zullen rangschikken : dienst van de leeningen, interesten van schadevergoedingstitels, pensioenen.

Uit het ontwerp voor 1923 blijkt die evolutie duidelijk. Nog slechts drie departementen zijn er ingeschreven voor tamelijk hooge sommen, die dienen moeten voor het heropbouwen van het openbaar domein :

Landbouw.	.	.	.	.	.	24 millioen.
Openbare Werken	.	.	.	.	.	41 »
Spoorwegen	.	.	.	.	.	125 »

Zulke cijfers zullen wij denkelijk niet meer terugzien.

De credieten ingeschreven voor het Ministerie van Landsverdediging omvatten pensioenen die er zichvoorloopig bevinden, en de tegenwaarde van de kosten van het bezettingsleger. Men moet er dus geene rekening mee houden.

Het hoofdbelang van de begrooting der invorderbare uitgaven ligt in het hoofdstuk van de Openbare Schuld en in dit van het Ministerie van Economische Zaken.

Al de credieten ingeschreven op deze begrooting onder het hoofdstuk van

de Openbare Schuld, maken een som uit van 1,001 millioen. Maar daarbij is gerekend de som van 457 millioen die wij als vergeldende ontvangst gebracht zagen op de begrooting van 's Lands middelen, en die het aandeel vertegenwoordigt van de begrooting der invorderbare uitgaven zonder de lasten van de Openbare Schuld uitgetrokken op de gewone begrooting. Het verschil, namelijk 544 millioen, moeten wij hier onthouden.

Deze laatste som wordt onderverdeeld als volgt :

	Millioenen.
Dienst der leeningen uitgegeven door het Verbond der Coöperatieven : 47 + 57 millioen	104
Interesten der Interprovinciale Bons	106,6
Interesten der Schadevergoedingstitels	250
Er dient opgemerkt dat dit crediet de achterstallige interesten omvat, die betaald worden naar gelang de uitgifte van de titels. De jaarlijksche interest verschuldigd voor het kapitaal der titels uitgegeven op 20 November l. l. (1) zou zijn, aan 5 t. h., 132 millioen.	
Annuïteiten aan het Gemeentecrediet	19
Pensioenen en jaarlijksche tegemoetkomingen	70,5
T e z a m e n	544,1

Bij dit cijfer zou men moeten voegen het bestendig gedeelte der verschillende toekenningen die ingeschreven zijn, als invorderbare uitgaven, bij het Ministerie van Landsverdediging, voor eene som van 108 millioen.

Zoodus moet de begrooting der invorderbare uitgaven van nu af als bestendige jaarlijksche lasten dragen :

voor den dienst der schulden	345 millioen.
voor de pensioenen, ongeveer	150 »
hetzij, bij benadering een half milliard.	

Wanneer, zooals men het min of meer voorziet, de schadevergoedingen nog een kapitaal van 10 tot 12 milliard eischen, zou men komen, om er den interest aan 5 t. h. van te betalen en de aflossing in 40 jaar van te verzekeren, tot annuïteiten van 600 tot 720 millioen, die, gevoegd bij de hooger aangeduide som, een jaarlijksche last van 1 milliard, zonder de pensioenen, zouden uitmaken.

Het gezamenlijk bedrag van deze annuïteiten komt overeen met een kapitaal van 18 tot 20 milliard van de tegenwoordige geldwaarde.

De toekomstige betalingen van Duitschland moeten ten minste met dit kapitaal gelijkstaan; zij moeten ook de kosten van het bezettingsleger en den dienst van de pensioenen dekken; zonder dat zouden niet alleen al de schuldenlasten, reeds ingeschreven op de gewone begrooting, voor onze rekening blijven, — wat van nu af maar al te waarschijnlijk is, — maar men

(1) Dit kapitaal bedraagt 2,643,429,700 frank.

zou er nog meer van de begrooting der invorderbare uitgaven op de gewone begrooting moeten brengen.

En welke is de huidige waarde van onze schuldvordering op Duitschland?

Zij omvat het overschot van onze Prioriteit, hetzij 500 miljoen mark-goud of 1,500 miljoen Belgische franks, som die ingeschreven is als herstel-ontvangst op de begrooting van 1923.

Zij omvat nog twee milliard mark-goud onmiddellijk interest opleverend, ten minste in beginsel en volgens den staat van de betalingen.

Ten slotte een saldo van zes milliarden dat slechts interest moet opbrengen wanneer het betaalvermogen van Duitschland toereikend zal blijken.

Dus afgezien van de prioriteit, die voor het drie vierde vereffend is, zou de Belgische schuldvordering nominaal nog ongeveer 24 milliard onzer franken bedragen.

Maar men weet dat eene interestlooze som, die over vijftien jaar moet worden geïnd, thans slechts de helft waard is van hare nominale waarde, zoo men 5 t. h. neemt als normalen interestvoet; moet zij over dertig jaar geïnd worden, dan is zij nog slechts het vierde waard :

Dit geldt dus voor onze schuldvordering, zelfs ingeval zij mocht gedeelgd worden.

Gesteld dat het totaal der verschuldigde sommen werkelijke waarde erlange over gemiddeld vijftien jaar — is dat niet te veel optimisme? — dan zouden onze vier en twintig milliard er thans twaalf waard zijn.

Dit laatste cijfer moet gesteld worden tegenover het kapitaal van 18 tot 20 milliard aan leeningen en titels van schadevergoeding, dat wij hooger hebben aangehaald.

In andere woorden, om eene annuïteit van meer dan een milliard aan te rekenen op onze begrooting voor herstellingen, in evenwicht te brengen, kunnen wij niet rekenen op eene gemiddelde annuïteit die hooger zij dan de interest en de aflossin van dit kapitaal, zijnde 600 tot 700 miljoen.

Zonder uit deze berekening nauwkeurige en onmiddellijke gevolgtrekkingen te halen, volstaat zij om te doen inzien dat de begrooting der invorderbare uitgaven in geen geval, een overschot zou kunnen laten voor de gewone begrooting.

Om dit vluchtig overzicht van de invorderbare uitgaven te voleinden, moeten wij nog wijzen op het cijfer van 1,644 miljoen voor het Ministerie van Economische Zaken.

Men is voornemens 472 miljoen uit te geven voor de verwoeste gewesten en 1,125 miljoen uit te keeren voor vergoeding van oorlogsschade.

Het overige wordt besteed aan de wedden der ambtenaren en bedienden belast met de herstelling der oorlogsschade en aan allerhande onkosten.

De ontvangsten voor herstelling, waarvan de inning voorzien is in het ontwerp van begrooting voor 1925, bedragen 1,639 miljoen, waarvan 1,245 in geld.

Dit noopt ons tot eene gewichtige beschouwing omtrent het algemeene evenwicht van de begrooting en de Schatkist.

Het totaal der voorziene uitgaven bedraagt 8,337 miljoen. Dit cijfer stemt

ongetwijfeld niet overeen met de optelling der werkelijke uitgaven door het dienstjaar 1923 te dragen; het overschrijdt deze met ettelijke honderden millioenen, omdat de wijze van opstel der begrotingen de inschrijving in dubbel van zeer belangrijke artikelen voor gevolg heeft. Maar dit geldt ook voor de ontvangsten; bij gevolg, zoo beide kolommen kunstmatig worden aangelengd, dan is dat onverschillig voor het tekort van de algemeene begrooting.

De ontvangsten zijn bepaald op 5,942 millioen, wat een tekort van 2,395 millioen laat.

Dit laatste cijfer zal door leening moeten worden gedekt om de begroote uitgaven te kunnen verwezenlijken. Bij het eerste zicht komt het niet overdreven voor. Eens dat de geesten van de opgejaagdheid zullen bekomen zijn, waarin zij werden geworpen door de jongste wisselcrisis, mag men verhoplen dat eene leening, bestemd voor de verwoeste gewesten, denzelfden bijval zou ontmoetten als de voorgaande. Overigens, bij gebreke van uitgifte van titels der geconsolideerde schuld, welke onder buitengewoon gunstige omstandigheden zou moeten geschieden, zouden de Bons op korten termijn aan de Schatkist voorloopige inkomsten bezorgen.

Ongelukkiglijk, zou het nadeelig saldo, dat blijkt uit de vergelijking van de begrotingscijfers, in een ongewone mate kunnen aangroeien. Het zou 4 milliard nabijkomen, indien Duitschland in gebreke bleef de 1,600 millioen te storten, wier betaling door de begrotingsvoorstellen wordt in 't vooruitzicht gesteld. Welnu, hoewel de veronderstelling eener geheele waardeeloosheid niet waarschijnlijk is, mag men denken dat de betalingen door Duitschland 1,600 millioen zullen bereiken in het dienstjaar 1923, en zelfs de helft van dit bedrag, zoo er zich een nieuw feit voordoet, namelijk indien het ontwerp eener leening voor de herstellingen niet wordt verwezenlijkt. België zou niet in één jaar tijds drie tot vier milliard titels der openbare schuld kunnen uitgeven, zonder zijn crediet in gevaar te brengen, zonder de voorwaarden zijner leveringen te bezwaren. Het ware dus gepast de veronderstelling van een ten minste gedeeltelijk onvermogen van Duitschland in 1923 in aanmerking te nemen en de uitgaven te bepalen welke zouden moeten verminderd worden naarmate men minder zou ontvangen. Blijkbaar zijn het de begrotingen der buitengewone uitgaven en der terugvorderbare uitgaven welke deze eventuele inkortingen zullen moeten ondergaan.

Het wetsontwerp houdende de begrooting van 's Lands Middelen bevat bepalingen welke uwe Commissie voor de Financiën heeft onderzocht.

Het eerste artikel van het ontwerp schrijft voor, aan de rekeningen der begrotingen van de Openbare Schuld voor de dienstjaren 1913 tot 1918 de uitgaven te hechten, voortkomende van de oorlogsbijdragen welke door de Belgische provinciën werden uitbetaald. Dit is een uitvoeringsmaatregel der wet van 14 November 1919, welke de schuld, door deze bijdragen verwekt, ten laste van den Staat heeft gelegd.

Bij wijze van amendement, stelt de Regeering voor eene bepaling (artikel 1bis) in te lassen, waarbij de landbouwbedrijven behorende tot de inrichtingen van St-Hubert, van Ruysselede-Beernem, van Moll en van Merxplas als zelfstandige inrichtingen worden ingesteld, onderworpen aan regelen van comptabiliteit en van toezicht vastgesteld overeenkomstig de beste methoden welke in de privaot-ondernemingen werden toegepast, in plaats van onderworpen te zijn aan de voorschriften der wet op de comptabiliteit van den Staat. Bedrijfskapitalen, voor elk dezer ondernemingen bepaald, zullen te hunner beschikking worden gesteld.

Deze nieuwigheid is niet zonder voorgaande. De aan het Landbouwinstituut van Gembloers gehechte hoeve werd aan een gelijkaardige regeling onderworpen door artikel 5 der wet van 15 November 1919 op het hooger landbouwonderwijs, welk artikel de herneming is van artikel 7 der wet van 4 April 1890 en van artikel 7 der wet van 18 Juli 1860.

Dit regeeringsinitiatief kan goede uitkomsten opleveren, mits het bestuur in bekwame handen berust en het toezicht ernstig wordt ingericht.

Door een ander amendement (afdeeling III, art. 1^{er}), stelt de Regeering voor de bepalingen van lid 2 en lid 3 van artikel 3 der wet van 4 Maart 1919 te behouden, naar luid waarvan « de openbare uitgifte, de verkoop bij openbare onderschrijving en de opneming in de koerslijst van eene buitenlandse waarde aan de toelating van den Minister van Financiën zijn onderworpen ».

De verlenging van den geldigheidsduur dezer bepalingen, welke reeds tweemaal door de Kamers was goedgekeurd geworden, is in de huidige omstandigheden nog steeds dringend noodzakelijk.

De artikelen 2 en 3 behelzen hoofdzakelijke bepalingen, welke de aanname van de Begroting van 's Lands Middelen in zich bevat, rakende de inning van de Staatsontvangsten.

Inzake artikel 4, dat aan de Regeering toelaat leeningen aan te gaan, stelt de Commissie voor de Financiën u voor het te splitsen, ten einde het tot voorwerp te maken van eene bijzondere wet, welke zou aangenomen worden wanneer de eventuele noodwendigheden der Thesaurie nauwkeuriger zullen bekend zijn. Dit voorstel wordt gewettigd door de hooger vermelde beschouwingen.

De ingangstelling van het fiskale werktuig door het Parlement, daags na den oorlog, opgesteld, moet aandachtig worden nagegaan. Inderdaad, van de opbrengst der belastingen, gepaard aan eene omzichtige zuinigheid en aan de door Duitschland verschuldigde herstellingen, hangt de oplossing af van de financieele moeilijkheden die onzen horizon verduisteren.

De belastingen worden in drie groote klassen verdeeld : rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, registratie en zegel. Voor ieder dezer groepen vindt men, in de bijlagen III, IV, V en VI, nota's over de voorwaarden der heffing, alsmede over de statistische gegevens.

Wat de kapitalen en inkomsten en de terugbetalingen betreft, worden de ramingen genoegzaam gerechtvaardigd in de kolom der toelichtingen bij het begrootingsontwerp gevoegd.

De bij artikel 47 gebrachte verhooging van 5 tot 15 miljoen : « opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen der Thesaurie » wordt door de volgende beschouwingen gerechtvaardigd :

« Het incassa van de Thesaurie, wegens de toeneming der openbare uitgaven, moet steeds op een zeer hoog peil worden gehouden. Men legt er zich op toe, een gedeelte er van te beleggen op korten termijn. De opbrengst van 1922 zal veel hoger zijn dan de 5 miljoen welke de raming der begrooting was : zij zal ongeveer 15 miljoen bedragen.

» Alzoo kwam men er toe het voorziene crediet te verhoogen, zonder dat het mogelijk zij dienaangaande iets stelligs te bepalen. »

Tot besluit, en onder bovenvermeld voorbehoud, stelt de Commissie voor de Financiën u voor, Mijne Heeren, de u onderworpen Begrooting van 's Lands middelen goed te keuren.

De Verslaggever,

MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



BIJLAGE I.

NOTA VAN HET DEPARTEMENT VAN FINANCIËN OVER DE COMPTABILITEIT DER BETAALBAARGESTELDE CREDIETEN.

Bij de wet van 20 Juli 1921, aangevuld bij de wet van 10 Juni 1922, werd eene comptabiliteit der betaalbaargestelde credieten ingevoerd.

Voorheen was de inrichting van die comptabiliteit aan het initiatief van de ministerieele departementen overgelaten geworden. In de meeste onder hen bestond zij niet; in andere, bestond zij slechts in kiemvorm en werd zij nauwelijks toegepast.

Het nieuwe stelsel heeft onder dit opzicht een wezenlijke leemte aangevuld.

Het eigenlijke doel er van was de credietoverschrijdingen voortaan onmogelijk te maken of, ten minste, haar slechts mogelijk te maken met voorkennis van de Regeering, na voorafgaande machtiging verleend op grond van nader bepaalde rechtvaardigingen.

Van nu af aan mag gezegd worden dat deze uitslag ten volle werd bereikt.

1. — *Credietoverschrijdingen komen niet meer voor.*

Opdat eene uitgave kunne gedaan worden welke het crediet overschrijdt, — het wezengevolge van een besluit van den Ministerraad, het wez op uitdrukkelijk bevel van den Minister, — is het noodig dat de betrokkene Minister het nut van de overschrijding in overweging neme, en dit volstaat opdat een crediet met meer bezuinigingsgeest en met meer kennis van zaken besteed worde.

Tot nog toe gingen de diensten overeenkomsten aan zonder nota te nemen van de *uitgave*, waarvan het cijfer op het einde van het dienstjaar slechts bekend was door het bedrag van de gedane *betalingen*, vermeerderd met het beloop van de bij bedoelde afsluiting met verellende betaalstukken.

Terwijl bij de comptabiliteitswet aan de Ministers voorgeschreven wordt geene enkele *uitgave* te doen boven de credieten, heeft men tot hiertoe steeds dit voorschrift toegepast op de *betalingen*, aldus eene betreurenswaardige verwarring stichtend tusschen *uitgaven* en *betalingen*.

In verband hiermede blijkt het hoe het visum vóór de betaalbaarstelling doeltreffender is dan het visum vóór de betaling. Wanneer de Staat een geldige verbintenis heeft aangegaan, moet hij betalen. Zoo komt het dat de wetgevende macht door hare stemmingen steeds hare goedkeuring heeft moeten hechten aan al de credietoverschrijdingen, terwijl toch de Staat zijn eigen handteekening niet kon verloochenen.

II. — *De stand der credieten is dag voor dag bekend.*

Vroeger heeft men kunnen nagaan dat een departement, twee maanden na het sluiten van het begrootingsjaar, in zijne betaalbaar gestelde credieten, op

een enkel artikel ten bedrage van 26 miljoen eene terechtwijzing had gebracht : het ging over werken aanbesteed met prijsboderellen, en waarvan de boekhoudingdienst geene kostenberekening had gehouden op het oogenblik van de goedkeuring van het contract, d. i. op het oogenblik waarop het begrootingsrediet werkelijk werd betaalbaar gesteld.

Anderzijds zal men — om een tastbaar voorbeeld te kiezen — in December 1922, bij de behandeling van de begrooting over 1923, met eene genoegzame benadering het cijfer kennen van het onmiddellijk voorafgaande dienstjaar, — wat niet het geval was vóór het bijhouden der comptabiliteit der betaalbaar gestelde credieten.

Bij den aanvang van het loopende jaar, heeft de Minister van Financiën aan de Commissie van Senaat en Kamer beloofd, de slotrekening mede te deelen van de ontvangsten en uitgaven over de dienstjaren 1919-1920 (Thaesaaurie-dep., 7^e afd., 4^e bur., n^o 6 van 18 Januari 1922).

Thans (einde 192), kon dit nog niet gedaan worden.

Voortaan, zal dat niet meer gebeuren, aangezien de geschriften over de dienstjaren die onder het toezicht vallen van de rekenplichtigen over de betaalbaar gestelde credieten, bijhouden zijn.

III. — *Crediet aanwijzingen op het einde van het dienstjaar.*

Om de op het einde van het dienstjaar nog beschikbare credieten op te gebruiken, gaven de departementen dikwijls aan de contracten, die zij in Januari en Februari van het volgend jaar aangingen, eene vervroegde dagteekening, door de goedkeurende beschikking te stellen op den voorafgaanden 31^e December.

Tuans is dergelijk misbruik om zoo te zeggen onmogelijk geworden. Deze uitslag werd bekomen zonder de wet van 1846 hoeven te wijzigen; het was voldoende de bescheiden in overstemming te houden met de werkelijke feiten.

Er dient op gewezen — wat tot hiertoe ongemerkt is voorbijgegaan — dat, zoo feitelijk de dienstjaren over het algemeen niet afgesloten worden den 31^e October van het tweede jaar, dit hoofdzakelijk te wijten is aan na den afloop van het begrootingsjaar gedane crediet-aanwijzingen voor contracten.

Om duidelijker te zijn : het begrootingsjaar is het tijdsverloop gedurende hetwelk de uitgave moet betaalbaar gesteld en de bij de contracten voorziene werken moeten uitgevoerd worden.

De verlenging van het begrootingjaar, waaruit de wettelijke fictie van het financieel dienstjaar bestaat, had enkel plaats met het oog op de vereffeningsverrichtingen en het uitgeven der betaalbevelen (3^e lid van art. 2 der comptabiliteitswet). Daaruit blijkt dat de koopovereenkomsten met vervroegden datum worden ten uitvoer gelegd op het oogenblik dat de uitvoering er van wettelijk een gedane zaak zou hoeven te zijn. Deze uitvoering nu, geschiedt uitsluitend gedurende het tweede deel van het dienstjaar. Bij de afsluiting hiervan, is aan deze overeenkomsten meestendeels niet voldaan; zij zijn dan in geen geval verreffend en betaald. De rekenplichtigen over de betaalbaar gestelde credieten hebben de besturen kunnen overtuigen dat zij aldus niet

meer dienden te handelen, doch veel eer op tegenovergestelde wijze. Zoo komt het dat heden talrijke koopovereenkomsten, voor dewelke geen enkele levering zal geschieden vóór den 1^{en} Januari a. s., gevisceerd zijn als zijnde te verrekenen op de credieten van het aanstaande jaar. Deze koopovereenkomsten zullen zeker vereffend zijn bij de afsluiting van het dienstjaar 1923, aangezien men voor de tenuitvoerlegging, vereffening en betaling over één jaar meer beschikt, dan indien men haar had verrekend op het jaar 1922.

IV. — *Dubbele crediet-aanwijzingen wegens verstrekkingen.*

Als een bestuur aankopen deed voor rekening van een ander, werd de uitgave tot hiertoe tweemaal aangewezen: eens op de begrooting van het eerste bestuur, om den leverancier te voldoen: een tweede maal op de begrooting van het tweede bestuur, om het verschuldigd bedrag aan het eerst-bedoelde bestuur terug te betalen.

Tegenwoordig wordt de uitgave meestal rechtstreeks verrekend op de begrooting die de uitgave ten slotte moet dragen.

V. — *Aanwijzing van de aankopen voor rekening.*

In dit soort van zaken, heeft de tusschenkomst van de rekenplichtigen eveneens tot een wijziging geleid, namenlijk in het volgende geval:

Wanneer een aannemer in gebreke blijft, dan gaat het bestuur, gebruik makend van zijn recht, een koop aan voor rekening van den in gebreke blijvenden aannemer.

Op grond van de gedachte dat de credieten ter beschikking worden gesteld van de Ministers — terwijl bij de wet van 1846 enkel voorzien wordt dat de begrooting het bedrag van de vermoedelijke uitgaven bepaalt — op grond ook van het oude stelsel der buitengewone begrooting, werden tot nog toe de aankopen voor rekening, aangewezen op het dienstjaar van de eerste koopovereenkomst, zonder rekening te houden met het feit dat bedoeld dienstjaar het voordeel van geen enkele levering had genoten.

En aldus verviel men opnieuw in het gebrek waarop wij hierboven reeds wezen.

Rekenplichtigen hebben de aandacht gevestigd op dit bezwaar en sindsdien verzekeren de departementen, in overleg met het Rekenhof, de aankopen voor rekening als gold het aankopen die niets gemeens hebben met andere koopovereenkomsten.

VI. — *Bespoedigde vereffening.*

De rekenplichtigen zijn er in geslaagd de vereffening van de uitgaven te bespoedigen.

Terwijl zij bekomen hebben dat denzelfden dag niet meer talrijke betaalbevelen worden uitgegeven ten behoeve van een zelfden rechthebbende, is, sedert dat zij in functie zijn, het aantal opmerkingen van het Hof — allen de betaling voorafgaande — zoo goed als op nul geslonken.

Dit is van belang voor wat betreft het verschuldigd-zijn van interesten wegens vertraging, hetgeen in sommige departementen te vaak voorkomt.

VII. — *Afschaffing van de fondsen tot wederbelegging.*

Sedert langen tijd vroeg de begrotingsdienst de afschaffing van de fondsen tot wederbelegging, wier bestaan van aard was om aan de contrôle over de begrotingen een onjuiste richting te geven, ja soms onmogelijk te maken. Eindelijk werd hem voldoening geschonken en de bevindingen gedaan door de rekenplichtigen over de betaalbaargestelde uitgaven bewijzen hoe noodig het was die beslissing te nemen.

Als men bedenkt dat sommige besturen beschikten over reserve-fondsen, die op 31 December 1912 op één enkel artikel meer dan 42 miljoen bedragen, dan ziet men wel dat die geldmiddelen, welke zij gebruiken wanneer zij willen, hen in staat stellen om naar goedvinden een gewone begroting in evenwicht, met een radeelig of met een batig saldo te doen sluiten.

Men kan er bij voegen dat de mogelijkheid voor deze besturen om op die fondsen schuldverdringen van de laatste vijf jaren, zonder onderscheid van dienstjaar te vereffenen, hen er toe had gebracht niet meer te zorgen voor een spoedige vereffening, hetgeen niet van aard was om de openbare besturen in staat te stellen de vergelijking te doorstaan met de private besturen.

VIII. — *Credit-openingen welke van den aanvang af niet aangewezen werden op nauwkeurig bepaalde artikelen.*

Men kon er slechts toe geraken deze oorzaak van stoornissen in de boekhouding te doen verdwijnen door de wettelijke verplichting om den werkelijken stand van elk artikel te kennen, zooals het opgelegd wordt door de wet van 20 Juli 1921.

IX. — *Ontvangsten der domeinen overgaande naar fondsen voor order en door sommige departementen uitgegeven, in plaats van overgebracht te worden op de begroting van 's Lands Middelen.*

Dit vraagstuk is thans opgelost.

BIDLAGE II.

VERSLAG OVER DE BEDRIJFVIGHEID DER TECHNISCHE COMMISSIE BELAST MET HET BESTUDEEREN VAN DE STAATSBESTUURSDIENSTEN.

De technische commissie werd ingesteld bij Koninklijk besluit van 10 Maart 1922. Dit besluit gaf haar voor opdracht de werking van de Staatsbestuursdiensten te bestudeeren en hervormingen voor te stellen met het oog op het bekomen van een grootere som arbeid, van meer bezuinigingen en van meer eenvoud.

Voor de samenstelling van deze Commissie, heeft de Regeering het nuttig geacht een beroep te doen op een zeker aantal personen behorende tot den handel, de nijverheid of de financiën, ten einde in de administratieve kringen sommige verbeteringen of methodes in te voeren die in de private ondernemingen van hunne deugdelijkheid hebben doen blijken.

Het gevolg van de samenstelling der Commissie was, dat enkele leden van de Commissie heel weinig vertrouwd waren met de werking van de Staatsdiensten. De Commissie achtte het dan ook noodig, onmiddellijk aan hare instelling, op 3 Mei 1922, alvorens der Regeering een ontwerp van hervormingen voor te leggen over het een of ander van de in hare bevoegdheid vallende vraagstukken, de Staatsbestuursdiensten vooraf grondig te bestudeeren.

Dit deed zij op twee wijzen : door het ondervragen van enkele hogere ambtenaren van de hoofdbesturen, vervolgens door middel van omstandige vragenlijsten, welke zij stuurde aan al de ministerieele departementen. Deze ondervragingen en deze vragenlijsten hadden inzonderheid betrekking op het bestuurspersoneel, op de inrichting van de contrôle en de boekhouding.

Vooraf gedurende de maanden Mei, Juni en Juli is het, dat de Commissie de ambtenaren ondervroeg, die haar nauwkeurige inlichtingen konden verstrekken over de werking van de besturen.

De vragenlijsten werden opgemaakt en aan al de ministerieele departementen gestuurd rond de helft van de maand Juli, ten einde die besturen in staat te stellen den vacantielijd te benuttigen om al de door de Commissie gevraagde inlichtingen samen te brengen en deze aldus in de mogelijkheid te stellen van af de maand October een aanvang te maken met haar programma in zake het onderzoek naar de bestuurs-hervormingen.

De door de Commissie aldus gemaakte bevindingen en de ontwerpen van hervorming welke zij van nu af aan betreffende het vraagstuk van het bestuurspersoneel, de contrôle over de besturen en de boekhouding voorstelt, werden uiteengezet in verslagen welke eerlang zullen worden in handen gesteld van den Ministerraad, overeenkomstig artikel 5 van het Koninklijk besluit van 10 Maart 1922.

Om het onderzoek naar deze drie punten te vergemakkelijken, had de technische Commissie zich verdeeld in drie sub-commissies wier werkzaamheden zoo goed als geëindigd zijn.

De bedrijvigheid van de Commissie beperkte zich niet tot algemeene hervormingen. In het uitgebreid arbeidsveld dat het Koninklijk besluit van 10 Maart 1922 voor haar opende, hield zij zich voorloopig bezig met de volgende vraagstukken die ter studie werden gelegd en die alle strekken tot vereenvoudiging der diensten en, bijgevolg, tot bezuiniging. De Commissie zal eerlang over die verschillende vraagstukken hervormingen voorstellen, welke van aard zijn om onmiddellijke ontslagen op te leveren.

1. Centralisering in het Ministerie van Financiën van al de burgerlijke en militaire pensioenen en van de verschillende kassen voor weduwen en wezen.

2. Centralisering van de verschillende diensten en statistiek in verscheidene departementen.

3. Eenmaking van de militiediensten welke thans verdeeld zijn tusschen het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en dat van Landsverdediging.

4. Eenmaking van de legerwerving en van de examens van het ondergeschikt personeel in de verschillende Departementen.

5. Centraliseering in het Ministerie van Financiën van de verschillende diensten voor algemeene comptabiliteit.

6. Eenmaking van de electriciteitsdiensten welke thans verdeeld zijn onder vier verschillende departementen.

7. Herinrichting van de verschillende diensten der gebouwen, thans bestaande in drie departementen.

8. Eenmaking van de diensten tot kazerneering van de gendarmerie en van het leger.

9. Eenmaking van de lastkohieren der aannemingen.

10. Afschaffing van de arrondissementscommissariaten.

11. Herinrichting op nijverheidsvoet van de drukkerij van het *Staatsblad*.

12. Hervorming van de gerechtsdiensten.

13. Vermindering van het aantal ambtenaren.

Gebruik makend van de inlichtingen welke verstrekt werden in antwoord op de door de Commissie gestuurde vragenlijsten, zoo heeft deze een aanvang gemaakt met hare studie van elk departement in het bijzonder.

Thans heeft de Commissie, overeenkomstig artikel 3 van het Koninklijk besluit, twee opderafdeelingen gevormd, welke zich wijden aan het bestudeeren van de verschillende diensten in het Ministerie van Nijverheid en Arbeid en in dat van Openbare Werken. Zij gaat na in hoever die verschillende diensten nuttig zijn, hoe zij zijn ingericht, hoe hunne werking samengeordend is, ten einde ook over dit punt aan de Regeering bepaalde aanduidingen en wenken te kunnen geven. Voor de overige departementen zal vervolgens hetzelfde onderzoek worden ingesteld.

BIJLAGE III.

NOTA

betreffende den stand der werkzaamheden en de verkregen uitslagen, op 31 October 1922, inzake gewone of bijzondere belastingen en met de rechtstreeksche belastingen gelijkgestelde heffingen.

I. — BELASTINGEN OP HET INKOMEN.

Daar de werkzaamheden betreffende de belastingen voor de dienstjaren 1920 tot 1922 om zoo te zeggen gelijktijdig geleid werden, schijnt het geraden, met het oog op een juiste waardeering der verkregen uitslagen, de opbrengsten achtereenvolgens te beschouwen, volgens den aard der belasting, voor elk der genoemde dienstjaren.

A. — DIENSTJAAR 1920.

Grondbelasting.

Onder het oude fiskale stelsel, bedroeg de grondbelasting ten bate van den Staat wat meer dan 30 miljoen.

Op 5 October 11. waren, voor het dienstjaar 1920, voor 108 1/2 miljoen belastingrollen uitvoerbaar verklaard, hetzij voor den Staat : 54 1/2 miljoen, of 180 t. h. van de vooroorlogsche opbrengst. Daarbij dient echter in acht genomen dat het kadastraal inkomen dat voor de belastingen van 1920 gediend heeft, eens voor al werd vastgesteld, door toepassing van coëfficiënten, zooals voorzien is in artikel 84 der wet van 29 October 1919; welnu, die coëfficiënten, bepaald bij Koninklijk besluit van 19 November 1920, in uitvoering van bovengenoemd artikel 84 vestigen dikwijls de belasting op een inkomen beneden de werkelijkheid.

Vergeleken met de ramingen der begrooting, is er in de opbrengst een tekort van 5 3/4 miljoen, wat grootendeels ter verklaren valt door de vertraging in het herstel der verwoeste gewesten en der geteisterde steden, alsook door de crisis in de bouwnijverheid.

De verrichte invorderingen bedragen 103 miljoen, hetzij 95 t. h. van de rollen. De toestand kan dus, in dat opzicht, als bevredigend beschouwd worden.

Belasting op roerende zaken.

De ramingen der begrooting van 's Lands Middelen voor 1920, bedroegen voor die belasting 92 miljoen ten bate van den Staat.

De totale opbrengst bedraagt thans 121 miljoen, waarvan ongeveer 30,000,000 toekomen aan de provinciën en gemeenten (heffing op het inkomen vanwege aandeelen, volle bedrag), zoodat het aandeel van den Staat de raming bereikt.

Dat is een bemoedigende uitslag, waardoor wij — terecht, zooals wij verder zullen zien — mogen vertrouwen in de toekomst.

Daar het grootste gedeelte der belasting geïnd wordt bij wijze van korting, bedragen de nog in te vorderen sommen slechts 120,000 frank.

Bedrijfsbelasting.

De kortingen bij de nitbetaling bedroegen tot hiertoe, voor 1920, 45 1/2 miljoen frank en het bedrag der rollen is 92,000,000, wat in 't geheel 157 1/2 miljoen geeft, hetzij voor den Staat ongeveer 70 miljoen.

Het tekort op de ramingen bedraagt 50 miljoen of 41 1/2 t. h.

Die uitslag zou, op 't eerste zicht, als weinig bevredigend kunnen voorkomen, doch is te verklaren door verschillende omstandigheden die hierna bondig uiteen gezet zijn :

De ramingen werden opgemaakt onder het stelsel der wet van 29 oktober 1919; welnu, die van 2 Augustus 1920 heeft de voorschriften der eerste wetgeving grondig gewijzigd, wat de bedrijfsbelasting betreft. Ze heeft, immers, bijna totale vrij-telling van belasting verleend voor de inkomsten beschouwd als onontbeerlijk voor het bestaan, waardoor de minimum-belasting op 12 frank gebracht

wordt voor schatplichtigen die, anderszins, ten minste 50 frank zouden betaald hebben en wier aantal des te grooter is, doordat de minima, vastgesteld door de wet van 3 Augustus 1920, bij het Koninklijk besluit van 11 October daaropvolgende merkelijk verhoogd werden.

Anderkeels heeft de vrijstelling in zekere gevallen verleend aan de oudstrijders, weduwen en ouders van oudstrijders, wier globaal inkomen 9.000 frank niet overschrijdt, ook tot gevolg gehad de opbrengst der belasting in des te hooger mate te verminderen, daar het leger 1914-1918, althans voor de oudste klassen, aangeworven was onder een militair stelsel dat een groote meerderheid van militeplichtigen van geringen stand onder de wapens riep.

Ten slotte was het, door de laattijdige goedkeuring der wet van 3 Augustus 1920, niet mogelijk geweest vanaf het begin van 't jaar de belasting bij de uitbetaling af te houden op de wedden, loonen, pensioenen, enz., en de economische omstandigheden hebben de Regeering er toe gebracht uitstel te verleen voor het invorderen der achterstallige taxes, verschuldigd door de loontrekkenden die tijdelijk in een moeilijken toestand verkeerden, zoodat thans nog aanzienlijke sommen uit dien hoofde moeten binnenkomen.

De gedane invorderingen bedragen 128 millioen, t. t. z. 93 t. h. der vastgestelde rechten.

Supertaxe.

Hier evenmin werden de ramingen der begrootingen bereikt, daar het bedrag der rollen 101 1/2 millioen is en de raming slechts 130 millioen.

Waarom is dat tekort te wijten? Het ware niet gewaagd het voor het grootste gedeelte toe te schrijven aan het niet-aangeven van zekere inkomsten, namelijk die van roerende kapitalen. Doch het staat buiten kijf dat het ook te wijten is aan de vermindering der heffingen, toepasselijk op de eerste schijven van belastbare inkomsten en aan het wegvallen der grens, vanaf welke de vermindering met 5 t. h. per persoon ten laste van den schatplichtige niet toegestaan was (wet van 3 Augustus 1920). De vroeger aangeklaagde ontoereikendheid van het grondinkomen kan ook aangevoerd worden als oorzaak van het tekort, alsmede het feit dat er nog enige aanslagen te regelen zijn ten laste van aanzienlijke belastingsschuldigen, wier aangiften een lang en nauwkeurig onderzoek vergen, waartoe talrijke vragen om inlichtingen noodig zijn.

De rollen zijn aangezuiverd voor meer dan negen tiende (92,000,000.)

In het geheel, kan men vaststellen dat, voor de belastingen buiten de grondbelasting, op 2,264,000 onderzochte aangiften, 1,420,000 of 62 t. h. geen aanleiding gegeven hebben tot aanslag.

Het getal ingebrachte bezwaren is onbeduidend: het beloopt 1 1/2 t. h. der aanslagen, wat betreft de bedrijfsbelasting en 0.8 t. h. voor de supertaxe; de toegestane vrijstellingen beloopt onderscheidenlijk, voor elk dier belastingen, 1 t. h. en 0.8 t. h. van het bedrag der rollen.

B. — DIENSTJAAR 1921.

Grondbelastingen.

Wegens de vertraging in de optelling der pachtbrieven, heeft het *werkelijke* kadastrale inkomen niet overal tot grondslag kunnen dienen voor de grondbelasting in 1921. Men is gedwongen geweest deze te blijven innen op den vasten grondslag van 1920, onder voorbehoud van latere regeling, zoodra de werkzaamheden der optelling ten einde zullen zijn. Daardoor is het te verklaren dat de uitvoerbaar gemaakte rollen ternauwernood 110,000,000 frank bereiken, d. i. 55 miljoen voor den Staat, terwijl de raming 75 miljoen bedraagt.

Doch de toestand zal van dag tot dag verbeteren, en de verhoopte opbrengst zal waarschijnlijk bereikt worden. De gedane invorderingen bedragen boven 100 miljoen, d. i. 90 t. h. van het bedrag der rollen.

Belasting op roerende zaken.

Zoals te vermoeden was, naar de opbrengst van 1920, zijn de ontvangsten inzake belasting op roerende zaken, ten zeerste bevredigend.

Hoewel de ramingen (100 miljoen ten bate van den Staat) hooger zijn dan die van 1920, bedragen de vastgestelde rechten 145 miljoen, d. i. voor den Staat ongeveer 115 miljoen of 15 t. h. meer. Die vermeerdering zal steeds toenemen, want ten laste van nijverheidslieden, handelaars, enz., blijft een groot getal aanslagen ambtshalve te regelen, — overeenkomstig de voorschriften van artikel 9 der wet van 20 Augustus 1921 —, waarvan het bedrag in zijn geheel voorkomt bij de bedrijfsbelasting, terwijl een merkelijk deel moet gebracht worden bij de roerende belasting op de inkomsten van belegde kapitalen.

Bedrijfsbelasting.

Het ware moeilijk zich een juist denkbeeld te vormen van hetgeen deze belasting voor het dienstjaar 1921 zal opbrengen. Men stel evenwel vast dat de afhoudingen bij de uitbetaling die, voor 1921, slechts circa 46 miljoen beliepen, tot bijna 65 miljoen gestegen zijn, hoewel de nijverheids crisis zich reeds heeft laten gevoelen in het tweede semester, waardoor werkloosheid ontstond en een deel dier ontvangsten verminderd werd, en zonder dat nochtans de gemiddelde belasting der loonen verhoogd werd.

Wat betreft de belastingen, op een andere wijze te heffen dan door afhouding, zijn de uitslagen, vastgesteld bij de maandelijksche statistieken (90 miljoen, waarvan 50 voor den Staat) heelemaal voorloopig. Zoals hierboven gezegd, zijn het meerendeel der in de rollen begrepen aanslagen slechts een herhaling van de belastingen van 1920, en ze moeten naderhand geregeld worden.

Het is dus te verhoppen dat het tekort met betrekking tot de ramingen der begrooting aanzienlijk zal inkrimpen, als het zelfs niet geheel verdwijnt (1).

(1) In November werden voor bijna 8 miljoen rollen uitvoerbaar verklaard.

Supertaxe.

Evenmin als inzake bedrijfsbelasting is het mogelijk, op grond van de thans gekende feiten, te voorzeggen wat de supertaxe voor 1921 zal opbrengen.

Immers, vele aanslagen, ambtshalve vastgesteld volgens de in 1920 aangegeven inkomsten, zullen moeten herzien worden, en verhoogd, als men bedenkt dat, over 't algemeen, de inkomsten van 1920 die van 1919 overtroffen hebben.

Op grond van het bedrag der, op 30 November ingevorderde rollen (110 1/2 miljoen), hetwelk hooger is dan de opbrengst voor 1920 (101 1/2 miljoen), mag men verhoplen dat de begrootingsraming — 140 miljoen — per slot van rekening ongeveer zal bereikt worden, vooral daar een groote vermindering van het aantal niet-belastbare aangiften waar te nemen valt.

Terwijl deze in 1920 62 l. h. der onderzochte aanyragen beliepen, bedragen ze voor 1921 nog slechts 30 l. h., wat een gelijkwaardige vermeerdering van het aantal schatplichtigen meebrengt.

Belasting op het mobilair.

De werkzaamheden betreffende het zetten der belasting worden tegelijk met de regeling der aanslagen van 1921 doorgezet; doch van nu af aan is het zeker dat de raming niet zal bereikt worden.

De aanzienlijke verminderingen bij den grondslag hebben immers tot gevolg het aantal belastingplichtigen, vooral op het platteland, merklijk te verminderen en de schatting over het geheel. aangenomen voor de belangrijke inboedels (belasting naar verhouding van het kadastraal inkomen) oefent een zeer ongunstigen invloed op de opbrengst dezer belasting.

Tot hier toe werden slechts voor 744.00 frank rechten, de opcentiemen er bij gerekend, vastgesteld, doch er werd slechts een klein getal aanslagen opge maakt, zoodat de tot heden bekomen uitslagen niet tot grondslag kunnen dienen om, zelfs bij benadering, de gezamenlijke opbrengst te ramen van deze belasting welke, overigens, voor de eerste maal wordt geïnd.

C. — DIENSTJAAR 1922.

Behalve voor hetgeen de heffingen bij de uitbetaling betreft, is het onmogelijk met een voldoende benadering te berekenen wat de nieuwe fiskale regeling voor het loopende jaar zal opbrengen. Men is evenwel overtuigd dat geene ontgoocheling te vreezen is, behalve voor hetgeen de belasting op het mobilair betreft.

De verbeteringen toegebracht aan de hestuursinrichting, de met den dag toenemende vertrouwdmaking van het personeel met de nieuwe wet evenals de plaatsbepaling der controleurs en een meer redematige benutting van de toezichtsmiddelen welke deze ambtenaren te hunner beschikking hebben, zullen stellig ten gevolge hebben het bedrog te voorkomen en dienvolgens de opbrengst der belasting grootelijks te verbeteren. Op 30 November j. l. bedroeg het bedrag der uitvoerbaar gestelde belastingkohieren onderscheidenlijk :

71,650,000 frank voor de grondbelasting;

5,133,000 frank voor belasting op roerende zaken of een totaal van vastgestelde rechten van meer dan 62 miljoen, rekening houdende met de heffingen bij de uitbetaling ;

20,427,000 frank, voor de bedrijfsbelasting, of meer dan 43,416,000 frank geheven bij de uitbetaling, hetzij een totaal van nagenoeg 64 miljoen ;

Eindelijk 50,480,000 frank voor wat de supertaxe betreft..

II. — BIJZONDERE BELASTINGEN.

A. *Bijzondere belasting op de oorlogswinsten.*

De voorziene opbrengst bereikte, voor deze belasting, het gezamenlijk bedrag van 400 miljoen.

Op 31 October, was het bedrag der belastingskohieren 830 miljoen, of 415 miljoen voor den Staat.

De werkzaamheden betreffende de bijzondere belasting, hoewel ver gevorderd, zijn nog niet voltooid. In de groote centra moeten nog eenige duizendtallen van aangiften worden onderzocht, die voorzeker tot zeer hooge aanslagen zullen leiden.

Men zal begrijpen welke moeilijkheden men ontmoet heeft bij het vestigen der bijzondere belasting, wanneer men weet dat meer dan 60 t. h. der aangiften zijn gewijzigd geworden ; dat, anderzijds, de belasting grootendeels warenwoekeraars treft, welke tot alle middelen hun toevlucht nemen om hunne winsten te kunnen verbergen.

Van de 51,000 opgemaakte aanslagen, werden er 47,319 betaald ten beloope van 3: 8 1/2 miljoen, of nagenoeg de helft der kohieren. Deze toestand zal wellicht onvoldoende blijken, doch men moet niet uit het oog verliezen dat er gewacht wordt met de invordering van nagenoeg 40 miljoen belastingen, overeenkomende met de nog onzekere verliezen inzonderheid voortvloeiende uit de oorlogsschade waarover de bevoegde rechtbanken nog geen uitspraak hebben gedaan. Daarenboven, men raamt op meer dan 210 miljoen het bedrag der aanslagen waarvan de invordering onpractisch toeschijnt omdat de belanghebbenden, ofwel nagenoeg al hunne voor beslag vatbare goederen in veiligheid brachten in den vreemde — waar de fiscus niets er tegen vermag, — ofwel, dat zij, ten gevolge van onbezonnen uitgaven of ongelukkige speculaties, al hunne oorlogswinsten hebben er door gemaakt.

Ten aanzien van de eersten, eischt het Bestuur de toepassing van bijzondere strafmaatregelen voorzien bij artikel II, 3° der wet van 2 Juli 1920 ; bij een onlangs gevallen vonnis van de rechtbank van Luik, wordt een voortvluchtig warenwoekeraar bij verstek veroordeeld tot vijf jaar gevangenzitting en tien jaar interdictie. Dit zal gewis een heilzaam voorbeeld zijn voor de schatplichtigen die vanzins zouden zijn, zich door bedrieglijke middelen aan de betaling van de belasting te onttrekken.

Kortom, men moet aannemen dat de kohieren ten beloope van 650 miljoen (598 1/2 + 40 + 210) zijn aangezuiverd ; daarbij moet worden gevoegd de waarde van meer uitgestrekte en niet te gelde gemaakte zekerheidstellingen, te weten :

omtrent 57 miljoen, zoodat er wezenlijk nog ongeveer 125 miljoen, of 15 t. h. moeten geïnd worden.

De ingekomen bezwaarschriften zijn ten getale van 125,000 of 25 t. h. Deze sterke verhouding is te begrijpen door het gewicht der op het spel staande belangen, hetgeen de schatplichtigen aanzet de kans te wagen hunne belasting te doen verminderen, met hun geval opnieuw te doen onderzoeken door een ambtenaar die niet tot den aanslagdienst behoort.

Tot op heden, bedraagt het geheel getal ontheffingen 11 t. h. van het beloop der kohieren.

Ook hier zou deze verhouding ons kunnen verwonderen indien het eene gewone belasting gold, onder normale voorwaarden geïnd. Maar de bijzondere belasting moest zeer dikwijls geregeld worden onder zeer bijzondere omstandigheden, en men moet bekennen dat de aanslagen vaak werden vastgesteld, vooral in het begin van de toepassing der wet, op zeer wankelende grondslagen. Commissies, die den aanslag regelen moesten, lieten zich te goeder trouw beïnvloeden, te midden van de zeer gevaarlijke koorts die er heerschte, door de praatjes van de openbare meening, en zij verloren uit het oog dat de belasting die zij hadden te heffen hoegenaamd niet het karakter van eene straf bezat.

Tal van aanslagen aldus vastgesteld werden herzien en zeer aanzienlijke verminderingen werden soms toegestaan.

Het Beheer heeft zich rekenschap gegeven van dit gebrekkige stelsel van taxatie en heeft bepaald dat op de openbare meening enkel mocht voortgegaan worden wanneer zij op nauwkeurige gegevens steunde.

Biinnen enkele maanden zal het werk van den aanslag voor de bijzondere belasting heel en al gedaan zijn.

B. — BIJZONDERE BELASTING OP DE UITZONDERLIJKE WINSTEN.

Deze belasting zal enkel geïnd worden voor de dienstjaren 1920 en 1921, op de uitzonderlijke winsten gemaakt.

Voor het eerste jaar werden 8,40 aangiften onderschreven, waarvan er 2,900 te onderzoeken blijven; 1,308 aanslagen werden geregeld voor een gezamenlijk bedrag van meer dan 31 miljoen frank, waarvan 28 miljoen of 90 t. h. werden betaald.

Men zou bezwaarlijk kunnen opgeven wat ten slotte de opbrengst van die belasting voor 1920 zijn zal; men kan enkel vaststellen dat er een groot getal aanslagen dienen opgemaakt hoofdzakelijk van vennootschappen met aandeelen die groote winsten hebben gemaakt. Er zijn minder dan 10 t. h. betwistingen en de terugbetaalde sommen bedragen niet een half miljoen, wat 1.6 t. h. van het bedrag der rollen uitmaakt.

Wat betreft de belasting te heffen voor 1921 van de uitzonderlijke winsten in 1920, deze wordt gedaan samen met de gewone belastingen van hetzelfde jaar.

Van de 940 onderschreven aangiften werden er 525 onderzocht; 314 aanslagen komen voor op de rollen met een totaal bedrag van ongeveer 35 miljoen frank, waarvan 20 1/2 miljoen werden geïnd.

III. — BIJZONDERE BELASTINGEN GELIJKGESTELD MET DE RECHTSTREEKSCHЕ BELASTINGEN.

De opbrengst van deze laatste belastingen voor 1922 is heel bevredigend. Voor ieder zullen de begrootingsramingen bereikt worden, misschien zelfs overschrijden.

Zoo heeft de *belasting op de vertooningen* reeds 14 1/2 miljoen op de geraamde 15 miljoen opgebracht, en de *belasting op de ontvangsten* van 2 1/2 maand moeten nog geïnd worden.

De *belasting op de automobielen* heeft evenzoo 4 miljoen opgebracht in plaats van de geraamde 2 1/2 miljoen, hetzij eene meerwaarde van 1 1/2 miljoen.

Eindelijk, de *belasting op de spelen en weddingen* wijst ook op eene meerwaarde : de opbrengst is inderdaad 6.9 miljoen terwijl slechts gerekend werd op 5 miljoen.

Wat betreft de *belasting op de opening der drankstijterijen*, die eertijds voor 3 t. h. op het bijzonder fonds der gemeenten werd afgedragen en door de wet van 19 Juli 1922 thans in haar geheel aan den Staat wordt toegekend, deze levert eene ontvangst van 4.8 miljoen, cijfer dat bijna gelijkstaat met de voorzienene opbrengst van 3 miljoen.

* .

Uit deze uiteenzetting blijkt dat, wanneer de nieuwe fiskale regeling eenmaal goed gevestigd zal zijn, deze aan de Schatkist de verhoopte middelen zal verschaffen. Ongetwijfeld ware het eene kinderachtige bewering te zeggen, dat de belastingen reeds na twee of drie jaar hunne volle opbrengst zullen geven; daartoe is het noodig, dat ambtenaren en publiek hunne volle opleiding hebben gekregen, en dat het nieuwe stelsel ingang hebbe gevonden bij het volk. Wanneer men echter de bekomen uitslagen objectief beschouwt en de beroerde omstandigheden nagaat, waarmede de invoering der nieuwe wetgeving gepaard ging, mag men voldaan zijn over den afgelegden weg.

De *gewone rechtstreeksche belastingen* die, in 1914, 87 miljoen opbrachten, worden voor 1922 op ongeveer 485 miljoen geraamd, hetzij eene verhooging van meer dan 450 t. h., terwijl men redelijkerwijs toch niet kan beweren, dat de lasten heden ten dage overdreven zwaar zijn.

Het spreekt, dat het hier enkel gaat over het aandeel van den Staat; wanneer men daaraan toevoegt het deel of de opcentiemen ten gunste der provinciën en gemeenten, bedraagt geheel de som welke door het Bestuur der belastingen invorderbaar is voor 1922 ongeveer 800 miljoen.

* .

Deze nota ware onvolledig, moest zij geen melding maken van de aanzienlijke poging door het Bestuur der belastingen gedaan tot invordering der achterstallige belastingen van het oorlogstijdperk. Bij den wapenstilstand bleef er eene som van ruim 500 miljoen te innen van de opbrengst der dienstjaren 1915 tot 1918; thans

is die som, voor datzelfde tijdsverloop, geslonken tot 28 millioen, hetzij 6 t. h. van dien achterstel.

Deze merkwaardige nitslag werd bekomen zonder horten noch stooten en zonder dat men, over het algemeen, gebruik heeft moeten maken van voor de schatplichtigen bezwarende vervolgingen; zij werden er toe gebracht hunne betalingen te vereffenen vooral door middel der overtuiging; de bevoegde ambtenaren hebben inderdaad geene enkele gelegenheid laten voorbijgaan om bij de betrokken personen, door herhaalde bezoeken ten huize, op officieuze wijze handelend op te treden.

BIJLAGE IV.

ACCIJNZEN

Tabel van de opbrengst

AARD DER PRODUCTEN	Bedrag der ontvangsten in 1921.	Bedrag der ramingen in 1922.	Bedrag der ontvangsten van de eerste vijf maanden 1922.	Begrotingsra- mingen voorgesteld voor 1923.	Ontvangsten op 31 October 1922.	Vermoedelijke ontvangst voor 1923.
	2	3	4	5	6	7
Vreemde wijnen	40,027,390	30,000,000	20,416,404	45,000,000	36,523,944	45,000,000
Schuimwijnen	61,947	40,000	38,648	80,000	80,018	100,000
Wijn van droge vruchten	"	"	"	"	"	"
Dranken bekomen door gisting van versch vruchten-sap	84,852	70,000	51,296	100,000	132,813	160,000
<i>Brandewijnen :</i>						
a) Accijnsrechten	83,398,991	80,000,000	42,679,633	90,000,000	84,944,259	100,000,000
b) Bijzondere belasting	"	"	2,559,896	6,000,000	5,148,261	6,000,000
Biersoorten	24,797,448	20,000,000	10,989,860	25,000,000	23,442,719	28,000,000
Bierazijnen	"	"	"	"	"	"
Andere dan bierazijnen	30,815	40,000	9,988	30,000	21,908	30,000
Azijsuur	134,001	100,000	48,733	100,000	109,515	130,000
Geraffineerde suiker en siropen	25,712,317	25,000,000	13,297,839	28,000,000	25,603,844	30,000,000
Druivensuiker en andere niet kristalliseerbare suikers	1,352,359	1,000,000	534,801	1,200,000	1,164,973	1,300,000
Margarine	999,575	1,000,000	416,453	1,000,000	834,093	1,000,000
<i>Tabak :</i>						
a) Accijnsrechten op de vreemde tabaksoorten	12,592,517	12,000,000	5,569,609	12,000,000	12,011,043	14,000,000
b) Accijnsrechten op de inlandsche tabaksoorten	4,073,209	7,000,000	588,780	3,000,000	1,447,789	4,000,000
c) Geëvenredigd verbruiksrecht	47,043,521	60,000,000	18,085,711	45,000,000	38,120,004	47,000,000
Te zamen	240,308,942	236,250,000	115,287,651	256,510,000	229,585,183	276,720,000

AANMERKINGEN. — Het cijfer der *begrotingsramingen* voor 1923 (kol. 5) werd opgemaakt in de maand Juni 1922, steunend op de ontvangsten der eerste vijf maanden van 1922. Berekend naar de ontvangsten verwezenlijkt op 31 October 1922 (kol. 6), kan men voor 1923 rekenen op eene totale ontvangst van 276,720,000 frank.

De vermindering van de ontvangsten voorzien voor de tabak is toe te schrijven aan de volgende oorzaken :

1. *Inlandsche tabak.* — De inlandsche tabakteelt is aanzienlijk verminderd, daar de prijs van deze tabak hooger is dan de prijs van de vreemde tabak. En daar de inlandsche tabak minder goed is voor het vervaardigen van sigaretten, die meer en meer door de rookers bekeerd worden, is het verbruik van deze tabak verminderd. Onder oogpunt van de *accijnzen* leidt dit niet tot eene vermindering van de ontvangsten, daar de belasting dezelfde is (80 fr. de 100 kilogr.) voor de twee soorten tabak. Voor de ongestripte vreemde tabak betaalt men bovendien 60 frank invoerrecht per 100 kilogram.
2. *Geëvenredigde verbruiksrechten.* — Daar in 1922 de prijs van de vreemde tabak daalde, is de opbrengst van deze rechten, die eene belasting *ad valorem* zijn, in gelijke mate verminderd.

BIJLAGE V. — *Tabel van de opbrengst der registratie, zegelrechten, enz.*

AANDUIDING DER OPBRENGSTEN.	Invorderingen van October.						+	—
	1912.	1913.	1919.	1920.	1921.	1922.		
Registratie en overschrijving	3,619,470	3,640,720	14,899,000	15,524,670	17,074,850	18,048,090	973,240	»
Griffie	94,790	95,590	102,000	103,970	144,460	209,510	65,080	»
Hypotheek. Inschrijvingsrecht	38,720	43,150	98,000	189,000	279,140	289,140	10,000	»
Successie	1,762,915	2,839,240	4,155,000	3,575,960	7,634,575	8,521,840	887,265	»
Zegel	977,605	1,223,470	1,440,000	3,991,590	4,225,565	6,482,320	2,256,755	»
Naturalisatiën	»	8,250	»	»	»	»	»	»
Geldboeten { belastingen	32,290	40,380	71,500	177,130	182,220	210,960	28,740	»
{ veroordeelingen	98,580	109,040	37,500	199,825	356,160	575,170	249,010	»
						34,337,060	4,440,090	
Overdrachtsbelasting	»	»	»	»	»	27,338,680	27,338,680	»
Belasting op vereenigingen zonder winstgevend doel	»	»	»	»	»	»	»	»
Totalen.	6,624,370	8,004,840	20,803,000	23,762,145	29,896,970	61,675,740	31,778,770	»

BIJLAGE V. — *Tabel van de opbrengst der registratie, zegelrechten, enz. (Vervolg).*

AANDUIDING DER OPBRENGSTEN.	Invorderingen voor de eerste tien maanden.						+	—	
	1912	1913	1919	1920	1921	1922			
Registratie en overschrijving	36,903,690	35,493,550	99,726,000	169,816,090	151,166,540	183,056,910	33,890,370		
Griffie	1,003,110	983,560	879,500	1,148,810	1,235,910	2,411,560	1,175,650		
Hypotheek. Inschrijvingsrecht	435,300	436,150	534,000	1,932,020	2,256,440	2,705,240	448,800		
Successie	22,141,915	19,426,890	31,680,500	38,806,410	51,804,420	64,035,540	12,231,120		
Zegel	10,156,755	10,261,400	13,946,000	38,847,880	43,902,100	62,111,340	18,209,240		
Naturalisatiën	13,000	31,750	»	»	250	»	»	250	
Geldboeten } belastingen	324,160	321,900	401,500	1,088,230	1,970,930	2,121,985	151,055		
Geldboeten } veroordeelingen	900,830	998,860	425,500	1,560,910	3,280,870	4,708,890	1,428,020		
						323,451,465	67,534,255	250	net + 67,534.005
Overdrachtsbelasting						228,161,975	228,161,975		
Belasting op vereenigingen zonder winstgevend doel						21,740	21,740		
Totalen	71,878,760	67,654.060	147,593,000	253,200,350	255,617,460	551,335,180	295,717,970	250	net + 295,717,720

BIJLAGE V. — Tabel van de opbrengst der registratie-, zegelrechten, enz. (vervolg).

AANDUIDING DER OPBRENGSTEN.	Invorderingen voor de jaren.					Huidige voor- uizichten volgens ontvangsten 1922 tot einde October.	Begrootings- vooruit- zichten.	+	—	
	1912.	1913.	1919.	1920.	1921.					
Registratie en overschrijvingen	44,256,590	43,113,600	128,134,500	204,430,400	182,525,600	222,068,290	211,000,000	11,068,290	»	
Griffie	1,211,760	1,890,700	1,098,300	1,408,100	1,693,280	2,893,870	2,800,000	93,870	»	
Hypotheek. Inschrijvingsrecht	512,540	541,600	790,200	2,337,900	2,645,610	3,246,300	2,000,000	1,246,300	»	
Successie	27,426,400	24,700,000	43,145,200	46,611,700	64,560,160	76,842,650	120,000,000	»	43,157,350	
Zegel	11,943,470	14,000,000	18,471,600	47,792,000	52,274,800	74,533,610	60,000,000	14,533,610	»	
Naturalisatie	13,000	32,500	»	»	750	»	10,000	»	10,000	
Geldboeten {	Belastingen	394,775	404,500	584,500	1,325,000	2,344,690	2,546,380	2,000,000	546,380	»
	Veroordeelingen	1,097,925	1,233,300	568,500	2,057,700	3,839,380	5,650,660	7,500,000	»	1,849,340
						309,884,270	337,781,760	405,310,000	27,488,450	45,016,690
Overdrachtsbelasting	»	»	»	2 mois →	41,564,670	273,794,370	200,000,000	73,794,370	»	
Belasting op vereenigingen zonder winstgevend doel.	»	»	»	»	»	26,090	»	26,090	»	
										Net :
Totalen. . .	86,856,460	85,916,200	192,792,800	305,963,200	351,448,940	661,602,220	605,310,000	101,308,910	45,016,690	+56,292,220

[N° 45.]

(52)

BIJLAGE VI.

**NOTA BETREFFENDE HET INNEN DER BELASTINGEN
DOOR HET BEHEER DER REGISTRATIE EN DER DOMEINEN.**

Voorafgaande opmerking: een deel der opbrengsten, voorkomende onder de rubriek: *Erfenisrechten, zegelrechten en geldboeten in zake belastingen*, wordt normaal ingevorderd in den loop van het tweede gedeelte van het dienstjaar.

Bij de ontvangsten van het loopend dienstjaar (1922) dient dus gevoegd de schatting der in 1923 te verrichten invorderingen.

Om binnen de perken eener voorzichtige gematigdheid te blijven, hebben wij tot grondslag genomen de invorderingen van het dienstjaar 1921, gedaan in 1922 (Totaal op 31 October 1922 = 5,704,730 frank.)

Het totaal der door het Beheer der Registratie en der Domeinen ingevorderde belastingen bedroeg op 31 October, t. t. z. voor de tien eerste maanden van 1921: 551,335,180 frank, hetzij een vermeerdering met 295,717,720 frank (115 t. h.), op de som van de overeenkomende periode van 1921; de ontvangsten bedragen achtmaal die van vóór den oorlog. (Op 31 October 1913 = 67,634,060 frank.)

Afgezien van de opbrengst der overdrachtsbelasting (228,161,975 frank), is de verhooging nog zeer treffend: 67,534,003 frank, t. t. z. 26 t. h. van het totaal der opbrengsten, op 31 October 1921 voorkomende onder de oude rubrieken.

De raming voor 1922, opgemaakt door middel van een eenvoudigen regel van drie, bedraagt thans
$$\frac{551,335,188 \text{ frank} \times 12 \text{ maand}}{10 \text{ maand}} = \text{fr. } 661,602,220$$

Op de begrooting van 's Lands middelen werd, voor het dienstjaar 1922, ingeschreven een som van . . . fr. 603.310,000

Dat is een verhooging van fr. 56,292,220
t. t. z. 9.3 t. h. meer.

Buiten die rekenkundige raming, dient opgemerkt:

1° Dat nergens eenige bijzondere omstandigheid laat vermoeden dat er voor de maanden November en December een vermindering zou te boeken vallen; integendeel, verschillende feiten — hierna aangehaald — laten een nog beteren uitslag verhopan;

2° Inzonderheid wat betreft de erfenisrechten: dat de artikelen 19 tot 22 der wet van 28 Augustus 1921 (*Staatsblad* van 30 September 1922, n° 273), — waarbij die belasting verhoogd en zekere vrijstellingen opgeheven worden, — slechts van toepassing zijn op de erfenissen, opgevallen sedert 10 October 1921. Aangezien de rechten eerst tien maand na het overlijden invorderbaar zijn, heeft het van kracht worden van het nieuwe stelsel eerst invloed geöfend op de ontvangsten vanaf 10 Augustus 1922.

Deze invloed is zeer opmerkenswaardig geweest :

De invorderingen voor de maanden Augustus, September en October 1922 bedragen te zamen 24,564,550 frank.

Op grond daarvan, mogen wij rekenen op een jaarlijksche ontvangst van $\frac{24,564,550 \text{ frank} \times 12 \text{ maand}}{5 \text{ maand}} = 98,258,200 \text{ frank d. i. afgerond } 100 \text{ mil-}$

lioen frank, wat gelijkstaat met een vermeerdering van meer dan 33 milioen frank (of ongeveer 30 t. h.) op de ontvangsten van 1921 ;

3^o. Dat de wet van 16 Juli 1922 (*Staatsblad* van 22 Augustus 1922, n^{rs} 235-234), waarvan de bepalingen toezichts- en dwangmiddelen hebben ingevoerd voor de weeldebelasting, ingesteld bij de wet van 28 Augustus 1921, eerst op 1 September 1922 van kracht geworden is.

De opbrengst van die belasting, gevoed door de rubriek « Zegel », is vooral hoog sedert de maand September 1922 (5,454,498 fr. voor de maanden September en October 1922.)

De algemeene meerderkaarde, vastgesteld op 31 October 1922, is te wijten aan menigvuldige oorzaken :

Onder die, welke een gelukkigen invloed gehad hebben op de opbrengst der gezamenlijke belastingen, dient aangestipt de herinrichting van den dienst der ontvangerijen :

a) Door het verleenen van aanmoedigingspremiën, zijn talrijke stage-doeners in de kantoren komen medewerken;

b) Hoofdzakelijk met het doel den achterstand in het verhandelen van en het toezicht over de waarden aan te zuiveren, heeft het Bestuur er naar getracht het kader der surnumcrairs en der kantoorklerken te vermeerden; in de belangrijke centra, heeft het colleges van deskundigen opgericht, om het bedrog in zake overdracht van onroerende goederen op te sporen;

c) De meest overlaste kantoren werden gesplitst;

d) Laten wij ook nog aanstippen den maatregel, genomen in uitvoering van artikel 4 der wet van 28 Augustus 1921 (K. B. van 30 October 1921, *Staatsblad* van 20 November 1921), waarbij de meeste kantoren voor het publiek gesloten worden vanaf 15 uur, zoodat de boekhouders met de noodige gerustheid hun taak kunnen waarnemen;

e) Ten slotte, vereenvoudiging in de rangschikking der kantoren, ingevolge de artikelen 1 tot 5 der wet van 28 Augustus 1921.

Hier dient hulde gebracht aan de toewijding, de werkzaamheid en de strenge nauwgezetheid van het gezamenlijk personeel, bij het vervullen van zijn veelvuldige taak : de cijfers der ontvangsten getuigen genoegzaam van de reusachtige krachtsinspanning die zij aan den dag gelegd hebben.

Bovenstaande beschouwingen gelden hoofdzakelijk de *registratie- en erfenisrechten*. Sedert eenigen tijd is er bij de onroerende goederen een neiging tot stabiliseering op het driedubbele van de vóóroorlogsche waarde. De registratierechten hebben dezelfde verhouding niet gevolgd, want de huishuurwetten blijven al maar door zwaar wegen bij het verhandelen der vaste goederen. Door een ijverig en onafgebroken toezicht, zullen de ontvangsten in stand gehouden en zelfs verbeterd kunnen worden.

Op 31 October 1922, bedroegen de ingevorderde registratie- en overschrijvingsrechten 185,056,910 frank, tegen 151,466,540 frank in 1921, d. i. 53,890,570 of 22.40 t. h. meer. De ramingen zullen ruimschoots overtroffen worden. (Overschot : ongeveer 11,000,000 frank, d. i. meer dan 5 t. h.)

De *griffierechten* (2,411,560 frank op 31 October 1922), in vermeerdering met 95.10 t. h. op de opbrengsten der eerste tien maanden van 1921, wijzen een normalen uitslag aan. De verdubbeling der tarieven (art. 9 der wet van 28 Augustus 1921) heeft een ontvangst teweeggebracht die het dubbel is van die der vorige jaren. Het cijfer 2,800,000 frank, gebracht op de begrooting, zal zeker bereikt worden. (Waarschijnlijk overschot : 3.35 t. h.)

De opbrengst der *hypotheekrechten* (inschrijvingen) : 2,705,240 frank op 31 October 1921, tegen 2,256,240 frank in 1921, d. i. 19 t. h. meer, laat voor het jaar 1922 een ontvangst verhop en van fr. 3,246,000.

Voorzien op de begrooting 2,000,000.

Waarschijnlijke vermeerdering 1,246,500
of 62.50 t. h.

De begrootingsramingen zijn te gematigd geweest.

Voor October 1922 alleen, wijzen der *erfenisrechten* op een ontvangst van 8,521,840
terwijl ze in October 1921 hebben opgebracht 7,634,575

dat is voor de maand een vermeerdering met fr. 887,265
of 11.70 t. h.

De vooruitgang is nog merkbaarder, wanneer men den uitslag der eerste tien maanden vergelijkt :

1922.	. . . 64,035,540
1921.	. . . 51,804,420

Vermeerdering . . . 12,231,120 of 23.80 t. h.

Wegens dien uitslag, mag men voor het jaar *ten minste* op 76,842,650 fr. ontvangsten rekenen (zie opmerking hierboven).

Een, wel is waar te zeer optimistische, raming komt voor op de Begrooting voor 1922. Dat cijfer zal voor 1923 moeten verminderd worden. De raming die voortvloeit uit bovenstaande opmerkingen betreffende de uitslagen der maanden Augustus, September en October 1922, bedraagt 100,000,000. Minder overlast in de kantoren, verdwijnen van den achterstand en, dienvolgens, een ernstiger toezicht zullen zeker de opbrengst van die belasting doen vermeerderen. Wij durven bijna gelooven dat het cijfer van 120,000,000 in het vervolg zou kunnen bereikt worden.

De rubrick « *Zegel* » verkeert in een meer gunstigen toestand.

a) 6,482,320 frank ontvangsten in October 1922 tegen 4,225,565 frank in October 1921, d. i. 2,256,755 frank of 53.50 t. h. meer;

b) 62,111,540 frank voor de eerste tien maanden van 1922, tegen 45,902,100 frank voor hetzelfde tijdperk in 1921, d. i. 18,209,240 frank meer.

De raming van 60,000,000 frank ingeschreven op de Begrooting voor 1922 is dus reeds overschreden (overschot : 2,411,340 frank). Op 31 December zullen wij hoogst waarschijnlijk 15,000,000, dat is ongeveer 25 t. h., meer of 41.70 t. h. ontvangen hebben.

Achtereenvolgens werd deze rubriek gevoed door bijkomende ontvangsten, uit hoofde der Koninklijke besluiten, ingevolge dewelke, onderscheidenlijk op 1 Maart, 15 April en 15 Mei 1922, van kracht werden de bepalingen der wet van 28 Augustus 1921, houdende verhooging van het zegelrecht op de beursverrichtingen en aanplakbrieven en tot instelling van de « weeldebelasting ».

Bij het opmaken der Begrootingsvoorstellen was de uitwerking dier bepalingen voorzien geworden. De gedeeltelijke uitslag (6 1/2 tot 10 maanden) heeft waarschijnlijk de vooruitzichten overtroffen.

Daarna zijn twee wetten uitgekomen, die in de Schatkist een mooi sommetje hebben doen binnenvloeien.

a) De wet van 30 Juli 1922 op de jachtverloven en het vogelvangen, die op 30 September 1922 aan de Schatkist een ontvangst had bezorgd van fr. 4,423,820

Op 31 december 1921 hadden de rechten op de jachtverloven opgebracht. 2,356,500

Vandaar een winst van fr. 2,067,320

b) De wet van 16 Juli 1922, verplichtend geworden op 1 September 1922, waarbij het Bestuur gewapend wordt met het oog op het doelmatig innen der weeldebelasting.

Onmiddellijk werd het toezicht ingericht.

Anderdeels valt op te merken dat de ontvangst « Reispassen » verminderd is, vergeleken met die van 1919 en 1920.

De bedrijvigheid en de strengheid bij het beteugelen van bedrog blijken uit de cijfers, voorkomende onder de rubriek *Geldboeten in zake Belastingen*.

Op 31 October 1922 was ingevorderd. 2,121,985

Op denzelfden datum 1913 bedroeg het totaal 321,900

Bij die cijfers is alle commentaar overbodig.

De raming (2,000,000) zal ten minste met 25 t. h. overtroffen worden.

Een verlies van ongeveer 25 t. h. (hetzij 1,800,000 fr.) op de in de Begrooting voorkomende ramingen is te verwachten, wat betreft de invorderingen der *geldboeten inzake veroordeelingen*.

De verhoging met 20 deciemen werkt blijkbaar als voorbehoedmiddel of brengt de veroordeelden er toe, de subsidiaire gevangenisstraf te ondergaan, vanwaar vermindering van het getal veroordeelingen en dienvolgens van de ontvangsten.

Nochtans was er, op 31 October 1922, 4,708,890 frank gèind, tegen 3,280,870 op 31 October 1921; — vóór den oorlog kwam nog geen millioen voor het heele jaar binnen.

De groote som wordt geleverd door de *overdrachtsbelasting*, waarvan de opbrengst, op 31 October 1922, 228,161,975 frank bedroeg, terwijl men voor het gansche jaar slechts gerekend had op 200,000,000 millioen. Een meerderwaarde van 73 tot 74 millioen is te verhopē.

Deze belasting schijnt bij het publiek ingeslagen te zijn. Eindelijk wordt het toezicht ingericht.

Over 't geheel zijn de uitslagen zeer bevredigend.

BIJLAGE VII.

NOTA BETREFFENDE DE BETALINGEN VANWEGE DUITSCHLAND ALS SCHADEVERGOEDING.

Ziehier het totaal der Duitsche betalingen aan België op 31 October 1922 :

Stortingen in specie en waarden.	goudmark.	961,587,000
Leveringen in natura (met inbegrip van de leveringen bij den wapenstilstand zonder de teruggaven).		656,366,000
Totaal	goudmark.	1,617,953,000

Ziehier, anderdeels, de sommen, op denzelfden datum op het crediet van België gebracht :

Voorschotten op steenkolen, interest inbegrepen :	goudmark.	30,520,000
Onkosten der bezettingslegers		229,148,000
Totaal.	goudmark.	259,668,000

Wij hebben dus, einde October, op onze prioriteit 1,358,285,000 goudmark ontvangen.

Volledigheidshalve voegen wij hieraan toe, dat wij, op 15 November, door de Rijksbank gewaarborgde wissels ontvangen hebben ten bedrage van 60,000,000 goudmark, en dat de Duitschers ons hetzelfde bedrag moeten doen geworden op 15 December.



(38)

IMPOTS SPECIAUX. — *Bijzondere belastingen.*

Situation au } 31 octobre 1922.
Toestand op }

[illegible]

Impôts spéciaux - Bijzondere belastingen.

Situation des travaux au
Toestand der werkzaamheden op 31 octobre 1922

PROVINCES, — PROVINCIEËN.	IMPOT SPECIAL SUR LES BENEFICES EXCEPTIONNELS — EXERCICE 1919 <i>Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten</i> — <i>Dienstaar 1919</i>										Poursuites effectuées pour le recouvrement a) de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre b) de l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.					
	Nombre de déclarations — <i>Getal aangiften</i>			Cotisations évalables à titre conservatoire ou comptées dans les rôles rendus exécutoires <i>Aanslagen ten bewaarden den titel gewestigd of opge- nomen in inwonderbaar verkeerde kolkies</i>		Cotisations payées — <i>Betaaldé aanslagen.</i>		Réclamations — <i>Beswaarschriften</i>			<i>Uitsluitingen ingespannen ter inning a) der bijzondere belasting op de oorlogswinsten b) der bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten</i>					
											Nombre de — <i>Getal der</i>		Produit net des ventes 1° mobilières, 2° immobilières.		Valeur approxima- tive des garanties non encore réalisées — l'endement de waarde brenst der der nog niet le gelede gemaakte waarschorten	
	entrées — <i>ingega- meld</i>	exa- minées — <i>nagezien</i>	modi- fiées — <i>gewij- sigd</i>	Nombre — <i>Getal</i>	Montant de l'impôt (en francs) — <i>Bedrag der belasting (in frank) — 0.</i>	Nombre — <i>Getal</i>	Montant de l'impôt (en francs) — <i>Bedrag der belasting (in frank)</i>	Nombre — <i>Getal</i>	Réductions accordées (en francs) — <i>Versaand vermindering (in frank)</i>	1° séries 2° ventes mobilières — <i>1° bezittingen gintven 2° roerende verkoopings- verkoopings</i>	2° séries 2° ventes immobilières — <i>2° onroer. verkoopings- verkoopings</i>	1° mobilières 2° immobilières — <i>1° onroer. verkoopings- verkoopings</i>	2° mobilières 2° ventes immobilières — <i>2° onroer. verkoopings- verkoopings</i>	1° mobilières 2° immobilières — <i>1° onroer. verkoopings- verkoopings</i>	2° mobilières 2° ventes immobilières — <i>2° onroer. verkoopings- verkoopings</i>	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Antverr-Anwerpen . .	81	35	18	21	4,419,693	16	4,808,126	»	»	»	1.	»	»	»	a)	240,000
Brabant-Brabant . .	325	159	102	89	2,210,165	40	911,345	»	»	»	2.	»	»	»	a)	240,000
Flandre occ.-West-Vl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Flandre or.-Ost-Vlaan	352	28	31	47	1,776,463	36	1,192,800	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Hainaut-Hainaut . .	186	161	127	97	19,948,924	96	14,832,050	10	103,380	»	»	»	»	»	»	»
Lille-Lille	79	62	42	45	4,984,390	88	3,898,113	7	1,345	»	»	»	»	»	b)	»
Limbourg-Limburg . .	1	1	1	1	13,880	1	13,880	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Luxembourg-Luxemb.	2	3	2	2	16,770	2	5,800	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Namur-Namen	83	26	16	8	2,595,689	6	1,349,050	1	366	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	940	535	359	311	32,064,864	305	20,431,174	18	104,991	»	»	»	»	»	»	»
Totaal	940	535	359	311	32,064,864	305	20,431,174	18	104,991	»	»	»	»	»	»	»
Totaux du mois précéd. Total der vorige maand	810	479	313	272	21,892,793	170	18,864,605	14	104,991	»	»	»	»	»	»	»
Difference	130	46	46	39	1,072,071	35	2,066,569	4	—	»	»	»	»	»	a)	246,000
Verschiel	130	46	46	39	1,072,071	35	2,066,569	4	—	»	»	»	»	»	b)	142,000

Impôts sur les Revenus. — Belastingen op de Inkomsten.

(Exercice 1920) — Situation au 31 Octobre 1922.
(Dienstjaar 1920) — Toestand op 31 October 1922.

Provinces — Provinciën	CONTRIBUTIION FONCIÈRE — GRONDBELASTING			Perceptions d'impôts retenus à la source. — Inningen van belastingen bij de bron afgehouden.		TAXE MOBILIÈRE — BELASTING OP DE ROERENDE ZAKEN.				TAXE PROFESSIONNELLE. — BEDRIJFSBELASTING.				SUPERTAXE — SUPERTAXE				IMPOT SUR LE MOBILIER. — BELASTING OP HET MOBILIAIR.													
	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)		Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 3 et 2. — Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid kolom 3 en 2.	Taxe mobilière (reg. n° 324). — Belasting op de roerende zaken (reg. n° 324).	Taxe professionnelle (reg. n° 326). — Bedrijfsbelasting (reg. n° 326).	Nombre de cotisations comprises aux rôles. — der aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs). — Totaal bedrag (in frank).	Moyenne par cotisation (col. 8 par col. 7). — Middencijfer per aanslag (kol. 8 door kol. 7).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 9 et 8. — Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 9 en 8.	Nombre des cotisations comprises aux rôles. — Aantal aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 13 par col. 12). — Middencijfer per aanslag (kol. 13 door kol. 12).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 14 et 13. — Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 14 en 13.	Nombre des cotisations comprises aux rôles. — Aantal aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 18 par col. 17). — Middencijfer per aanslag (kol. 18 door kol. 17).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 19 et 18. — Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 19 en 18.	Nombre de cotisations comprises aux rôles. — Aantal aanslagen in de rollen opgenomen.	Montant total (en francs) — Totaal bedrag (in frank)	Moyenne par cotisation (col. 23 par col. 22). — Middencijfer per aanslag (kol. 23 door kol. 22).	Rapport p. c. entre les sommes indiquées col. 24 et 23. — Verhouding t. h. tusschen de sommen aangeduid in kol. 24 en 23.										
	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.																				des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.	des cotisations comprises aux rôles.	des perceptions effectuées sur ces cotisations.
	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.																				der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.	der aanslagen in de rollen opgenomen.	der inningen op de aanslagen gedaan.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22										
ANVERS	14,250,977	13,735,259	96	10,255,970	5,673,638	128,171	33,072	312	25	75,789	17,882,529	46,038,326	236	90	52,146	24,348,154	22,097,579	460	90	"	"										
Antwerpen	32,089,274	29,733,620	93	40,567,990	16,619,181	731	359,631	219,975	61	125,299	33,952,092	21,087,370	3,233	88	101,570	40,757,854	36,692,658	4,777	90	"	"										
Brabant	8,623,004	7,823,033	91	2,018,459	1,458,183	462	20,620	16,879	45	64,488	6,187,070	6,077,082	96	99	31,214	3,566,235	3,941,593	412	95	"	"										
Flandre occidentale	10,512,046	10,192,600	96	5,820,316	2,196,656	31	3,661	2,617	118	71	605,818	9,294,071	8,403,094	88	90	51,540	6,712,368	6,107,245	100	91	"	"									
West-Vlaanderen	15,788,031	15,244,302	96	23,911,707	10,712,347	90	310,126	310,598	3,312	98	94,320	14,351,011	12,217,020	152	85	68,056	10,425,028	9,308,742	153	90	"	"									
Flandre orientale	10,512,046	10,192,600	96	5,820,316	2,196,656	31	3,661	2,617	118	71	605,818	9,294,071	8,403,094	88	90	51,540	6,712,368	6,107,245	100	91	"	"									
Hainaut	15,788,031	15,244,302	96	23,911,707	10,712,347	90	310,126	310,598	3,312	98	94,320	14,351,011	12,217,020	152	85	68,056	10,425,028	9,308,742	153	90	"	"									
Limbourg	13,877,151	13,809,207	97	18,652,191	5,067,432	170	501,030	508,947	2,815	100	69,276	10,760,010	9,950,290	155	92	46,320	10,049,275	9,090,738	217	98	"	"									
Luxembourg	3,079,008	3,021,126	98	658,857	505,558	"	"	107	"	"	38,068	2,409,437	2,216,075	58	91	18,361	1,002,005	959,949	58	89	"	"									
Namur	4,078,914	3,967,038	97	100,945	277,135	8	30,486	12,269	2,661	60	30,994	1,963,147	1,908,851	58	96	21,355	824,051	801,679	38	97	"	"									
Namen	6,086,991	5,820,802	96	4,474,170	2,180,039	87	107,648	39,964	1,237	37	41,164	4,847,754	4,615,154	117	95	39,101	3,712,121	3,411,459	416	92	"	"									
Totaal	108,387,196	103,007,111	95	119,556,095	45,576,010	1,989	1,470,373	1,139,513	48,209	533	649,011	91,669,121	82,531,980	141	820	422,672	101,388,191	92,301,642	240	827	"	"									
Mais courant. Loopende maand.	"	"	"	119,053,669	45,370,881	1,078	1,435,505	1,078,101	"	"	643,326	99,027,352	80,407,814	"	"	420,838	100,950,661	90,991,687	"	"	"	"									
Mais précédent. Vorige maand	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"									
Différence. Verschil	"	"	"	502,426	205,129	21	24,868	61,412	"	"	3,685	1,641,769	2,192,566	"	"	1,814	447,330	1,909,055	"	"	"	"									

(Exercice 1921). — Situation au 31 octobre 1922
(Dienstjaar 1921). — Toestand op 31 October 1922

Voir la suite de l'exercice 1920 au verso.
Zie vervolg van het dienstjaar 1920 op de keerside.

Antwerpen	14,582,111	13,068,50	"	24,652,899	8,470,149	8,600	489,154	205,869	"	"	71,062	11,677,352	9,336,553	"	"	50,582	19,785,058	18,605,416	"	"	976	107,220	96,307	"	"
Brabant	32,803,125	28,803,551	"	67,523,475	25,754,060	5,016	661,956	54,828	"	"	108,039	30,307,087	13,697,826	"	"	87,871	87,315,090	27,616,126	"	"	2,951	307,636	73,215	"	"
Flandre occidentale	9,046,828	8,047,921	"	2,789,319	2,479,425	825	70,421	56,512	"	"	58,988	5,400,775	4,728,847	"	"	27,838	2,913,714	2,305,401	"	"	164	6,034	3,573	"	"
Flandre orientale	10,800,355	9,821,168	"	5,090,338	3,354,083	10,507	623,631	268,067	"	"	104,492	9,850,900	7,740,048	"	"	53,772	7,860,333	6,392,749	"	"	4,764	76,165	25,437	"	"
Hainaut	15,815,786	14,038,709	"	18,742,095	14,682,309	5,039	647,828	225,173	"	"	95,737	21,228,086	16,810,592	"	"	71,751	12,290,924	7,595,004	"	"	1,710	82,711	22,369	"	"
Limbourg	13,925,344	12,924,983	"	17,071,459	9,069,285	9,210	604,363	207,975	"	"	68,108	11,885,988	9,651,213	"	"	49,574	10,118,814	7,589,034	"	"	2,469	144,146	35,761	"	"
Luxembourg	3,100,692	2,947,075	"	628,955	702,347	421	17,405	485	"	"	26,377	2,165,000	1,895,971	"	"	17,991	997,122	861,923	"	"	10	664	623	"	"
Namur	4,124,807	3,831,905	"	204,036	144,145	650	30,314	2,803	"	"	25,932	1,487,047	1,328,593	"	"	17,564	677,932	593,746	"	"	150	2,115	349	"	"
Totaal	6,425,440	5,883,267	"	4,269,419	2,647,757	632	124,627	71,674	"	"	38,117	6,403,107	5,470,218	"	"	29,480	4,184,322	3,310,958	"	"	237	16,978	7,344	"	"
Mais courant. Loopende maand.	109,883,532	100,131,732	91	141,668,025	67,814,047	41,583	2,328,056	1,133,386	77	34	606,837	30,302,150	20,601,961	149	78	406,420	96,294,409	68,849,357	238	71	10,440	744,569	229,878	71	80
Mais précédent. Vorige maand.	"	"	"	140,181,717	67,846,973	22,513	2,376,787	547,625	"	"	606,469	27,658,852	67,839,033	"	"	407,371	95,290,229	68,321,264	"	"	"	"	"	"	"
Différence. Verschil.	"	"	"	1,486,308	207,091	9,075	261,269	585,761	"	"	368	2,644,318	2,762,928	"	"	— 951	1,004,120	8,528,003	"	"	"	"	"	"	"

(Exercice 1922). — Situation au 31 octobre 1922
(Dienstjaar 1922). — Toestand op 31 October 1922

Voir la suite de l'exercice 1921 au verso.
Zie vervolg van het dienstjaar 1921 op de keerside.

Antvers	818,875	22,805	"	8,311,405	5,077,066	2,174	288,107	87,851	"	"	3,678	1,495,188	660,385	"	"	2,417	5,750,167	1,742,816	"	"	878	105,907	25,077	"	"
Amsterdam	4,117,677	46,512	"	32,988,310	16,268,483	11,806	579,068	35,969	"	"	4,217	2,119,780	719,224	"	"	5,691	11,139,094	7,159,776	"	"	2,812	307,378	75,255	"	"
Brabant	3,147,277	102,706	"	1,786,778	1,694,823	591	41,060	18,984	"	"	1,682	349,927	362,918	"	"	577	445,322	473,621	"	"	102	7,018	2,991	"	"
Flandre occidentale	891,610	142,278	"	2,405,549	2,423,112	4,236	489,303	190,240	"	"	8,220	1,406,632	595,394	"	"	5,438	2,980,141	1,458,804	"	"	1,722	87,397	44,436	"	"
Flandre orientale	2,011,221	57,469	"	4,276,520	3,368,841	4,729	774,024	287,720	"	"	12,082	3,640,531	1,720,827	"	"	14,850	5,117,535	1,949,430	"	"	1,683	93,325	26,400	"	"
West-Vlaanderen	1,132,164	301,083	"	5,165,610	6,254,691	6,739	513,531	120,527	"	"	12,701	2,034,775	667,084	"	"	0,827	3,440,222	1,217,564	"	"	2,399	160,121	58,588	"	"
Hainaut	767,074	75,882	"	283,748	685,859	36	7,260	3,593	"	"	26	48,251	2,099	"	"	29	12,914	3,476	"	"	12	348	141	"	"
Limbourg	1,070,051	18,198	"	157,601	326,209	37	14,636	3,420	"	"	407	126,006	12,888	"	"	729	103,596	57,581	"	"	115	2,526	349	"	"
Luxembourg	9,712,874	978,285	"	1,533,969	1,241,349	338	148,681	17,727	"	"	605	755,628	216,012	"	"	574	1,196,087	412,004	"	"	226	17,048	2,467	"	"
Namur																									
Namen																									
Totaal	17,964,249	1,439,128	7	56,909,598	42,116,179	30,778	2,857,586	755,919	137	26	43,290	19,064,061	4,881,561	266	40	29,522	80,184,869	12,876,063	76	45	10,021	780,193	228,004	77	29
Mais courant	"	"	"	46,801,810	25,011,917	18,041	2,367,028	466,988	"	"	40,068	11,857,728	2,377,964	"	"	27,296	25,266,864	8,616,056	"	"	"	"	"	"	"
Mais précédent	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Différence	"	"	"	7,098,184	5,497,961	2,735	570,558	288,931	"	"	3,222	706,333	1,503,597	"	"	1,636	2,101,993	5,182,027	"	"	"	"	"	"	"
Vershill	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

Voir la suite de l'exercice 1922 au verso.
Zie vervolg van het dienstjaar 1922 op de keerside.

Exercice { 1920 { situation au } 31 octob. 1922.
Dienstjaar { toestand op }

PROVINCES — Provinciën	NOMBRE DE DECLARATIONS — GETAL AANGIFTEN				Rapport p. c. entre le nombre des déclarations. — Verhouding t. h. tusschen het aantal aangiften				RECLAMATIONS EN MATIÈRE DE a) taxe mobilière; b) taxe professionnelle; c) surtaxe.									
	distribuées.	rentrées.	examinées.	modifiées.	n'ayant pas donné lieu à imposition. hebbende niet aanleiding tot aanslag gegeven.	rentrées et le nombre de déclarations distribuées (col. 30 par col. 32).	examinées et le nombre de déclarations rentrées (col. 30 par col. 29).	modifiées et le nombre de déclarations examinées (col. 31 par col. 30).	n'ayant pas donné lieu à imposition et le nombre de déclarations re- cueillies (col. 32 par col. 29).	— BEZWAARSCHIFTEN EN ZAKE a) belasting op roerende zaken; b) bedrijfsbelasting; c) surtaxe.			NOMBRE Groot.			MONTANT des REDUCTIONS Bedrag der verminderingen		
										rondgedeld.	ingezameld.	nagezien.	ijswijzigd.	a	b	c	a	b
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32			
Anvers	200,698	274,518	266,894	57,208	159,167	98	96	31	58	70	1,368	441	38,096	327,458	447,938			
Antwerpen	554,406	642,389	624,398	165,992	345,691	97	96	31	63	86	2,010	1,083	197,733	379,467	337,295			
Brabant	203,780	263,451	202,825	69,628	127,477	100	100	34	63	10	969	307	10,966	89,465	31,019			
Brabant	307,004	305,538	290,780	177,214	90	98	30	36	58	39	1,069	168	102,436	83,746	179,437			
West-Vlaanderen	427,139	106,104	307,773	120,449	208,738	94	99	90	67	24	4,387	214	4,367	122,404	32,236			
Oost-Vlaanderen	809,560	307,457	301,946	70,516	212,053	90	98	23	69	73	1,127	191	2,985	61,742	47,690			
Lille	75,054	75,054	74,847	38,000	81,189	100	99	80	41	1	485	894	5	9,489	2,817			
Limbourg	67,873	67,763	67,468	26,567	25,736	100	99	39	38	17	646	67	5,372	13,966	5,117			
Luxembourg	132,135	131,601	130,779	52,821	71,898	99	99	40	55	3	762	350	5	79,997	20,412			
Namur																		
Namen																		
Mols courant Loopende maand	2,357,559	2,307,465	2,264,068	681,865	1,320,212	97	98	30	61	326	9,718	3,145	361,834	910,534	803,735			
Mols précédent Vorige maand	2,345,501	2,389,578	"	680,580	1,407,735	"	"	"	"	318	8,841	2,834	350,538	861,851	824,437			
Differences Verschil	12,058	17,895	"	1,285	12,477	"	"	"	"	8	877	281	11,306	48,503				

Exercice } 1921 } situation au } 31 octob. 1922.
Dienstjaar } toestand op }

Antwerpen	375,887	598,311	87,707	33,084	24,861	"	"	"	"	19	519	213	3,769	42,870	9,435
Brabant	724,303	1,009,804	105,309	74,837	85,040	"	"	"	"	24	1,057	603	36,515	140,873	333,115
Flandre occidentale	912,517	1,231,442	141,428	85,483	92,690	"	"	"	"	1	207	44	308	5,129	8,400
Flandre orientale	455,481	664,409	105,996	66,020	46,492	"	"	"	"	2	33	6	608	189	49
Hainaut	564,820	444,283	103,286	57,121	42,700	"	"	"	"	7	537	102	34,834	144,259	10,426
Léige	447,088	387,849	110,538	47,008	46,364	"	"	"	"	12	361	48	1,759	26,570	20,301
Limbourg	91,220	82,462	26,441	09,044	1,358	"	"	"	"	2	411	345	66	1,815	354
Luxembourg	83,029	67,471	47,590	6,168	7,591	"	"	"	"	5	284	36	1,224	5,517	1,407
Namur	163,374	146,135	52,663	11,745	10,604	"	"	"	"	"	460	140	"	56,519	56,535
Total	3,217,734	3,517,181	990,948	892,819	288,204	77	89	39	44	72	3,849	4,587	79,073	399,941	344,432
Mois précédent.	3,047,031	2,178,146	"	288,253	189,084	"	"	"	"	98	2,148	1,911	75,437	324,283	232,112
Différence.	170,703	1,339,035	"	404,066	99,120	"	"	"	"	26	681	236	3,646	75,708	112,320

Exercice } 1922 { situation au } 31 octob. 1922.
Diensjaar } { toestand op }

[illegible]